

CHARTE

DE LA

CITÉ DE SOREL

1889

(52 Vict., Ch. LXXX)

Révisée et Codifiée par A. A. TAILLON, Maire



QUÉBEC Imprimé par BELLEAU & Cie

Lo

CONS.

de Sorel,
de Sorel,
et les loi
Consid une nouv en une c A ces

tement d

1 La los pour incor toutes les

2. La pr de la cité d Elle dev

3. A mo résultant d termes sui

termes sur leur attribu 1º Le mo de la cité d 2º L'expr de la cité d 3º L'expr corporation poration de



ANNO QUINQUAGESIMO SECUNDO

VICTORIÆ REGINÆ

CHAP. LXXX.

Loi constituant la cité de Sorel en corporation.

[Sanctionné le 21 mars, 1889.]

ONSIDÉRANT qu'il est devenu nécessaire de conférer Préambule. des pouvoirs additionnels à la corporation de la ville de Sorel, ayant nom "Le maire et le conseil de la ville de Sorel," et constituée par la loi 23 Victoria, chapitre 75, et les lois subséquentes qui l'amendent ;

Considérant qu'il est à propos de remplacer ces lois par une nouvelle loi constituant la corporation de la dite ville

en une corporation de cité :

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

TITRE PRÉLIMINAIRE.

DISPOSITIONS DIVERSES.

SECTION I.

DISPOSITIONS DECLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES.

- 1 La loi 28 Victoria, chapitre 75, intitulée: "Acte pour 230 v., c. 75, pour incorporer la ville de Sorel," est abrogée, ainsi que etc., ab. toutes les ^lois qui l'amendent.
- 2. La présente loi sera désignée sous le nom de "Charte Désignation de la loi. de la cité de Sorel."

Elle deviendra exécutoire le premier juillet prochain. Quand exécu-toire.

3. A moins d'une déclaration contraire, expresse ou interprétation résultant du contexte de la disposition, les expressions et de certaines termes enivents ont le signification et l'application et expressions. termes suivants ont la signification et l'application que leur attribue respectivement le présent article:

1º Le mot "conseil" signifie le conseil de la corporation "Conseil."

de la cité de Sorel, constitué : par cette loi ;

2" L'expression " corporation " désigne la corporation " Corporade la cité de Sorel.

3º L'expression "cité" désigne la cité de Sorel, ou la "cité." corporation de la cité de Sorel, ou le conseil de la corporation de Sorel, selon le cas ;

4º Le mot " maire " désigne le maire de la cité de Sorel " Maire." ou son représentant autorisé;

5º L'expression "échevin" signifie échevin de la cité de Sorel:

6º Les expressions "membres" ou "membres du con-" Membres." seil " signifient les membres du conseil de la cité de Sorel;

7º Les expressions "secrétaire-trésorier," "sous-secrétaire-trésorier, " " greffier " ou " sous-greffier " signifient le secrétaire-trésorier, le sous-secrétaire-trésorier, le gref-

fiier, le sous-greffier de la cité de Sorel;

8º Le mot " contribuable " désigne quiconque est tenu " Contribuade payer à la corporation quelque cotisation ou taxe de bles." quelque nature que ce soit, ainsi que le prix de l'eau et de l'éclairage;

9º Le mot "personnes" comprend les individus, compagnies, associations, raisons commerciales ou corpora-

10° L'expression " mise en candidature " désigne l'opération aussi connue sous le nom de " nomination," de " présentation " et " d'appel nominal."

11º Le mot "électeur " signifie tout électeur munici-" Electeur." pal de la cité de Sorel habile à voter au moment de l'exer

cice du droit d'électeur;

12º L'expression "électeurs propriétaires" désigne tous ceux qui sont portés au rôle d'évaluation de la cité, en vigueur au moment de l'exercice du droit d'électeurs propriétaires et qui sont en même temps propriétaires en pos-

session avec titre de bonne foi;

13º L'expression "redevances municipales" signifie toutes taxes générales ou spéciales, impôts, droits, cotisations, répartitions, droits de patentes ou de licences cotisation spéciale, prix ou compensation pour l'eau et l'éclairage, amendes ou pénalités ainsi que toutes dettes dues à la corporation et formant ou non partie de son revenu;

14º Le mot "contrat" ne s'étend pas au bail d'étau ou d'échoppes, ni aux loyer, vente ou achat de terrains, n aux emprunts d'argent, ni à aucune convention en rap

port avec ces actes;

15° Les mots "estimateurs" "cotiseurs," "assesseurs ou "évaluateurs" sont synonymes;

16º Les expressions "rôle d'évaluation" et "rôle de @ tisation" sont synonymes;

17º Les expressions "officiers de police", "agent

de police, ", et " constables " sont synonymes ;

18º Les expressions "bons" et "débentures" sont s nonymes et désignent les obligations que le conseil a pouvoir d'émettre.

19º Les mots "adjoint, " "maire suppléant, " "pr maire " sont synonymes.

" Echevin."

" Sec.-tréso-

rier," etc.

"Personnes."

"Mise en can-didature."

" Electeurs propriétai-res."

" Redevances municipales.'

" Contrat."

" Estimateurs," etc.

" Rôle d'éva-

luation."

" Officiers de police," etc.

" Adjoint,"

4. A 1

1889.

article q 5. Les

dans les ou emple mettant sition off

6. Le conférés

7. Nu personne entaché dans la dé ou dans l qualités pour caus n'en résu

8. Nul l'omission admise su des matiè ne pût rés les formal rende nul dures ou accompagn

9. Auci règlement mages, inc règlement, intentée co mois de la de l'adoption acte du cor

10. Si le ment de to votations, v ques, est ur remis ou aj

11. Tout loi peut être e secrétaire

Les perso ont tenues, ce serment 1889.

té de Sorel

te de sore

de la cité

es du coné de Sorel; sous-secrésignifient er, le gref-

ue est tenu u taxe de de l'eau et

idus, comu corporasigne l'opé-

ur municint de l'exer-

ation," de

ésigne tous la cité, en cteurs proires en pos-

s '' signifie oits, cotisaences cotiu et l'éclaites dues à la venu ;

ail d'étau terrains, n ion en rap

assesseurs.

" rôle de 🕫

", " agent

s" sont sont sonseil al

nt, " " pro

4. A moins d'indications contraires, tout renvoi à un Renvoi aux article quelconque se rapporte aux articles de cette loi.

5. Les allégations et expressions inutiles introduites Expressions dans les actes municipaux du conseil ou de ses officiers inutiles. ou employés n'en affectent nullement la validité si, en les mettant de côté comme superflues, le reste de la disposition offre le sens voulu.

6. Le conseil et ses officiers exercent tous les pouvoirs Pouvoirs du conférés par cette loi à la cité.

7. Nul acte fait par le conseil, ses officiers ou toute autre Certaines personne se rapportant à des affaires municipales, ne sera erreurs non entaché de nullité pour cause d'erreur ou d'insuffisance dans la désignation de la corporation de la cité de Sorel, ou dans la citation de cette loi, ou dans l'énonciation des qualités de cet officier ou de cette personne, ni même pour cause d'omission de cette énonciation, pourvu qu'il n'en résulte, dans aucun cas, ni surprise ni injustice.

8. Nulle objection faite à la forme ou fondée sur objections à l'omission de formalités même impératives, ne pourra être la forme, non admise sur une action, poursuite ou procédure concernant des matières municipales, à moins qu'une injustice réelle ne pût résulter du rejet de cette objection, ou à moins que les formalités omises ne soient de celles dont l'omission rende nuls, suivant les dispositions de cette loi, les procédures ou autres actes municipaux qui doivent en être accompagnés.

9. Aucune action, poursuite, procédure en cassation de Prescription règlement ou de tout autre acte du conseil, ou pour dom-de certaines mages, indemnités ou relativement à toute matière ou règlement, en rapport avec la présente loi, ne peut être intentée contre la cité ou contre les personnes, après quatre mois de la date où la cause d'action a pris naissance, ou de l'adoption d'un règlement, d'une résolution, ou de tout acte du conseil attaqué en cassation.

10. Si le jour fixé pour l'exécution ou l'accomplisse-Ajournement ment de tous devoirs prescrits, procédures, assemblées, si procédés votations, ventes, délibérations et autres actes quelcon-jour férié. ques, est un jour non juridique, ils sont de plein droit remis ou ajournés au jour juridique suivant.

11. Tout serment requis par les dispositions de cette serment, loi peut être prêté devant le maire, un juge, le recorder, devant qui e secrétaire-trésorier ou un juge de paix.

Les personnes devant qui un serment peut être prêté Administraont tenues, quand elles en sont requises, d'administrer tion d'icelui. re serment et d'en délivrer gratuitement un certificat.

52 VICT.

Témoins com-

12. Tous citoyens, électeurs, contribuables, constables de la cité de Sorel, et tous membres ou officiers du conseil sont témoins compétents dans les instances où les droits de la cité sont concernés, s'il n'existe d'ailleurs contre eux des causes de reproche ou d'incapacité.

Formules.

18. Les formules de serment, de bulletins de votation, de feuille de candidature ou bulletin de présentation, d'avis municipaux de toutes sortes, ainsi que toutes les formules requises par cette loi, seront celles généralement en usage pour les cas semblables, à moins que le conseil n'en prescrive d'autres.

SECTION II.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Substitution du conseil.

14. Le conseil tel que constitué en vertu de cette loi est substitué à toutes fins quelconques à la corporation susnommée "le maire et le conseil de la ville de Sorel" et lui succède dans tous ses droits, pouvoirs, priviléges, créances et obligations.

Ses pouvoirs.

Il est revêtu de tous les pouvoirs, droits et priviléges conférés par les dites lois abrogées par la présente, suivant l'article 1er, et il restera tenu à l'accomplissement des devoirs imposés par ces mêmes lois.

Durée de charge du maire et des conseillers.

15. Le maire et les conseillers de la ville de Sorel resteront en fonctions jusqu'à l'expiration de leurs mandats respectifs.

Titres des conseillers.

À compter de la mise en vigueur de cette loi, les dits conseillers et leurs successeurs prendront le titre d'échevins.

Durée de charge des officiers et employés.

16. Les officiers et employés municipaux actuels de la ville resteront également en fonctions jusqu'à leur démission ou leur remplacement par le conseil.

Procès-verbaux etc., continués.

17. Tous procès-verbaux régissant les cours d'eau et les rues, rôles de cotisations, comptes de redevances, règlements, ordres, listes, rôles, plans de la ville, résolutions, ordonnances, conventions, dispositions, engagements ou actes municipaux quelconques, passés et consentis par le maire et le conseil de la ville de Sorel ou leurs prédécesseurs, continueront à voir plein et entier effet jusqu'à ce qu'ils soient annulés, amendés, résiliés ou accomplis.

Effet légal des billets, etc.

18. Tous billets, bons, débentures, obligations et engagements quelconques souscrits, endossés, acceptés, émis ou contractés par le conseil de la ville de Sorel jusqu'à l'entrée en vigueur de cette loi, auront tous leurs effets légaux.

19.] seurs se sous la

D

20. (pour les

21. L corporati

1ª Este devant to quelconq

2º Avo modifier

3º Rece posséder. immeubl

4º Con envers ell

5º Souse ou recevo obligation titres et e les pouvo sa charte qui lui in et d'empri à elle ou p vention or

(boni) et pe

DE LA

22. La territoire fo en front p ligne coura

TITRE PREMIER.

DE L'ORGANISATION DE LA CORPORATION.

SECTION 1.

DE LA CONSTITUTION DE LA CITÉ DE SOREL EN CORPORATION.

- 19. Les habitants de la ville de Sorel et leurs succes-Constitution seurs sont constitués en corps politique et corporation, en corporasous la dénomination de "La cité de Sorel."
- 20. Cette cité restera séparée du comté de Richelieu séparation du pour les fins municipales. fins municipa-SECTION II.

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE LA CORPORATION.

21. La corporation de la cité de Sorel, sous son nom Pouvoirs corcorporatif, a succession perpétuelle, et elle peut :

1º Ester en justice, soit en demandant, soit en défendant devant tout tribunal et dans toutes causes ou plaintes quelconques;

2º Avoir un sceau commun qu'elle pourra changer ou modifier à volonté;

3º Recevoir à titre de donation ou de legs, acquérir, posséder, transporter et aliéner tous biens, meubles et immeubles pour l'usage de la cité;

4º Contracter, transiger, s'obliger et obliger les autres

envers elle dans les limites de ses attributions;

5° Souscrire, tirer, endosser, transporter, donner, accepter ou recevoir des billets, lettres de change, chèques, bons, obligations, débentures, jugements, garanties ou autres titres et effets, négociables ou non, en exécution de tous les pouvoirs, droits et attributions qui lui sont conférés par sa charte et par la loi, et de tous les devoirs et obligations qui lui incombent; nommément pour la garantie de prêts et d'emprunts, pour le paiement et le règlement de sommes à elle ou par elle dues en vertu de tout acte, contrat, convention ou engagement, pour le paiement de subventions (boni) et pour autres fins légitimes.

SECTION III.

DE LA DÉLIMITATION DE LA CITÉ. -SA DIVISION EN QUARTIERS.

22. La cité de Sorel comprend toute cette étendue de Délimitation territoire formant partie du comté de Richelieu, bornée de la cité. en front par la rivière Richelieu; en arrière par une ligne courant parallèlement au côté est du Carré royal

cette loi poration Sorel" viléges,

2 VICT.

nstables

conseil s droits

contre

otation, ntation.

utes les

alement

conseil

iviléges suivant des de-

rel resnandats

its conhevins. ls de la

démis-

'eau et s, règlelutions, ents ou par le édécesjusqu'à omplis.

t engamis ou 'à l'enégaur.

sanction of naire et s cipal sur au vote p

1889.

diculaire de cent chaînes ; au côté nord, par le fleuve Saint-Laurent; au côté sud, par une ligne parallèle au côté sud du Carré royal susdit, de là, jusqu'à une distance de cent vingt chaînes. Ces limites coıncident avec celles de la ville de Sorel, établies par autorité compétente

(Royal Square) dans la dite cité, jusqu'à une distance perpen-

Division de la cité en quartiers.

23. La cité est divisée en cinq quartiers ou arrondissements respectivement désignés et connus sous les noms de " quartier Richelieu " "quartier Champlain " "quartier Montcalm " quartier Laval " quartier St-Laurent.

Leurs délimitations.

Leurs délimitations respectives sont celles fixées par les règlements actuels de la cité.

Changement des limites.

24. Le conseil peut, sur un vote d'au moins les deux tiers de tous les échevins, changer les bornes et limites des quartiers, ou en augmenter ou diminuer le nombre, ou les supprimer entièrement.

Fixation du nombre d'échevins.

Il peut fixer le nombre des échevins à être élus par chaque quartier et désigner ceux qui cesseront de représenter les quartiers qui pourraient être supprimés.

Augmentation ou diminution de ce nombre.

Il peut diminuer ou augmenter le nombre des échevins; mais il ne doit pas y en avoir plus de douze pour toute la cité.

Pouvoir de faire des règlements relatif à l'extention des limites.

25. Il est loisible au conseil de la cité, par le vote affirmatif des deux tiers de ses membres, de statuer des règlements pour étendre les limites de la cité, en y annexant, pour toutes fins municipales, toute municipalité ou partie de municipalité avoisinante.

Contenu d'iceux quant annexer.

Tout règlement de cette nature doit contenir une descripau territoire à tion complète du territoire à annexer, avec le plan d'icelui, en faisant voir la superficie et les limites; et aussi les termes et conditions de cette annexion.

Idem.

Ce règlement doit dénoncer également si le territoire ainsi annexé constituera, de soi, un quartier, ou s'il sera annexé, en tout ou en partie, à quelqu'un des quartiers de la cité déjà existants.

Requête a cet effet.

Le conseil ne doit prendre aucune mesure relativement à l'annexion de territoires que sur une requête signée par la majorité des proprietaires fonciers du territoire dont la requête demande l'annexion à la cité.

Approbation du règlement.

Tout règlement relatif à l'annexion de territoires, pour être valide, doit, avant d'être finalement adopté par le conseil, recevoir la sanction ou l'approbation de la majorité des électeurs propriétaires de la municipalité ou partie de la municipalité dont l'annexion est demandée; laquelle

26. La par son co

Ses dro conseil et

27. Le taire-tréso Ce bure les jours r

heures de

28. Le de douze é

29. Le cas où le peut être c

30. Le remplir les a le droit d Le maire

d'absence d la vacance

31. Le n officiers du

Il peut le du ne peut bation du

Il veille règlements

Il commi vations qu' des citoyen

32. Le n et exécuten erpenfleuve èle au istance c celles

VICT.

rondiss noms uartier

e

ées par

s deux limites bre, ou lus par

représ éche-

ze pour le vote

uer des annexcipalité lescrip.

d'icelui, ussi les erritoire

s'il sera tiers de vement signée ire dont

s, pour par le najorité artie de laquelle

sanction ou approbation est constatée de la manière ordinaire et suivant les formalités édictées par le code municipal sur la prise en considération des règlements soumis au vote populaire.

SECTION IV.

DU CONSEIL DE LA CITÉ, ETC.

§ 1.—Du conseil.

26. La corporation de la cité de Sorel est représentée Représentapar son conseil.

Ses droits sont exercés et ses devoirs remplis par ce consell.

conseil et ses officiers.

27. Le siège de la corporation est au bureau du secré-Siège de la taire-trésorier à l'Hôtel de ville.

Ce bureau doit être ouvert et accessible au public tous ouverture du les jours non fériés, de neuf heures du matin à quatre bureau. heures de l'après-midi.

- 28. Le conseil se compose d'un maire et de pas plus Composition de douze échevins.
- 29. Le quorum du conseil est de six membres. Dans le quorum du cas où le nombre des échevins serait changé, le quorum conseil. peut être changé par résolution du conseil.
- 30. Le conseil peut désigner l'un des échevins pour Maire supremplir les fonctions d'adjoint ou maire suppléant, et il pléant. a le droit de le révoquer à volonté.

Le maire suppléant remplit les fonctions du maire en cas ses pouvoirs. d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, et pendant

la vacance dans la charge de maire.

31. Le maire exerce le droit de surveillance sur tous les Pouvoirs du officiers du conseil.

Il peut les suspendre, et tout officier ou employé suspendu ne peut être réinstallé dans ses fonctions sans l'approbation du conseil.

Il veille à l'accomplissement fidèle des ordonnances et

règlements municipaux.

Il communique au conseil les informations et les observations qu'il croit convenables dans l'intérêt de la cité ou des citoyens.

32. Le maire et le secrétaire-trésorier signent, scellent Signature des et exécutent, au nom du conseil, tous les bons, contrats, contrats.

52 VICT.

conventions ou actes faits et passés par la corporation, à moins qu'il n'en soit autrement ordonne par le conseil.

Maire et échevins, juges de paix exofficio.

Chap. 80.

33. Pendant la durée de leurs fonctions, le maire et les échevins sont juges de paix ex officio, et ils ont juridiction sur tout le territoire de la cité, ainsi que sur la rivière Richelieu et le fleuve Saint-Laurent vis-à-vis les limites de la cité.

Leur juridic-

Outre les matières dont les juges de paix peuvent connaître, leur juridiction s'étend à toutes les causes dans lesquelles la corporation ou ses officiers sont concernés.

Leur privilège.

Leur seule qualité de membre du conseil les rend habiles à agir comme juge de paix, sans qu'ils soient tenus de prêter serment ni de remplir les autres conditions ou formalités requises des juges de paix.

Assignations devant le conseil.

34. Tout membre du conseil peut, au nom du conseil ou de ses comités, assigner tout témoin sommé de comparattre devant ce conseil ou ces comités, administrer le serment à tel témoir et l'examiner.

Articles applicables.

Les articles 46 et 47 s'appliquent à ce témoin.

Serment d'office.

35. Avant d'entrer en fonctions, les membres du conseil doivent prêter serment à l'effet qu'ils rempliront bien et fidèlement les devoirs de leur charge.

C'est sous ce serment d'office qu'ils accomplissent leurs devoirs et qu'ils exécutent tous les actes municipaux.

Effet du défaut de prestation à'icelui pendant dix iours.

36. L'omission, pendant dix jours, de la part d'un membre du conseil, de prêter le serment d'office exigé par l'article précédent, constitue un refus d'acceptation de sa charge.

Traitement, etc., pour les échevins prohibé.

37. Les échevins ne reçoivent, pour leurs services, ni traitement, ni profits, ni indemnité sous quelque forme que ce soit.

Exercice de charge, etc., par membres du conseil prohibée.

38. Les membres du conseil ne peuvent occuper aucun emploi subordonné, sous le conseil.

Ils ne peuvent se porter caution pour les officiers ou

employés de la corporation.

Ils ne peuvent non plus garantir aucune obligation contractée par un tiers envers le conseil.

Fonctions illé-galement

39. Nul vote donné par une personne qui accomplit remplies, vali- illégalement les fonctions de membre du conseil, et nul acte auquel a participé cette personne ne peuvent être invalidés par le seul fait de l'exercice illégal des dites fonctions.

40. 1 ou spéci convens pour l'e d'un ge

41. L première

42. L tout me

48. Le lesquels plus le v

44. Le de leurs présiden composer

Nul. ra ratifié ou

affaire pe 1º Pren produits

45. Le

2º Assi comité, to

3º Exar produits comparatt tout sujet

46. Nu devant le voyage, al ainsi qu'u laquelle es demeure p cité.

47. Tou conseil ou défaut de gnation ap à l'article

oration, à

aire et les

ont juri-

ue sur la

-à-vis les

vent con-

uses dans

ils soient

res condi-

lu conseil

le compa-

cernés. les rend

conseil.

1889.

§ 2.—Des comités du conseil.

40. Le conseil peut nommer des comités permanents Nomination ou spéciaux composés d'autant de ses membres qu'il juge de comites. convenable, auxquels comités il délègne ses pouvoirs pour l'examen d'une question, la gestion d'une affaire ou d'un genre d'affaires, ou l'exécution de certain; devoirs.

41. Les comités sont constitués, chaque année, à la Epoque de première séance après les élections générales annuelles.

42. Le conseil peut remplacer quand bon lui semble Remplacetout membre des comités. ment des membres de

48. Le maire fait partie ex-officio de tous les comités dans Maire, membre ex-officio lesquels il vote, et dans le comité des finances, il donne de d'iceux. plus le vote prépondérant en cas d'égalité de voix.

44. Les comités rendent compte de leurs travaux et Rapports par de leurs décisions au moyen de rapports signés par leurs les comités. présidents, ou par la majorité des membres qui les

Nul rapport ou ordre d'un comité n'a d'effet, s'il n'est Ratification ratifié ou adopté par le conseil. de leur rap-

45. Le conseil ou les comités, dans toute question ou Pouvoir du affaire pendante devant eux, peuvent : faire pendante devant eux, peuvent 1º Prendre communication des documents ou écrits les questions pendantes conseil et des produits comme preuve;

2º Assigner, sur mandat du maire ou du président du devant eux.

comité, toute personne résidant dans la province;

3º Examiner, sous serment, les parties et les témoins produits par les parties, ou toute personne sommée de comparaître comme ci-dessus, dans le cas d'enquête sur tout sujet d'intérêt public du ressort du conseil.

46. Nul n'est tenu de comparaître comme témoin Dépenses des devant le conseil on ses comités, si ses justes dépenses de témoins, payavoyage, aller et retour, ne lui ont été offertes ou payées, leur comparuainsi qu'une indemnité pour la perte de son temps; laquelle est fixe à cinquante centins pour quiconque ne cemeure pas à plus d'un mille en dehors des limites de la

47. Toute personne, assignée comme temoin devant le Amende pour conseil ou ses comités, qui, sans motif raisonnable, fait refus des défaut de comparaître aux temps et lieu fixés dans l'assi-comparaître. gnation après que les dépenses et indemnité mentionnées à l'article précédent lui ont été offertes ou payées, est

rer le ser-

nbres du empliront

sent leurs paux.

oart d'un exigé par tation de

rvices, ni que forme

occuper

ficiers ou

bligation

accomplit il, et nul vent être des dites passible d'une amende de quatre à dix piastres, ou d'un emprisonnement pour une période n'excédant pas quinze jours.

§ 3.—Des sessions du conseil.

Fixation des séances du conseil. Quorum. 48. Le conseil a le droit de fixer, par résolution, dans les limites de la cité, le lieu où il tiendra ses séances. Le quorum du conseil est déterminé par l'article 29.

Serment d'office. 49. A la première séance du conseil après l'élection, les membres nouvellement élus prêtent le serment d'office, s'ils ne l'ont déjà fait, et les membres alors présents, pourvu qu'ils forment une majorité du conseil, sont compétents à agir.

Ouverture de la 1ère séance du conseil si le maire élu n'a pas été assermenté.

50. Si le nouveau maire est présent et n'a pas été préalablement assermenté, la première séance du conseil après l'élection, est ouverte par le maire sortant de charge, ou, s'il est absent, par un des anciens échevins, qui quitte le fauteuil aussitôt que le nouveau maire est assermenté.

Si le maire n'est pas élu. En l'absence du maire élu, le maire suppléant, ou un échevin, prend le siège, et le conseil procède à l'expédition des affaires.

Epoques des assemblées du conseil.

51. Le conseil doit s'assembler au moins une fois par mois, pour la transaction des affaires de la cité, et tenir ses séances à des jour et heure qu'il détermine par règlement, dans l'Hôtel de ville, ou dans tout autre lieu dans la cité qui a été fixé, soit temporairement soit permanemment.

Délai pour l'ouverture des séances. 52. Aucune session du conseil ou des comités ne peut légalement avoir lieu, s'il s'est écoulé plus d'une heure depuis l'heure fixée par les règlements ou par une convocation spéciale, jusqu'à l'ouverture de la séance.

Séances sont publiques. 53. Toutes les séances du conseil sont publiques excepté lorsque le conseil a à juger quelqu'un de ses membres pour quelque cause que ce soit, cas auquel, sur demande du membre inculpé ou de deux échevins, il siège à huis-clos.

Conseil peut s éger à huisclos en certains cas. 54. Le conseil siège à huis-clos aussi sur la demande de deux membres, lorsqu'il a à juger de la conduite d'un de ses officiers ou employés, ou quand il a à ouvrir des soumissions demandées pour des travaux publics ou autres objets quelconques, et lorqu'il s'agit d'accorder les licences pour la vente de liqueurs enivrantes.

55. A ne peut membre

56. Le maire, ou défaut de les échev

Le prés les quest

57. To rité des m tiers des 1 est requis.

Le main non son v

Dans ce voix prépa

aux délibe un intérêt testation.

En cas
si le mem
question;
question d
expliquer;

59. S'il peut être a même jour, l'ajourneme

60. Dans régulière, sp ajourner cet

L'heure d sents sont p livre des dél

A moins of ments, les ments, les ments damnés par dant pas cin

Toutefois : qu'un avis s crétaire-tréso comme susdi ou d'un quinze

n, dans es. 29.

tion, les d'office, pourvu pétents

pas été conseil charge, i quitte rmenté. an échetion des

fois par et tenir ar règledans la manem-

ne peut ne heure convoca-

ibliques. i de ses quel, sur evins, il

nande de tite d'un avrir des blics on order les

55. Aucune accusation personnelle d'une nature grave Mode de porne peut être faite autrement que par écrit contre un ter les accusa-

56. Le conseil est présidé, dans ses sessions, par le Présidence du maire, ou à défaut du maire, par le maire suppléant, ou à conseil. défaut de l'un et de l'autre, par un membre choisi parmi les échevins présents.

Le président maintient l'ordre et le décorum, et décide Maintien de les questions d'ordre, sauf appel au conseil. l'ordre aux

57. Toute question contestée est décidée par la majo-Décision des rité des membres présents, sauf le cas où le vote des deux questions contiers des membres du conseil ou des membres présents est requis.

Le maire ou le président peut donner son avis, mais vote préponnon son vote, si ce n'est en cas de partage égal des voix. dérant du pré-

Dans ce dernier cas, le président est tenu de donner sa Motivé d'Icevoix prépondérante, en la motivant s'il le désire.

58. Aucun membre du conseil ne peut prendre part Membres intéaux délibérations sur une question dans laquelle il a ressées exclus un intérêt personnel en vertu de cette loi en cas de con-sion.

En cas de contestation, le conseil décide sans appel Décision si le membre a ou non un intérêt personnel dans la quant a l'intéquestion; et ce membre n'a pas droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé quoi qu'il puisse expliquer pour quoi il ne serait pas récusable.

59. S'il y a quorum, toute session ordinaire ou spéciale Ajournement peut être ajournée par le conseil à une autre heure du des sessions même jour, sans qu'il soit nécessaire de donner avis de rum. l'ajournement aux membres non présents.

60. Dans le cas où il n'y a pas de quorum à une session Ajournement régulière, spéciale ou ajournée, deux membres peuvent s'il n'y a pas quorum. ajourner cette session pour l'espace d'une heure.

L'heure de l'ajournement et les noms des membres pré-Entrée au sents sont portés au procès-verbal de la séance dans le proces-verbal.

livre des délibérations du conseil.

A moins qu'il n'en soit autrement ordonné par les règle- Amende conments, les membres absents de la séance dont l'absence bres absents. se renouvelle lors du dit ajournement, peuvent être condamnés par les membres présents à une amende n'excédant pas cinq piastres.

Toutefois il n'y a lieu à cette condamnation qu'en autant Avis pour les qu'un avis spécial de l'ajournement a été donné par le se justifier. crétaire-trésorier aux membres dont l'absence s'est répétée comme susdit,

52 VICT

Signification de l'avis.

La signification de cet avis est constatée, à la reprise de la séance ajournée, de la même manière que celle d'une session spéciale, et le défaut de signification de cet avis rend nulle toute procédure adoptée à cette partie de la session ajournée.

Règlement devoirs.

61. Le conseil peut, par règlement, contraindre les pour contrain membres du conseil ou des comités, à y remplir leurs devoirs; et leur imposer des amendes pour négligence ou omission dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Expédition des affaires.

62. Le conseil peut, par règlement, déterminer l'ordre dans lequel il procèdera à l'expédition des affaires.

Ordre aux séances.

63. Il peut également règlementer le maintien de l'ordre pendant les séances et décréter, dans les règlements, l'infliction d'une amende au maximum de vingt piastres, ou d'un emprisonnement au maximum de quinze jours, à défaut de paiement, à raison de tout acte de mépris commis par les membres ou les personnes qui as sistent aux séances.

Punitions qui peuvent être infligées.

Dans le cas de désordre et de conduite ou de langage repréhensibles, le maire ou le président peut infliger la punition ci-dessus, séance tenante; la sentence peut être prononcée à vue, et l'ordre d'arrestation et d'emprisonnement (commitment) peut être lancé et exécuté sur le champ.

Expulsion dans certains cas.

64. Le maire ou le président peut faire expulser de la salle du conseil, jusqu'à l'ajournement de la séance, tout membre qui persiste, après avoir été déclaré hors d'ordre à tenir une conduite répréhensible.

Motion à cette

Toutefois l'arrêt d'expulsion ne peut être prononcé et exécuté que sur une motion à cet effet adoptée par au moins les trois quarts des membres présents.

Décision sur icelle.

Telle motion est toujours dans l'ordre et elle est prope sée et décidée sans débat.

Convocation des assemblées spécia-

65. Le maire peut, au besoin, convoquer des assem blées spéciales du conseil.

Procédés dans ce cas.

Chaque fois que deux membres désirent qu'une assem blée spéciale ait lieu, ils s'adressent au maire pour la con voquer, et si le maire est absent de la cité, ou s'il refus d'agir, ils peuvent la convoquer eux-mêmes en spécifiat par écrit au secrétaire-trésorier le but dans lequel convoquent l'assemblée et le jour et l'heure auxquels i désirent qu'elle ait lieu.

Devoirs du sec.-trésorier.

Le secrétaire-trésorier est tenu, sur la réception cette notification, de convoquer l'assemblée et d'en do ner avis à t qui la conv niers.

66. Tou du conseil moins ving

67. A un en considér l'avis de co

Avant de constater et que cet avis

Si l'avis n séance est c

68. Le co sa discrétion de police né règlements e services, le convenables.

69. Il per soumis à l'aj du code mu

70. Après tions, le reco employés m police ou au de bien et fic respectives.

L'omission l'office consti aquelle le se

71. Le cons mployées à u'il juge su es personnes

72. Tous l n fonctions q 52 VICT

a reprise elle d'une cet avis tie de la

ndre les olir leurs égligence voirs.

er l'ordre es.

ntien de les règle de vingt de quinze te de més qui as

langage t infliger ence peut d'empriuté sur le

pulser de ance, tout rs d'ordre

ononcé e ée par au

me assem our la con s'il refus spécifian lequel uxquelsi

ception d'en do ner avis à tous les membres du conseil autres que ceux qui la convoquent, en mentionnant les noms de ces derniers.

- 66. Tout avis de convocation d'une assemblée spéciale Deial d'avis de du conseil doit être donné par le secrétaire-trésorier au convocation. moins vingt-quatre heures avant le temps fixé pour la sé-
- 67. A une session spéciale, le conseil ne peut prendre Affaires qui en considération que les affaires ou les sujets spécifiés dans peuvent être sidération.

Avant de procéder à l'expédition des affaires, il doit Procédures constater et faire insérer au procès-verbal de la séance, preliminaires. que cet avis a été signifié à tous les membres.

Si l'avis n'a pas été signifié à tous les membres, la Défaut d'avis séance est close à l'instant.

SECTION V.

DES OFFICIERS DU CONSEIL.

§1.—Dispositions générales.

- 68. Le conseil peut nommer, démettre et remplacer, à Nomination, sa discrétion, tous officiers, employés, constables et agents destitution, de police nécessaires pour assurer l'exécution des lois, ployés. règlements et ordonnances, et leur allouer, pour leurs services, le salaire, l'aide et la compensation qu'il juge convenables.
- 69. Il peut nommer un inspecteur agraire, lequel est Nomination soumis à l'application, mutatis mutantis, des dispositions d'un inspecdu code municipal concernant les inspecteurs agraires.
- 70. Après leur nomination et avant d'entrer en fonc-serment du tions, le recorder, le recorder suppléant et les officiers ou recorder et employés municipaux, constables, officiers ou agents de du tribunal. police ou autres fonctionnaires, doivent prêter serment est prope de le bien et fidèlement remplir les devoirs de leurs charges

L'omission pendant dix jours de prêter ce serment Refus de le les assem l'office constitue un refus d'acceptation de la charge pour prêter penaquelle le serment est exigé.

- 71. Le conseil peut exiger de toutes les person par lui Cautionne employées à quelque titre que ce soit le cautionnement ment des emu'il juge suffisant pour assurer la due exécution, par es personnes, des devoirs qui leur incombent.
- 72. Tous les officiers et employés du conseil ne restent Durée de n fonctions que durant bon plaisir. d'iceux.

Destitution.

Le conseil peut les démettre sans autre indemnité que la proportion de leurs salaires ou appointements'échus au moment de leur révocation.

Règlementation des officiers.

73. Le conseil peut, par règlement, définir les devoirs non déterminés par cette loi, de ses officiers, employés. et des agents ou officiers de police et constables, et leur imposer des pénalités ou amendes pour cause de négligence dans l'accomplissement de leurs devoirs.

Devoirs exécutoires par plus de deux officiers.

74. Lorsqu'un acte ou une procédure quelconque doit être exécuté par plus de deux officiers municipaux, il peut l'être validement par la majorité de ces officiers, sauf les cas particuliers pour lesquels il est autrement pourvu.

Livraison des archives d'un officier qui cesse d'exercer sa chorge.

75. Tout officier municipal qui a cessé d'exercer sa charge, doit, dans les huit jours après la cessation de ses fonctions, livrer au maire ou au bureau du conseil. tons les deniers et les clefs, livres, papiers, insignes, documents, archives et autres choses appartenant au conseil

Devoirs des héritiers de l'officier si ce dern'er est absent ou décédé.

76. Dans le cas d'absence de la cité ou de décès d'un officier municipal, ses représentants ou héritiers sont obligés de livrer au maire ou au bureau du censeil, dans le délai d'un mois après le décès ou l'absence, les deniers, clefs, livres, papiers, objets, documents, archives, et choses appartenant au conseil, et dont cet officier avait, la garde ou l'usage dans l'exercice de ses fonctions.

Recours du conseil dans les cas cidessus.

77. Dans les cas des deux articles précédents, le con seil, en outre de tout autre recours légal, peut revendiquer, par voie de saisie-revendication opérée contre l'officier ou ses représentants, les dits deniers, clefs, livres. insignes, archives, ou autres choses quelconques, avec dommages-intérêts, frais et dépens.

Recours conarchives.

Le conseil peut exercer les mêmes droits et recours qui détiennent contre toute personne quelconque détenant les dits objets et refusant de les rendre.

Contrainte par corps.

78. Dans l'exercice de ses droits et recours judiciaires auquel il est pourvu à l'article précédent, le conseil peut conclure à la contrainte par corps, qui peut être prononcée contre le défendeur condamné.

Rapports des officiers au conseil.

79. Le secrétaire-trésorier, ainsi que tous les officiers et employés de la corporation, sont tenus de faire au conseil ou à toute personne autorisée, et de la manière fixée par le conseil, un rapport par écrit sur toutes les matières relevant de leurs fonctions respectives, et de rendre compte

des denier ou débour spécifiant ainsi payés

1889.

80. Le comptes to ration, legi et à paver l intérêt, fra

La conda n'exclut pa de confianc

81. Le n spécial écri l'exécution, tion, d'assig cipales, soit des maisons dont l'entrée du même or some, selon rus sur ces i mandat.

82. Quice sonne charg meubles ou lion à la jus par le maire qui ne doit p

§ 2.—1

83. Le con à la garde de Cet officier conseil peut greffier de l

84. Le sec registres, plan papiers appa déposés et con

Il ne peut ans la perm compétent.

ité que chus au

devoirs ployés, bles, et de né-

ue doit paux, il ers, sauf pourvu.

'exercer ation de conseil. s, docuconseil

cès d'un ers sont eil, dans deniers, t choses a garde

, le con evendire l'offi-, livres, s, avec

recours s objets

liciaires eil peut

ononcée

ficiers et conseil xée par natières

compte

des deniers qu'ils ont perçus et de ceux qu'ils ont payés ou déboursés pour le conseil et sous son contrôle, en spécifiant les objets pour lesquels les deniers ont été ainsi payés ou déboursés.

80. Le conseil peut poursuivre en reddition de Poursuites en comptes tout employé comptable des deniers de la corpo-reddition de ration, lequel est, s'il y a lieu, condamné à rendre compte et à payer le montant dont il est reconnu débiteur, avec intérêt, frais et dépens.

La condamnation emporte contrainte par corps ; elle Condamnan'exclut pas le recours criminel pour malversation, abus contrainte par de confiance ou autres causes.

- 81. Le maire ou un juge de paix peut, par un ordre Permission spécial écrit et signé, autoriser toute personne chargée de portes, accorl'exécution, dans la cité, d'un mandat de saisie, d'arresta-dée par le tion d'assignation on de vente dans des matières muni maire, etc., tion, d'assignation ou de vente, dans des matières muni-dans le cas cipales, soit civiles, soit criminelles, à ouvrir les portes d'exécution de mandat de des maisons ou bâtiments qu'elle a trouvées fermées ou saisie. dont l'entrée lui a été refusée, et peut aussi, en vertu du même ordre, requérir l'assistance de toute autre personne, selon qu'elle le juge opportun; et les frais encourus sur ces procédures sont prélevés en vertu du même mandat.
- 82. Quiconque refuse l'entrée d'une maison à une per-Personne cousonne chargée de faire la saisie ou la vente de biens-pable de rebelmeubles ou effets qui s'y trouvent, est coupable de rébel-tice. lion à la justice et peut être condamné en conséquence par le maire ou tout juge de paix à un emprisonnement qui ne doit pas excéder trente jours.
 - § 2.—Du secrétaire-trésorier ou greffier de la cité.
- 83. Le conseil doit toujours avoir un officier préposé Gardien des à la garde de son bureau et de ses archives. Cet officier est appelé le "secrétaire-trésorier," mais le son nom. conseil peut substituer à cette dénomination celle de greffier de la cité. "

84. Le secrétaire-trésorier a la garde de tous les livres, Effets qui sont registres, plans, cartes, archives et autres documents et sous sa garde. papiers appartenant au conseil ou qui sont produits, léposés et conservés dans le bureau de la corporation.

Il ne peut se désister de la possession de ces archives Permission ans la permission du conseil, ou l'ordre d'un tribunal pour s'en

85. Il est tenu d'assister aux sessions du conseil et de Sec.-trés. tenu dresser le procès-verbal de tous ses actes et délibérations d'assister aux dans un registre tenu pour cet objet et désigné sous le nom séances, etc. de " livre des délibérations "

86. Tout procès-verbal des séances du conseil est signé Signature des par le président et contre-signé par le secrétaire-trésorier. procèsverbaux.

Mention qui doit être faite aux règlements s'ils sont amendés.

87. Chaque fois qu'un règlement ou une résolution est amendé ou abrogé, mention en doit être faite à la marge du livre des délibérations, vis-à-vis le règlement ou la résolution, avec la date de l'amendement ou de l'abrogation.

Dépositaire des deniers.

88. Le secrétaire-trésorier ou le trésorier est le percepteur et le dépositaire de tous les deniers de la corporation.

Dépôt d'iceux en banque.

Il est tenu de déposer, dans une banque, tous les deniers de la corporation, lesquels ne peuvent être retirés que pour des fins municipales autorisées par le conseil, et ce, sur un chèque signé par le maire et par le secrétaire

Ordre requis pour faire

Il ne peut faire aucun paiement à même les fonds de la cité, autrement que sur l'ordre du conseil, ou sur l'ordre même iccux. par écrit signé par le maire ou deux membres du comité des finances.

Preuve de cet ordre en justice.

Entre les mains du secrétaire-trésorier ou du trésorier cet ordre fait preuve prima facie que le montant y mentionné a été payé.

Tenus de livres de comptes par sec.-trés.

89. Le secrétaire-trésorier ou trésorier doit tenir, en bonne et due forme, des livres de comptes dans lesquels il inscrit, par ordre de date, chaque article des recettes et des dépenses, en faisant mention des personnes qui ont versé des deniers entre ses mains ou à qui il fait quelque

Pièces justificatives.

Il garde dans son bureau toutes les pièces justificatives des dépenses.

Diffense au trésorier de donner quittances sans être payé, et de prêter des deniers de la corporation.

90. Sous peine d'une amende de vingt piastres pour chaque infraction, le secrétaire-tréscrier ou le trésorie ne peut :

1" Donner aux contribuables ou autres personnes en dettées envers la corporation, pour redevances municipale ou autres dettes, des quittances sans avoir reçu et touch le montant y mentionné en espèces, en valeurs légales, o en chèques acceptés par une banque;

2º Prêter des deniers appartenant à la corporation à qu que ce soit, directement ou indirectement, par lui-mêm

ou par d'autres.

91. Les trésorier, même que sion et fa ouverts. dr l'examen d reurs.

1889.

92. Le s en fait la d conseil et 1 ou des extr autre papie

Ces copie sont auther

93. Le & rendre un aussi souve chaque ann un rapport la corporati mier janvier

94. A la annuelles, o l'année fisc choisit parn ni officiers d contrat, mar

95. Aussi auditeurs fo déboursés d table, ainsi

96. Ils so au conseil, a tions, sous indemnité, e encourue.

97. Le co les pouvoirs, aux articles 5 610.

il et de rations le nom

st signé ésorier.

tion est marge t ou la l'abro-

perceporation. tous les retirés conseil, crétaire-

onds de r l'ordre ı comité

résorier, y men-

enir, en lesquels ecettes et qui ont quelque

ificatives

res pour trésorier

nnes en nicipales et touch gales, ou

ion à qu lui-mêm

91. Les livres de comptes du secrétaire-trésorier ou du Livres de trésorier, les pièces justificatives de ses déboursés, de comptes sont trésorier, les pièces justificatives de ses déboursés, de comptes sont trésorier, les pièces justificatives de ses déboursés, de comptes sont trésorier. même que tous les registres ou documents en sa posses-à l'inspection sion et faisant partie des archives du conseil, sont des contribusouverts, durant les heures de bureau, à l'inspection et à l'examen des contribuables de la cité ou de leurs procu-

92. Le secrétaire-trésorier est tenu de livrer à quiconque.Livraison des en fait la demande, sur paiement d'honoraires fixés par le copies d'iceux conseil et reversibles à la caisse municipale, des copies documents. ou des extraits de tout livre, rôle, registre, document ou autre papier faisant partie des archives.

Ces copies ou extraits certifiés par le secrétaire-trésorier Leur authensont authentiques. "'and the state of the st

93. Le secrétaire-trésorier ou le trésorier est tenu de Rapport anrendre un compte en détail de ses recettes et dépenses, nuel des affaiaussi souvent que le conseil l'en requiert, et de publier, res. chaque année, sous sa signature et celle des auditeurs, un rapport comprenant toutes les affaires financières de la corporation transigées durant les douze mois du premier janvier au trente-et-un décembre de chaque année.

§ 3.—Des auditeurs.

- 94. A la première session du conseil après les élections Nomination annuelles, ou aussitôt que possible au commencement de des auditeurs. l'année fiscale, le conseil nomme deux auditeurs qu'il choisit parmi les contribuables qui ne sont ni membres, ni officiers du conseil, et qui n'ont avec ce dernier aucun contrat, marché ou obligation. his green
- 95. Aussi souvent que le conseil le leur prescrit, les Examendes auditeurs font l'examen des recettes et des dépenses ou recettes et débourgés du segrétaire trésorier et des dépenses ou dép. par audidéboursés du secrétaire-trésorier ou du trésorier comp-teurs. table, ainsi que des opérations financières du conseil.
- 96. Ils sont, en outre, tenus de faire un rapport annuel Rapport avant au conseil, au moins cinq jours avant la date des élec-les élections. tions, sous peine de la perte de leurs honoraires ou indemnité, et ce, sans préjudice de la pénalité par eux encourue.

§ 4.—Des estimateurs.

97. Le conseil peut nommer des estimateurs, dont Nomination les pouvoirs, droits, devoirs et obligations sont énoncés d'estimateurs. aux articles 507 et suivants de cette loi ainsi qu'à ' 610.

TITRE DEUXIÈME.

DES PERSONNES HABILES OU INHABILES AUX CHARGES MUNICIPALES, ET DE CELLES EXEMPTES DE LES REMPLIR.

SECTION I.

DES PERSONNES HABILES A REMPLIR LES CHARGES MUNICIPALES.

Qualités

98. Est habile à exercer une charge municipale dans requises pour la cité tout habitant mâle et majeur de la cité qui n'en exercer une charge municipale est pas déclaré incapable par une disposition de cette loi.

SECTION II.

DES PERSONNES INHABILES A REMPLIR LES CHARGES MUNICIPALES.

Personnes qui proprie peuvent être élus maire ou échevins, ni en ne peuvent les remplir les fonctions, ni être nommés aux charges municipales, ni les occuper:

1º Les mineurs ;

2º Les personnes dans les ordres sacrés et les ministres de toute croyance religieuse;

3º Les membres du conseil privé;

4º Les juges ou magistrats recevant des émoluments du gouvernement fédéral ou local, ou de la cité;

5° Les officiers en pleine paie de l'armée ou de la marine de Sa Majesté, et les officiers ou agents de police;

6º Les aubergistes, hôteliers ou maîtres de maison d'entretien public et ceux qui ont agi comme tels dans les douze mois précédents;

7º Quiconque n'a pas son domicile ou sa place d'affaires dans la cité depuis au moins l'année précédant l'élection

on la nomination;

8º Quiconque reçoit des deniers ou autres considérations de la corporation pour ses services ou a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat avec la corporation excepté dans le cas prévu par l'article 139.

Toutefois un actionnaire dans une compagnie légalement constituée qui a un contrat ou une convention, ou qui reçoit une subvention ou un octroi de la corporation, n'est pas inhabile à agir comme membre du conseil; mais il est censé intérressé, s'il s'agit de débattre en conseil ou en comité quelque mesure concernant cette compagnie;

9º Quiconque n'a pas payé toutes ses redevances municipales, exception faite de sommes à parfaire, par suite

d'erreur ou d'omission involontaire;

10° Qui n'est pas s

1889.

nom, ou m 11° Les

12º Le ployée par une élection

18° Tout

14º Les de la cité, c

estimateur cité, depui son propre piastres po pour celle d faite de tou leur est con

101. Sur faite devan ce maire ou justifier de sous sermen déclaration lesquels il f siéger.

102. Nul trésorier ou du conseil a de toute ob ment.

103. Tou qui devient au bureau dr sion et spéci

Jusqu'à l'a sonne est ce et elle est d actions prese

charge muni le conseil pe cette personn personne non TADOTES

HARGES

ES.

le dans ui n'en ette loi.

ALES.

s, ni en es muni-

ninistres

luments

la marice;

on d'endans les

l'affaires 'élection

lérations nent ou un conrévu par

légalen, ou qui on, n'est mais il eil ou en nie;

es muniar suite 10° Quiconque ne sait ni lire ni écrire couramment : il n'est pas suffisant de savoir lire l'imprimé ou écrire son nom, ou même de savoir les deux ;

11º Les aubains ;

1889.

12º Le président d'élection ou toute personne employée par le conseil ou par tel président en rapport avec une élection ;

13º Toute personne convaincue de trahison ou de

félonie par toute cour de justice ;

14º Les personnes qui sont responsables des deniers de la cité, ou qui sont cautions pour un employé du conseil.

- estimateur ou auditeur, à moins qu'il ne possède, dans la requises du cité, depuis au moins douze mois, comme propriétaire, en son propre nom, des biens immeubles d'une valeur de mille piastres pour la charge de maire; et de cinq cents piastres pour celle d'échevin, d'auditeur, et d'évaluateur, déduction faite de toutes dettes grevant ces immeubles, dont la valeur est constatée d'après le rôle d'évaluation.
- 101. Sur la demande par écrit d'un membre du conseil, Justification faite devant le conseil au maire ou à un échevin présent, du cen d'élic ce maire ou cet échevin doit, dans les huit jours suivants, maire et des justifier de son cens d'éligibilité en donnant par écrit et échevins. sous serment et en déposant au bureau du conseil une déclaration contenant la désignation des biens-fonds sur lesquels il fait reposer le cens qui lui donne qualité pour siéger.

102. Nulle personne, ayant été caution d'un secrétaire-Caution d'un trésorier ou d'un employé municipal ne peut être membre sec.-trés., ne du conseil avant d'avoir été déchargée envers la corporation membre du de toute obligation découlant de son acte de cautionne-conseil.

103. Toute personne nommée à une charge municipale, Avis de démisqui devient inhabile à la remplir doit donner, sans délai, sion d'un au bureau du conseil, un avis contenant l'offre de sa démis-devient inhasion et spécifiant les raisons de son inhabilité.

Jusqu'à l'accomplissement de cette formalité, cette per-Défaut de le sonne est censée avoir légalement exercé ses fonctions, donner. et elle est demeurée assujétie aux peines, poursuites et

actions prescrites et autorisées par cette loi.

104. Si l'incapacité de la personne nommée à une Destitution charge municipale est notoire ou suffisamment constatée, pour défaut de conseil peut, par résolution, déclarer la charge de cette personne vacante, sauf tout recours de la part de la personne nommée.

Remplacement.

Chap. 80.

Le conseil remplit ensuite la vacance, en la manière ordinaire, et dans le délai prescrit.

Echevin incapable d'être candidat à la mairie.

105. Un échevin ne peut être présenté comme candidat à la charge de maire, à moins qu'il n'ait préalablement donné sa démission comme échevin.

SECTION III.

DES PERSONNES EXEMPTES DES CHARGES MUNICIPALES,

Exemptions de charge.

106. Peuvent s'exempter des charges municipales : 1º Les membres du sénat, des communes, du conseil exécutif et de la législature provinciale;

2º Tous les fonctionnaires civils, les employés du parlement fédéral ou provincial, et les officiers de milice;

3º Les avocats, les notaires, les arpenteurs, les médecius, les pharmaciens et les instituteurs pendant qu'ils exercent leurs professions;

4º Les pilotes licenciés, les navigateurs de profession

et les meuniers :

5º Les personnes âgées de plus de soixante ans ;

6º Les geôliers et les gardiens de maisons de détention, de correction ou de réforme ;

7º Toutes les personnes préposées au service des chemins

de fer.

Personnes ayant droit de refuser charge.

107. Toute personne qui a rempli une charge au conseil, pendant les deux années immédiatement précédentes, peut refuser d'accepter une charge quelconque, pendant les deux ans qui suivent son service.

Avis que doit qui est exempte de charge.

Effet de l'i-

lité.

108. Toute personne élue ou nommée à une charge personne elue municipale dont elle est exempte doit, pour se prévaloir de l'exemption et en profiter, signifier au secrétairetrésorier un avis spécial à cet effet, dans les dix jours qui suivent la notification de son élection ou nomination, ou le jour même qu'elle devient exempte de la charge, si elle la remplie déjà.

L'inexécution de ces formalités a pour effet la prive de la cité,

nexécution de tion du droit de réclamer l'exemption.

TITRE TROISIÈME.

DES AVIS MUNICIPAUX.

Publication des avis.

109. Tout as is donné en vertu des dispositions de cette loi, ou des ordres du conseil, ou pour des fins municipales, est fait et publié ou signifié conformément aux prescriptions des articles suivants.

1889.

110. T par écrit L'avis

111. To blié ou afl ne l'avis.

112. L' certificat personne e

L'origin sont dépos du conseil

113. Sa poste, suiv se fait en e en personn ou à sa pla avec un au

114. To: cilié en de spécial dép reur ou age cipales.

Toutefois pour les éle règlements taires, suive

115. L'a buable abse cité, doit ét:

A défaut de l'avis se l'adresse du

116. Nul propriétaire procureur or adresse par

117. La s que les jours sept heures d e can-

VICT.

naniere

alable-

les: conseil du par-

ice; decius. xercent ofession

tention,

hemins

arge au t précéconque,

charge e prévacrétaireours qui tion, ou arge, si

a priv

de cette municient aux

110. Tout avis est spécial ou public et doit être fait sortes d'avis. par écrit ou imprimé. Publication

L'avis public est publié, l'avis spécial est signifié.

111. Toute copie d'un avis qui doit être signifié, pu-Attestation blié ou affiché, est attestée soit par la personnne qui don-des avis. ne l'avis, soit par le secrétaire-trésorier.

112. L'original de tout avis doit être accompagné d'un Certificat de certificat de publication ou de signification fait par la publication.

personne qui a publié ou signifié l'avis.

L'original de cet avis et le certificat qui l'accompagne Dépôt de l'orisont déposés par la personne qui a donné l'avis au bureau ginal et du du conseil, pour faire partie des archives municipales.

- 113. Sauf le cas où cette signification est faite par la signification poste, suivant l'article 115, la signification d'un avis spécial des avis se fait en en laissant une copie à celui à qui il est adressé, en personne ou à une personne raisonnable à son domicile, on à sa place d'affaires, même à celle qu'il occupe en société avec un autre, durant les heures ordinaires d'affaires.
- 114. Tout contribuable ou propriétaire de terrain, domi- Pouvoir des cilié en dehors des limites de la cité, peut, par un avis contribuables absents de se spécial déposé au bureau du conseil, se nommer un procu-nommer des reur ou agent qui le représente pour toutes les fins muni-mandataires. cipales.

Toutefois ce mandataire ne peut représenter son mandant Pouvoirs de pour les élections municipales, ni pour la votation sur les ces derniers. règlements soumis à l'approbation des électeurs proprié-

taires, suivant les articles 292 et suivants.

115. L'avis spécial adressé à un propriétaire ou contri-signification buable absent, qui s'est nommé un agent résidant dans la de l'avis s'il y cité, doit être signifié à cet agent.

A défaut de la nomination d'un agent, la signification s'il n'y a pas da l'avis se fait en déposant une copie au bureau de poste d'agent. a la cité, sous enveloppe cachetée, et enregistrée, à

l'adresse du propriétaire ou contribuable absent.

- 116. Nul n'est tenu de donner un avis spécial à un Avis spécial propriétaire ou contribuable absent qui n'a pas nommé de non donné à procureur ou agent, à moins qu'il n'ait fait connaître son pas nommé d'agent, ou adresse par un écrit déposé au bureau du conseil
- 117. La signification de l'avis spécial ne peut être faite Jours et heuque les jours juridiques entre sept heures du matin et resoù la signisept heures de l'après-midi. être faite.

Affichage si les portes du domicile etc.. sont fermées.

118. Si les portes du domicile ou de la place d'affaires où doit être faite la signification d'un avis spécial sont fermées, où s'il ne s'y trouve aucune personne raisonnable, la signification se fait en affichant la copie de l'avis sur une des portes du domicile ou de la place d'affaires.

Délai intermédiaire après un avis spécial.

119. Le délai intermédiaire après un avis spécial court à dater du jour où cet avis a été signifié, ce jour et les dimanches non compris.

Mode de publier les avis publics.

120. La publication d'un avis public donné pour des fins municipales se fait en affichant une copie de cet avis dans la cité, à deux endroits différents fixés par résolution du conseil.

Affichage à défaut d'en-

A défaut d'endroits fixés par le conseil, l'avis public est affiché près de la porte principale d'au moins un édifice par le conseil destinée au culte public, ou dans la salle publique du bureau de poste, et dans la partie destinée au public du bureau du secrétaire-trésorier.

Publication.

121. Les avis publics qui doivent être publiés par la voie des journaux ne sont insérés que dans un seul journal français de la cité.

Delai intermédiaires après l'avis public.

122. Sauf les cas pour lesquels il est autrement pourvu le délai intermédiaire après un avis public court du jour où l'avis a été rendu public.

Id. s'il y a

Sil est prescrit que l'avis soit publié dans un papier publication nouvelles, le délai intermédiaire court du jour de la première insertion.

Proviso.

Dans tous les cas, le jour où l'avis a été rendu public ne compte pas.

Ceux qui sont affectes par les avis publies.

123. Les avis publics affectent et obligent les pro priétaires ou contribuables domiciliés en dehors de la cité de la même manière que les résidents, sauf les cas d'expropriation et autres pour lesquels il est autrement pourvu

Acquiesment forme.

124. Quiconque a acquiescé à ce qui est requis par un enieve le droit de se prévaloir avis, ou en a eu connaissance de quelque manière que de des défants de soit, ne peut ensuite se prévaloir de l'insuffisance ou des forme. vices de forme ou autres de tel avis, ou du défaut de s publication ou signification.

125. Po droit de v d'exercer to teurs muni posséder, a les conditie

1º Etre r 2º Posséd femme, tel propriétaire d'au moins à ferme ou un terrain piastres; or

3º Percey cents piastr 4º Avoir

son nom qu bre précéda teur: et

5° Étre in à défaut de

126. Tou tituée en co sède tous les électeurs mi les intérêts compagnie, en retire, son pour le rend

127. Ava

DE

e secrétaireier de la cit onnes qui, d eurs redevai lent inclusi roit d'électe d'affaires cial sont sonnable, l'avis sur res.

cial court t les di

pour des e cet avis ar résolu-

public est in édifice ue du buic du bu-

iés par la un seul

nt pourvu,) rt du jour

an papier de la pre-

public ne

t les pro de la cité as d'expro it pourvu

uis par un ère que c nce ou des éfaut de si

TITRE QUATRIÈME.

DES ÉLECTEURS MUNICIPAUX.

SECTION I.

DES QUALITÉS REQUISES POUR ÊTRE ÉLECTEUR.

125. Pour être électeur municipal et comme tel avoir Qualités droit de voter à l'élection du maire et des échevins et requises des d'exercer tous les droits et priviléges conférés aux électeurs municipaux par les dispositions de cette loi, il faut posséder, au moment d'exercer tels droits ou priviléges, les conditions suivantes, savoir :

1º Etre majeur et sujet de Sa Majesté;

2º Posséder, dans la cité, en son nom ou au nom de sa femme, tel qu'il appert au rôle d'évaluation, soit comme propriétaire en possession, un terrain de la valeur réelle d'au moins cent piastres; soit comme locataire résidant, à ferme ou à loyer, ou comme occupant à titre quelconque, un terrain d'une valeur annuelle d'au moins dix-huit piastres; ou

3º Percevoir un traitement annuel d'au moins trois

cents piastres;

4º Avoir payé toutes redevances municipales, tant en son nom qu'au nom de sa femme, avant le quinze décembre précédant une élection ou l'exercice du droit d'électeur; et

5" Étre inscrit sur la liste des électeurs municipaux ou, à défaut de liste, au rôle d'évaluation et de cotisation.

126. Tout membre d'une société ou compagnie non constituée en corporation est aussi électeur, et comme tel possociétés non sède tous les droits et priviléges dont sont revêtus les sont électeurs électeurs munici; aux en vertu de l'article précédent, si les intérêts ou les propriétés qu'il a dans la société ou la compagnie, ou les revenus, le salaire ou les profits qu'il en retire, sont suffisants, aux termes de l'article précédent, pour le rendre habile à être électeur.

SECTION II.

DE LA LISTE DES ÉLECTEURS ET DE SA RÉVISION.

127. Avant le trente-et-un décembre de chaq année, Confection le secrétaire-trésorier est tenu de faire, pour chaque quar-liste des électier de la cité, une liste alphabétique des noms des per-teurs.

Johnnes qui, d'après les livres, paraissent avoir payé toutes eurs redevances municipales au quinze décembre précélent inclusivement et qui ne sont pas déchues de leur lroit d'électeur.

Chap. 80.

128. Après avoir fait ces listes et en avoir certifié l'exac-Dépôt d'icelle. titude au bas d'icelles, le secrétaire-trésorier doit les déposer au bureau du conseil.

Avis de ce dépôt.

129. Le secrétaire-trésorier est tenu de donner, sans délai, un avis public annonçant que les listes sont déposées à son bureau pour y demeurer sujettes à l'examen des intéressés ou de leurs représentants durant les dix jours qui suivent la date de l'avis.

Plainte contre la liste.

130. Dans cet intervalle de dix jours, quiconque désire se plaindre des listes ou de quelqu'une d'elles, pour lui ou pour un autre, peut le faire en donnant à cet effet au secrétaire-trésorier, un avis par écrit dans lequel il formule l'objet de sa plainte.

Demande d'inradiation de nome sur la

181. Nulle demande pour insertion ou radiation de sertion ou de noms sur les listes n'est reçue dans le bureau du secrétaire-trésorie. après quatre heures de l'après-midi du dixième jour après la date de l'avis mentionné à l'article 129.

Révision de la liste.

132. Le dixieme jour mentionné à l'article précédent à sept heures du soir, un bureau de reviseurs compose de trois membres du conseil préalablement nommés par le conseil, ou à défaut du conseil par le maire, pro cède au bureau du conseil à la révision et à la rectifcation des listes.

Comment agissent les réviseurs.

133. Ces trois réviseurs agissent de concert, sous leur serment d'office comme membres du conseil, et sous la pré sidence de l'un d'eux.

Sec. des. rév-

Le secrétaire-trésorier agit comme secrétaire des révi seurs.

Réunion des réviseurs.

134. Si les trois réviseurs ne se réunissent pas, le mair peut en nommer d'autres qui doivent se réunir le soi suivant ou de jour en jour à la même heure et au mêm lieu jusqu'à ce que la révision des listes soit complété

Révision par sec.-trés.

A défaut de la révision et du complètement des liste comme ci-dessus, le secrétaire-trésorier, sous son sermen d'office, doit les reviser et les complèter avant l'élection

Ce qui doit

135. Le bureau des réviseurs, ou le secrétaire-trésorie être pris en considération selon le cas, doit prendre en considération les plaintes processes les considérations selon le cas, doit prendre en considération les plaintes processes les considérations en le cas doit prendre en considération les plaintes processes les considérations en le cas doit prendre en considération les plaintes processes les considérations en le cas doit prendre en considération les plaintes processes les considérations en le cas doit prendre en considération les plaintes processes les considérations en le cas doit prendre en considération les plaintes processes les considérations en le cas doit prendre en considération les plaintes processes les considérations en le cas doit prendre en considération les plaintes processes les considérations en le cas doit prendre en considération les cas doit prendre en considération les cas de la c duites par écrit seulement, entendre les intéressés, examiner sous serment ainsi que leurs témoins, mais tient les listes ou y fait les additions ou radiation nécessaires.

Il peut

1889.

sions accid Le serm témoins pa trésorier, s

136. To les listes d un huissie doit être pr

137. Les sident du b taire-trésor ment signé

138. Ces en force jus faites en ver

139. Ler teurs munic

Le conseil pas cinq cen

140. Les que quartier paux du qua

141. La n nnée.

L'ordre act bservé.

142. Les i harge se ter rénérale ou s nnuelles.

143. Les : ommencent

ié l'exacles dé-

52 VICT.

er, sans nt dépomen des lix jours

niconque lles, pour nt à cet ns lequel

iation de du secré -midi du l'article

récédent composé nommés naire, pro la rectifi

sous leu ous la pré

des révi

ns, le mair nir le soi au mêm complété des liste on sermen 'élection.

e-trésorie laintes pr eressés, le ins, mais radiation Il peut corriger toute erreur et suppléer aux omis-Ce qui peut sions accidentelles faites dans ces listes.

Le serment est administré aux intéressés et à leurs Administratémoins par le président des réviseurs, ou par le secrétairetrésorier, suivant le cas

- 136. Toute demande de radiation d'un des noms sur Signification les listes doit être signifiée à la personne intéressée par de la demande un huissier ou constable, et rapport de la signification doit être produit, avec la plainte, devant les réviseurs.
- 137. Les listes, ainsi revisées, sont signées par le pré-Signature de sident du bureau des réviseurs, contre-signées par le secré-la liste revitaire-trésorier, et scellées du sceau du conseil, ou seulement signées par le secrétaire-trésorier, suivant le cas.
- 138. Ces listes, à l'exclusion de toutes autres, sont Durée de la en force jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles listes listes faites en vertu de ces dispositions.

TITRE CINQUIÈME.

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES.

SECTION I.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

139. Le maire est élu pour un an, à la majorité des élec-Durée de la teurs municipaux de la cité.

Le conseil peut lui accorder une indomnité de maire.

Le conseil peut lui accorder une indemnité n'excedant Indemnité du pas cinq cents piastres par année.

- 140. Les échevins sont élus pour deux ans, dans cha-Durée de que quartier, à la majorité des votes des électeurs munici-échevins.
- 141. La moitié des échevins sortent de charge chaque sortie de l'ordre actuel de les charge.

L'ordre actuel de leur renouvellement continuera à être Ordre de renouvellement.

- 142. Les fonctions des membres du conseil sortant de fin des foncharge se terminent à l'ouverture de la première session tions de nemgénérale ou spéciale du conseil tenue après les élections de charge.
- 143. Les fonctions des membres nouvellement élus Commenceommencent au moment où ils ont été assermentés.

SECTION II.

DE L'ÉPOQUE DES ÉLECTIONS.

Epoque des élections générales.

144. Les élections générales ont lieu annuellement dans le mois de janvier.

Formalité de la présentation des candidats.

145. La formalité de la présentation ou nomination des candidats a lieu, le troisième lundi de janvier, à dix heures du matin, dans une salle de l'Hôtel de ville, à défaut d'un autre endroit désigné par le conseil.

Quand a lieu la votation.

146. Lorsque la votation est nécessaire, elle a lieu le quatrième lundi de janvier, de neuf heures du matin à quatre heures du soir.

SECTION III.

DE L'ASSEMBLÉE,

§ 1.—De la convocation des électeurs.

Avis public annonçant la

147. Au moins huit jours avant la nomination des candidats aux charges de maire et d'échevins, le maire, et des candidats. à son défaut, le maire suppléant, et à défaut de l'un et de l'autre, le secrétaire-trésorier, doit donner un avis public annonçant l'élection et convoquant les électeurs en assemblée générale pour la nomination des dits candidats.

Umission de pêche pas l'as-semblée.

148. L'omission de publication de cet avis n'empêche cet avis n'em pas la tenue de l'assemblée générale d'avoir lieu, mais ceux qui sont tenus de donner l'avis et qui ne l'ont pas donné sont passibles d'une amende de vingt piastres payable à la corporation.

§ 2.—Du président et du secrétaire de l'élection.

Président de l'élection.

149. Le conseil nomme l'un de ses membres pour présider l'élection, à défaut de quoi le secrétaire-trésorier est ex-officio président de toute élection municipale.

Secrétaire d'élection.

150. Le président nomme un secrétaire d'élection pour l'assister dans l'exécution de ses devoirs relatifs à l'é lection; et dans le cas d'absence du président ou de son incapacité d'agir, ce secrétaire d'élection remplit les devois du président et est sujet aux mêmes peines.

Son serment.

Le secrétaire d'élection est tenu de prêter serment de remplir bien et fidèlement les devoirs de sa charge.

151. Le président d'élection préside l'assemblée géné présentation. rale le jour de la présentation des candidats et il doit se 1889.

tenir, autan votation.

152. Le 1 du serment du conseil.

153. Il j et peut les e lité, depuis l tion, jusqu'a a pas de vota

Dans le c lendemain de

154. A l'o ner lecture d dans le cas l'assemblée.

3.—De la 1

155. Le p ou feuilles de didats propos bu feuilles.

156. Le bu prenoms, qua Il doit être

noins vingtette élection, ringt électeur eu l'élection

157. Le bu une déclarat ribuable autr 'élection, le xposant que l u du moins le es en sa prés

158. A la erifier s'il y a ui ont signé l Si le nombre e, pourvu qu tenir, autant que possible, à l'Hôtel de ville, les jours de votation.

- 152. Le président d'élection agit comme tel en vertu En vertu de du serment d'office qu'il a prêté comme membre ou officier quel serment du conseil.
- 153. Il jouit des mêmes pouvoirs qu'un juge de paix, ses pouvoirs et peut les exercer dans toute l'étendue de la municipa-comme juge lité, depuis huit heures du matin du jour de la présentation, jusqu'au lendemain à neur heures du matin, s'il n'y a pas de votation.

Dans le cas contraire, il peut les exercer jusqu'au surlendemain de la votation, à neuf heures du matin.

- 154. A l'ouverture de l'assemblée, le président doit don-Lecture de ner lecture de l'avis de convocation, si l'avis a été publié ; l'avis de condans le cas contraire, il annonce aux électeurs le but de l'assemblée. l'assemblée.
- § 3.—De la présentation des candidats et de leur élection par acclamation.
- 155. Le président reçoit les bulletins de présentation Réception des purise de candidature, et fait la nomination des can-bulletins de lidats proposés et présentés par voie des dits bulletins bu feuilles.

156. Le bulletin de présentation doit contenir les noms, Contenu du prenoms, qualités et résidence de chaque candidat.

Le bulletin de présentation doit contenir les noms, Contenu du bulletin.

Il doit être signé, pour la charge de maire, par au signature du noins vingt-cinq électeurs de la cité habiles à voter à bulletin. ette élection, et pour la charge d'echevin, par au moins vingt électeurs habiles du quartier pour lequel doit avoir ieu l'élection d'un ou de plusieurs échevins.

- 157. Le bulletin de présentation doit être accompagné Déclaration l'une déclaration sous serment (affidavit) faite par un con-qui accompibuable autre que le candidat, et reçue par le président letin. l'élection, le secrétaire-trésorier ou un juge de paix aposant que les signatures apposées sur le dit bulletin, u du moins le nombre requis d'entre elles, ont été apposées en sa présence.
- 158. A la demande d'un électeur, le président doit vérification érifier s'il y a un nombre suffisant d'électeurs habiles des noms au ui ont signé le bulletin de présentation.

 Si le nombre est insuffisant, le bulletin peut être amen-si le nombre est insuffisant, le pourvu qu'il reste assez de temps pour le faire.

lement

ion des heures atad'un

a lieu natin à

ion des naire, et in et de s public n assemats.

mpêche u, mais cont pas piastres

es pour trésorier le.

ı.

'élection tifs à l'é u de son s devoin

ment de e.

ée géné l doit se

Si aucune révision n'est demandée et faite en temps Si demande n'est pas faite. opportun, le bulletin est admis à toutes fins que de droit.

Proclamation s'il n'y a que ic nombre didats.

159. Si, une heure apès l'ouverture de l'assemblée, il n'a été proposé et nommé que le nombre voulu des candivoulu de can- dats pour chacune des dites charges, ces candidats sont élus ipso facto et le président les proclame élus.

Votation s'il y

160. S'il y a plus que le nombre voulu de candidats a plus que le nombre voulu. présentés pour chacune des dites charges, il doit y avoir, pour la dite charge, une élection qui est faite en la manière prescrite par cette loi.

Présentation des votes.

Personne ne peut recevoir de voix et être élu, s'il n'a été pour recevoir préalablement proposé et nommé comme susdit.

Si aucun candidat n'est mis en nomination, le conseil Nomination peut faire telle nomination à sa première séance.

Publication des noms des candidats.

161. Le secrétaire-trésorier est tenu de publier les noms des candidats présentés pour chaque quartier et aussi de ceux présentés pour la mairie, par un avis affiché à la porte de son bureau, à l'Hôtel de ville, depuis le jour de la nomination, jusqu'au jour de l'élection.

Retraite des nation.

162. Après sa nomination comme candidat à la charge candidats après la nomi de membre du conseil, un candidat peut remettre sa dé mission au président d'élection, par un écrit signé devant deux témoins et en présence du président.

S'il ne reste qu'un candidat pour chaque charge à remplir, il n'y a pas de votation, et la votation cesse, si elle est déjà commencée.

qu'un candidat sur les rangs. Proclamation

S'il ne reste

Dans un cas comme dans l'autre, le président proclame dans les deux élu par acclamation le candidat resté seul sur les rangs, et lance un avis public à cet effet.

SECTION IV.

DE LA VOTATION.

§ 1.—Des officiers d'élection.

Autres officiers d'élection.

163. Outre le président et le secrétaire d'élection, nom més en vertu des articles 149 et suivants de cette loi, il a d'autres officiers d'élection, dont il est parlé ci-après.

Nomination d'un sous-président.

164. Si le conseil ne l'a pas déjà fait, le maire ou l président d'élection, doit nommer, pour chaque quartie où la votation doit avoir lieu, un sous-président ; peut de plus nommer un greffier de votation pour chaque

Ces deux officiers doivent prêter le serment d'office. Leur serment.

165. Si greffiers de charge pou refuse d'acc le président président, c greffier, sui

1889.

166. Le Les sousfiers de vota

167. Tot président à greffier de cette loi en rés inadmis amende de d mende, un e

168. Des chaque quar

Le préside endroits vou est tenu de l d'un avis pr avant la vota bureau de la

169. Dans le bureau de municipale.

Il en est d échevin, dans

170. Lors quartiers où i bureaux de v soit dans tout ion.

171. Les é uartier dans

Si un électe iers, il peut ue quartier d ion du maire n temps de droit.

52 VICT.

nblée, il es candilats sont

andidats y avoir, n la ma-

il n'a été e conseil

les noms aussi de à la porte la nomi-

la charge re sa dé é devant

ge à rem si elle est

proclame rangs, et

tion, nom e loi, il -après.

ire ou l quartie ident; ar chaque

office.

165. Si l'un des sous-présidents d'élection ou des Nomination greffiers de votation vient à mourir, ou ne peut remplir sa en cas de vacharge pour cause de maladie, d'absence ou autre. ou s'il charge. refuse d'accepter cette charge ou d'en remplir les devoirs. le président d'élection doit nommer de suite un autre sousprésident, ou ce dernier doit nommer de suite un autre greffier, suivant le cas.

166. Le président exerce ses fonctions gratuitement. Honoraires de Les sous-présidents reçoivent quatre piastres, et les gref-ces officiers. fiers de votation, deux piastres.

167. Toute personne remplissant la charge de sous-Amende pour président à un bureau de votation, ou agissant comme infraction à greffier de tel bureau, qui enfreint les dispositions de officiers. cette loi en recevant et en enregistrant des votes déclarés inadmissibles, encourt, pour chaque infraction, une amende de cent piastres, et à défaut de paiement de l'amende, un emprisonnement de deux mois.

§ 2.—Des bureaux de votation.

168. Des bureaux de votation doivent être établis dans Etablissement des bureaux chaque quartier où il y a élection.

Le président d'élection doit choisir en temps utile les Choix des enendroits voulus pour y fixer les bureaux de votation, et il droits à cette est tenu de les désigner et les faire connaître au moyen d'un avis public publié et affiché, au moins trois jours avant la votation, à la porte du bureau de votation, et au bureau de la corporation.

169. Dans le cas où il n'y a d'élection que pour le maire, si rélection le bureau de votation doit être tenu à la salle publique n'a lieu que pour le maire

Il en est de même dans le cas de l'élection d'un seul id. pour un échevin, dans toute la cité.

170. Lors de toute élection à la mairie, les électeurs des Votation des quartiers où il n'y a pas d'échevin à élire doivent voter aux électeurs du oureaux de votation soit à la salle municipale publique, n'y a pas soit dans tout autre endroit désigné par le président d'élec-dire.

171. Les électeurs ne peuvent voter qu'au bureau du voteur habile uartier dans lequel ils sont habiles comme tels. Si un électeur est habile à voter dans plusieurs quar-seulement.

iers, il peut voter pour l'élection des échevins dans cha Voteur habile ue quartier dans lequel il est électeur ; mais pour l'élec-plusieurs ion du maire, il ne peut voter que dans le quartier de sa quartiers.

Chap. 80.

52 VICT.

résidence, ou dans un des quartiers seulement où il a qualité, s'il est électeur non résident et habile à voter dans plusieurs quartiers.

172. Les électeurs votent pour l'un des candidats à la Où le vote est charge de maire ou d'échevin au bureau de votation donné pour le maire et les auquel ils ont droit de vote. échevins. Quand donné.

Les votes ne sont donnés, toutefois, que quand il y a au moins deux candidats pour la même charge, et non pour ceux des candidats qui auraient été élus par acclamation

Amende pour voter deux fois.

173. Tout électeur municipal qui vote plus d'une fois pour l'élection du maire ou pour celle des échevins de chaque quartier où il est habile à voter, est puni, pou chaque contravention, d'une amende de vingt piastres ou d'un emprisonnement de deux mois.

Constatation du cens électoral.

174. Dans tous les cas, le cens exigé des électeurs es constaté d'après la liste électorale, et à défaut de liste d'après le rôle d'évaluation, les électeurs devant toutefoi avoir payé leurs redevances municipales, tel que prescri par cette loi.

Avis au candidat élu.

175. Le président d'élection est tenu, sous deux jour à compter du dépouillement final du scrutin, de donner chaque membre du conseil élu, un avis spécial de so élection.

176. L'absence de cet avis n'a pas l'effet d'invalid d'avis n'anulle l'élection, ni d'empêcher l'élu de prendre son siège.

Contenu de Pavis.

177. Cet avis doit contenir la date, le jour, l'heure et lieu que le président fixe pour la première séance du col. seil après les élections, laquelle séance doit avoir lieu da les huit jours suivant immédiatement les élections.

178. Lorsqu'une personne est élue en même tem Option si une personne maire de la cité et échevin d'un des quartiers d'icelle, el doit opter pour l'une ou l'autre charge dans les quat et échevin. jours de l'avis de son élection.

179. Lorsqu'une personne est élue échevin pour pl Option si une elue pour plus d'un quartier, elle doit opter pour l'un ou l'autre quart d'un quartier dans le même délai, et à défaut par elle de ce faire conseil déclare lequel des dits quartiers cette person représentera comme échevin, et dès lors elle est cen être élue pour ce quartier.

Dans l'un et l'autre des derniers cas, la charge abi Mode de remcance dans ce donnée par le candidat devient vacante par ce fait mè

et la vaca régulière

180. T le préside et le remet l'avis don votation (dent d'éle

Ces div font partie Les dép

181. 0 tion par pouvoir, d d'assermer propos.

182. Da peuvent, p tance de te résidant de

183. To des liqueu être fermé sont ouver ture, sous d'emprisor tient ouver

Est pass donne des l'élection.

§ 4.—D

184. Si à l'époque sortent pas réunir, san et la tenue

Les jour possible, et avant la no où il a oter dans

52 VICT.

idats à la votation

il y a au non pour lamation

d'une fois hevins de buni, pour t piastres

cteurs es at de liste t toutefois ue prescri

deux jour e donner cial de so

d'invalide iège.

'heure et nce du col ir lieu dal ctions.

ême tem d'icelle, el les quat

n pour place quartice faire, ce persone est cen

narge abs e fait mêu et la vacance doit être remplie par le conseil en séance régulière aussitôt que possible.

180. Dans les huit jours après la clôture de l'élection, Rapport du le président doit faire un rapport fidèle de ses opérations président et le remettre au bureau du conseil, ainsi que l'original de tion, au con-l'avis donné aux candidats élus, les certificats, cahiers de seil. votation et autres papiers en sa possession comme président d'élection.

Ces divers documents sont certifiés exacts par lui, et Authenticafont partie des archives du conseil.

Les dépenses d'élection sont payées par la corporation. Dépenses

§ 3.—Du bon ordre dans les élections.

181. Outre les pouvoirs conférés au président d'elec-Constables tion par l'article 153 de cette loi, il a le droit et le spéciaux. pouvoir, dans le but de maintenir la paix et le bon ordre, d'assermenter autant de constables spéciaux qu'il le juge à propos.

182. Dans le même but, le président ou les présidents Assistance des peuvent, par un ordre verbal ou écrit, requérir l'assis-juges de paix. tance de tout juge de paix, constable ou autre personne résidant dans la cité.

des liqueurs spiritueuses ou fermentées dans la cité, doit auberges. être fermé durant tout le temps que les bureaux de votation sont ouverts et pendant deux heures après leur fermeture, sous peine de cent piastres d'amende, ou de trois mois d'emprisonnement à défaut de paiement, contre quiconque tient ouvert le dit magasin ou la dite maison.

Est passible de la même peine quiconque vend ou rénalité pour donne des liqueurs spiritueuses ou fermentées durant vente durant l'élection.

§ 4.—Du cas où les élections n'ont pas lieu au jour fixé.

184. Si les élections générales annuelles n'ont pas lieu Electionsielle à l'époque mentionnée dans cette loi, les échevins qui ne n'a pas lieu au sortent pas de charge ou la majorité d'entr'eux, doivent se jour fixé. réunir, sans délai, pour fixer les jours où la nomination et la tenue des bureaux de votation auront lieu.

Les jours ainsi fixés doivent être les plus prochains procédure possible, et l'avis public de l'élection être d'un jour franc dans ce cas avant la nomination.

Amende contre échevin ne pas à l'article précédent.

185. Si, dans les quinze jours après celui où les élecse conformant tions générales auraient dû avoir lieu, les échevins qui ne sortent pas de charge ne se sont pas conformés à l'article précédent, ils encourrent, chacun d'eux, une amende n'excédant pas vingt piastres.

Fixation du jour de l'élection dans ce cas, par le maire.

Dans ce dernier cas, le maire en charge ou celui qui a rempli en dernier lieu les fonctions de maire, est tenu, sous une peine de cent piastres d'amende, de fixer les jours d'élection et de donner l'avis requis par l'article précédent.

Nomination par lieut. gouv.

186. A défaut de la part du maire d'agir de la manière indiquée à l'article précédent, le lieutenant-gouverneur peut nommer une personne et la charger de remplir les devoirs du maire.

SECTION V.

DU SCRUTIN.

§ 1.—Des formulités préliminaires.

Liste des électeurs et

187. Lorsque la votation est nécessaire pour l'élection boîte de seru- d'un maire ou d'un échevin, le président d'élection doit pour la vota- fournir, au moins deux jours avant la votation, à chacun des sous-présidents, la liste ou une copie de la liste qui contient les noms des électeurs ayant droit de voter aux bureaux de votation pour lesquels les sous-présidents ont été nommés, et remettre à chacun de ces derniers une botte de scrutin pour recevoir les bulletins de vote des électeurs.

Confection de la boîte de scrutin

188. Cette boîte doit être construite de matériaux solides et munie d'une serrure et d'une clef, ainsi que d'une ouverture étroite, pratiquée sur le dessus, de manière que les bulletins ne puissent être retirés sans ouvrir la boîte.

Bulletin de votes fournis.

189. Le président de l'élection doit remettre aussi, au sous-président de chaque quartier, des bulletins de vote en nombre suffisant pour en fournir à tous les électeurs qui ont droit de voter au bureau de votation de ce quartier, ainsi que les articles nécessaires pour marquer les bulletins de vote.

Ils doivent être semblables.

Tous les bulletins, dans chaque quartier, doivent être semblables

En quoi ils consistent.

190. Le bulletin de vote de chaque élection consiste en un papier imprimé avec annexe, sans barre à la droite des noms, portant la désignation des candidats, inscrits alphabétiquement dans l'ordre des noms de famille, ou des

prénoms famille.

1889.

191. L sont indic inscrits st

192. L lés à vote: avoir un l

Les bul sur papier papier de

193. CI tion du qu bulletins d que tel éle ci-après éta et pliés sér

194. Le cun des sou des instruc leur maniè

Le jour d cher des ex la votation hors du bu partiment e

195. Le tation prête lui est prop

Le sousgreffier du 1

Ces serme l'article 231.

196. La il y a vota dites électio un édifice d' sion des élec laquelle ceu:

197. Un la salle de ve s élec-

qui ne article

e n'ex-

qui a t tenu,

jours

précé-

anière

erneur lir les

prénoms pour les candidats qui ont les mêmes noms de famille.

191. Les noms et la désignation de chaque candidat Ce qu'ils doisont indiqués sur le bulletin de vote, tels qu'ils ont été vent contenir. inscrits sur la feuille de nomination.

192. Lorsque, dans une élection, les électeurs sont appe-Bulletinss'il y lés à voter pour plus d'un membre du conseil, il doit y a plusieurs avoir un bulletin de votation pour chaque membre.

Les bulletins pour l'élection du maire sont imprimés Couleurs des sur papier blanc, et ceux pour l'élection d'un échevin sur bulletins.

papier de couleur.

1889.

193. Chaque électeur reçoit du sous-président de l'élec-Mode de se tion du quartier dans lequel l'électeur vote, autant de servir des bulbulletins de votation qu'il a de votes à donner; et chaque tel électeur, après avoir inscrit son vote en la manière ci-après établie, sur chaque bulletin, les remet ensemble et pliés séparément au dit sous-président.

194. Le président de l'élection doit remettre aussi à cha-Exemplaire cun des sous-présidents au moins dix exemplaires imprimés des instrucdes instructions qui doivent guider les électeurs dans fournies.

leur manière de voter.

Le jour de la votation, chaque sous-président fait affi-Affichage cher des exemplaires de ces instructions, à l'ouverture de d'iceux le jour le votation, ou event de la votation, en de la votation, la votation ou avant, dans quelques endroits apparents hors du bureau de votation, ainsi que dans chaque compartiment du bureau.

195. Le sous-président et le greffier du bureau de vo-Serment des tation prêtent serment chacun suivant la formule qui officiers d'élui est propre.

Le sous-président peut prêter ce serment devant le Devant qui greffier du bureau de votation.

Ces serments sont annexés au relevé mentionné dans lls sont anl'article 231.

§ 2.—Du vote.

196. La votation se fait pour chacun des quartiers où Endroit où se il y a votation, à l'endroit fixé par le président des-fait la votadites élections, comme susdit, dans une salle ou dans un édifice d'un accès facile, ayant une porte pour l'admission des électeurs et, si c'est possible, une autre porte par laquelle ceux-ci puissent sortir après avoir voté.

197. Un ou deux compartiments sont aménagés dans Compartila salle de votation de manière à ce que chaque électeur ment du bu-

ection n doit hacun te qui er aux idents rs une

te des

solides ouverue les e.

ssi, au ote en ui ont , ainsi ins de

nsiste droite nscrits ou des

it être

soit soustrait à la vue, et puisse marquer ses bulletins de vote sans interruption, intimidation on intervention de la part de qui que ce soit.

Personnes admises.

198. Pendant tout le temps que le bureau reste ouvert, nul n'est admis à se tenir dans la salle où se donnent les votes, en sus du sous-président et du greffier, que les candidats et leurs agents ou représentants en nombre n'excédant pas deux pour chaque candidat.

Représend'agents.

A défaut d'agents ou de représentants nommés par un tants à défaut candidat, deux électeurs peuvent représenter tel candidat. sur leur demande à cet effet.

Serment prêté par les agents, etc.

199. Les agents ou représentants de chaque candidat. doivent prêter serment, devant le président ou le sousprésident, de garder le secret sur les noms des candidats en faveur desquels les électeurs peuvent marquer leu. bulletins de vote en leur présence.

Ouverture de la boîte du scrutin au moment de voter.

200. Au moment de l'ouverture du bureau de votation le sous-président de l'élection et le greffier ouvrent la botte du scrutin, en présence des candidats, de leurs agents ou des électeurs présents, et constatent qu'elle ne renferme ni bulletin de vote, ni papier quelconque.

La boite est immédiatement fermée à clef, et la clef reste en la possession du sous-président de l'élection.

Invitation des électeurs à voter.

Fermeture

d'icelle à

clef.

201. Immédiatement après que la boite du scrutin a été fermée à clef, le sous-président de l'élection in vite les électeurs à voter; et il doit, pendant la duré de l'élection, faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation, et veiller à ce qu'il ne soit n gêné, ni molesté à l'intérieur ou aux abords du bureau.

Déclaration des électeurs à la votation ment de leurs noms.

202. Les électeurs étant introduits, un seul à la fois par chaque compartiment, dans la salle où se tient | et enregistre-scrutin, déclinent leurs noms, prénoms et occupation qui sont enregistrés sans délai sur un cahier de votation tenu à cet effet suivant la formule ordinaire ou celle qu le conseil adopte, par le sous-président ou par le grefie du bureau de votation.

Réception du bulletin de vote après la votation et l'enregistrement.

203. Si ce nom se trouve sur la liste des électeurs pour ce quartier, l'électeur reçoit du sous-président pour chi que vote qu'il a à donner, un bulletin de vote sur dos duquel celui-ci a préalablement apposé ses in tiales, et sur l'annexe duquel il pose un numéro corre pondant à celui du nom de l'électeur sur le cahier de votation.

204. 1

ou son gr son repré que se pr ment ou " Vous

jesté ; Que vo Que vo de cotisat municipa

Que vo Que voi charges à

Que voi qui yous

Que tor pales exig décembre

Que voi mis à vou votre fam: indirecter n'avez pa échevins

Que voi dans l'inté soit comm recevoir q Dieu vous

205. L de vote à 1 l'affirmatio requis, ou crit; et cer pour voter

206. Cl de croire, déjà voté à sous un fai

^{*} La section contient ce qu

Si aucune p le présent acte sciemment le jure volontair lités que dans

1889.

letins de ion de la

tu reste le où se du greftants en it.

par un candidat.

eandidat le souseandidats ier leui.

votation vrent la rs agents ne ren

clef reste

scrutin etion in la durée dans le soit ni bureau.

à la fois tient le upations votation celle que e greffie

eurs pour charte sur la ses inicorrectable.

204. Le sous-président de chaque bureau de votation serment des ou son greffier, doit, sur la demande d'un candidat ou de votants. son représentant, ou d'un électeur, faire prêter à quicon-

son représentant, ou d'un électeur, faire prêter à quiconque se présente pour demander le bulletin de vote, le serment ou l'affirmation suivant :

"Vous jurez (ou affirmez) que vous êtes sujet de Sa Maesté:

Que vous avez vingt-et-un ans accomplis;

Que votre nom est le même que celui inscrit sur le rôle de cotisation (ou la liste, s'il y en a une, des électeurs municipaux);

Que vous avez droit de voter à cette élection ;

Que vous n'avez pas déjà voté pour la ou les mêmes charges à remplir par cette élection;

Que vous n'avez commis aucune manœuvre frauduleuse qui vous rende inhabile à voter à cette élection ;

Que toutes vos cotisations, taxes et redevances municipales exigibles ont été payées le ou avant le quinze décembre dernier :

Que vous n'avez rien reçu ou qu'on ne vous a rien promis à vous ou à votre femme, ou à quelque membre de votre famille, ou à quelques amis, soit directement, soit indirectement, pour voter à cette élection, et que vous n'avez pas déjà voté à cette élection (du maire ou des échevins de ce quartier, selon le cas);

Que vous n'avez pas agi, ou que vous ne devez pas agir Lans l'intérêt de l'un des candidats à la présente élection, soit comme charretier ou cabaleur payé, dans la vue de recevoir quelque chose pour votre trouble: Ainsi que Dieu vous soit en aide." *

205. Le sous-président ne doit pas donner de bulletin Bulletin refude vote à un électeur qui a refusé de prêter le serment ou sé à celui qui l'affirmation mentionné dans l'article précédent, s'il en est ter serment requis, ou qui, l'ayant prêté, n'a pas répondu tel que prescrit; et cet électeur ne peut plus se présenter de nouveau pour voter à la même élection.

206. Chaque fois qu'un sous-président sait, ou a lieu Personne de croire, qu'une personne qui se présente pour voter a soupconnée déjà voté à l'élection, ou qu'elle se présente pour voter déjà sous un faux nom ou une désignation fausse, ou qu'elle

^{*} La section 13 de l'acte 23 Vict., chap. 75, relative à la ville de Sorel contient ce qui suit :

Si aucune personne étant examinée sous serment ou affirmation d'après le présent acte à l'égard de sa qualification à être élue ou à voter, et déclare sciemment le contraire de la vérité, elle sera considérée coupable de parjure volontaire, et sera, sur conviction du fait, sujette aux mêmes pénalités que dans les autres cas de parjure volontaire.

se donne et se représente faussement comme inscrite sur la liste des électeurs, ce sous-président, qu'il en soit on non requis, doit administrer à cette personne le serment ou l'affirmation autorisé par la loi.

Procédure à suivre après avoir reçu le bulletin.

207. En recevant le bulletin de vote, l'électeur se rend immédiatement dans un des compartiments et marque le bulletin en faisant une croix avec un crayon noir, en regard du nom du candidat en faveur duquel il veut voter, après quoi il le plie de manière à cacher son vote et le remet au sous-président.

Constatation du buhetin fourni par l'officier.

208. Cet officier doit constater, par l'examen de ses initiales et du numéro, sans le déplier, que ce bulletin de vote est le même que celui qu'il a fourni à l'électeur; après avoir détaché ou détruit l'annexe, il le dépose immédiatement et en présence du votant, dans la boîte du scrutin.

Enregistrement des voteurs.

209. Le greffier du bureau de votation doit inscrire, sur le cahier de votation, en regard du nom de chaque électeur qui se présente pour voter, et dans l'ordre où il se présente:

1º Le mot "voté" aussitôt que le bulletin de vote de

l'électeur a été déposé dans la boite de scrutin;

2º Le mot "assermenté" ou "affirmé, " si l'électeur a

fait le serment ou l'affirmation ; ou 3º Le terme "refusé de jurer" ou "refusé d'affirmer" si l'électeur a refusé de faire le serment ou l'affirmation.

4º Et désigne par une marque particulière sur la liste

électorale, les noms de ceux qui ont voté.

Aide à ceux qui ne peuvent remplir leur bulletin.

210. A la demande de tout électeur qui ne sait ni lire ni écrire, ou qui, pour cause de cécité ou autre infirmité physique, est incapable de voter en la manière prescrite par cette loi, le sous-président doit aider le dit électeur qui doit déclarer son incapacité comme susdit, sous serment administré par le sous-président ou son représentant :

1º En lui marquant ses bulletins de vote en faveur des candidats que l'électeur nomme, et ce, en présence seulement des agents ou des électeurs assermentés, selon

· le cas, et

2' En déposant le bulletin dans la boite du scrutin.

Chaque fois qu'un bulletin est préparé conformément au présent article, il en est fait mention au cahier de votation, en regard du nom de l'électeur.

Mention qui en est faite.

> 211. Toute personne qui a droit de voter pour le maire. dans un des quartiers de la cité, et qui a été nommée sous président des élections, greffier d'un bureau de votation,

ou agent de que celui d d'élection, s d'électeur, e

où elle est e

1889.

212. Sur peut voter e de voter au faire.

Il est fait nom de cet vertu de cei

213. Si maculé, ou o nière qu'il n en le remet de vote.

214. L'él reçoit, sur sa peut répéter parément, ap une objection contre de sa

215. Si u la liste des é qu'un autre tant le serme comme tout

Il est fait si que du sei portés contre nom de qui

216. Si le par un élect un interprète

217. Chasortir du b bulletins de

218. Nul é hors du bur privé de son amende n'exe

Certificat de droit de vote d'un officier d'élection.

1889.

te sur soit ou erment

eur se
nts et
on noir,
il veut
vote et

ses inietin de ecteur; dépose oite du

ire, sur lecteur se prévote de

cteur a

irmer" ation. la liste

ni lire nfirmité rescrite eur qui serment nt:

reur des présence s, selon

mément

hier de

e maire née sous rotation. ou agent de l'un des candidats, pour un quartier autre que celui où elle a droit de voter, obtient du président d'élection, sur demande, un certificat constatant son droit d'électeur, et l'autorisant à voter au bureau de votation où elle est employée.

212. Sur production de ce certificat, telle personne votation sur peut voter en la manière ordinaire à ce bureau, au lieu production de de voter au bureau où autrement elle aurait droit de le ce certificat. faire.

Il est fait mention, au cahier de votation, en regard du Entrée qui en nom de cet électeur, du fait que l'électeur a voté en est faite. vertu de cet article.

- 213. Si un électeur a, par inadvertance, marqué, Bulletins mamaculé, ou déchiré le bulletin qui lui a été remis, de maculés, remplanière qu'il ne puisse convenablement s'en servir, il peut, en le remettant au président, obtenir un autre bulletin de vote.
- 214. L'électeur qui se présente au bureau de votation Répétition de reçoit, sur sa d'emande, les bulletins requis ; mais il ne bulletin, propeut répéter la demande, pour obtenir des bulletins séparément, après s'être retiré avec un seul bulletin, ou après une objection déjà portée au cahier comme confirmée, à l'encontre de sa demande.
- 215. Si un électeur se présente comme étant inscrit sur Electeur voula liste des électeurs et demande un bulletin de vote, après lant voter qu'un autre a voté sous son nom, cet électeur, en prê-après qu'un tant le serment mentionné en l'article 204,a le droit de voter enregistre, comme tout autre électeur.

Il est fait mention au cahier de votation de ce fait, ain-Entrée qu'en si que du serment prêté par cet électeur et des objections est faite. portés contre ce vote, en inscrivant le nom du candidat au nom de qui ces objections ont été faites.

- 216. Si le président ne comprend pas la langue parlée Interprète. par un électeur se présentant pour voter, il assermente un interprète.
- 217. Chaque électeur doit voter sans retard inutile, et votation sans sortir du bureau de votation aussitôt que son ou ses retard inutile. bulletins de vote sont déposés dans la boite du scrutin.
- 218. Nul électeur ne doit emporter ses bulletins de vote Pénalité pour hors du bureau de votation, sous peine d'être ipso facto emporter son privé de son droit de voter, et en outre de payer une du bureau. amende n'excédant pas cent piastres, et, à défaut de paie-

ment, d'être emprisovné pour une période n'excédant pas trois mois.

Deploiement de bulletins prohibé.

Chap. 80.

219. Nul ne doit engager, directement ni indirectement, un électeur à déployer son ou ses bulletins après qu'il les a marqués, de manière à faire connattre le nom du candidat pour ou contre lequel il a marqué son bulletin de vote.

Intervention auprès d'un électeur pro hibé.

220. Sauf le cas de l'article 210, nul ne doit intervenir ou tenter d'intervenir auprès d'un électeur, lorsqu'il prépare son bulletin de vote, ni ne doit tenter autrement d'avoir, au bureau de votation, quelque renseignement sur le nom du candidat en faveur duquel un électeur se propose de voter ou a voté à ce bureau.

Maintien le secret.

221. Tout officier d'élection, candidat, agent et électeur, présent à un bureau de votation, doit maintenir et aider à maintenir le secret de la votation à ce bureau.

Informations avant la clô-

Aucune de ces personnes ne doit donner d'information avant la clôture du scrutin, au sujet de quelqu'un inscrit tin, prohibées. sur la liste des électeurs qui a ou n'a pas réclamé son bulletin ou voté à ce bureau.

Communication de renseignement à l'intérieur du bureau, prohibée.

222. Nul officier d'élection, candidat, agent, électeur ou autre personne ne peut, en aucun temps, communiquer à qui que ce soit, quelque renseignement obtenu à l'intérieur du bureau de votation, sur le nom d'un candidat pour lequel un électeur se propose de voter ou a voté.

Pénalité. pour contradents.

223. Quiconque agit en contravention de quelqu'une des dispositions des quatre articles précédents, est passible articles precé d'une amende n'excédant pas cent piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à défaut de paiement.

Dépôt fraudutin.

224. Quiconque dépose ou tente de déposer frauduleuleux de bulle sement dans une boite de scrutin quelque papier autre que les bulletins qu'il est autorisé par la loi à y déposer, encourt pour chaque contravention une amende de deux cents piastres, ou un emprisonnement de six mois à défaut de paiement.

Protection des votants devant les tribunaux.

225. Nul ne peut être contraint, dans aucune procédure légale, de déclarer pour qui il a voté à une élection municipale.

226. Im: qui se fait à dent ouvre fait le dépe des suffrage salle de vo de votation l'absence de en présence

227. Le les suffraces

1º Tous le lui;

2º Tous ce 3º Tous ce

que marque ceux qui les

228. Apr tés, et qu'u donnés à c écartés, tous chaque cano tées ou paqu ont été écart quet séparé

Tous ces p à indiquer le scrutin.

Le sous-p du bureau de déclarant le 1 · dat, et le non

229. Le p chaque objec électeur prés boite du scru cette objectio

La décision sur pétition o

Chaque ob pondant est 1 du sous-prési

230. Le s uant le nom § 3.—Du dépouillement du scrutin.

ement, u'il les om du n bul-

nt pas

ervenir 'il prérement ent sur se pro-

t élecintenir oureau. mation inscrit on bul-

electeur nmunibtenu à candia voté.

lqu'une passible un emde paie-

uduleuer autre déposer, de deux à défaut

rocédure n muni226. Immédiatement après la clôture de la votation, Ouverture qui se fait à quatre heures de l'après-midi, le sous-prési-des boites de dent ouvre la botte contenant les bulletins de vote, et la votation. fait le dépouillement du scrutin en comptant le nombre des suffrages donnés à chaque candidat; et ce, dans la salle de votation, et en présence du greffier du bureau de votation, ou des candidats ou de leurs agents, ou en l'absence de quelqu'un des candidats ou de ses agents, en présence d'au moins trois électeurs.

227. Le président de l'élection, en lisant et comptant Bulletins les suffra es doit écarter:

1º Tous les bulletins non semblables à ceux fournis par lui :

2º Tous ceux par lesquels il a été donné plus d'un vote ;

3" Tous ceux qui portent quelques mots écrits ou quelque marque ou indication qui puisse faire connaître ceux qui les ont donnés

228. Après que les autres bulletins ont été comp-Paquetages tés, et qu'un état a été fait du nombre des suffrages des bulletins. donnés à chaque candidat et du nombre de bulletins écartés, tous les bulletins indiquant les votes donnés à chaque candidat, sont mis dans des enveloppes cachetées ou paquets distincts cachetés; de même ceux qui ont été écartés sont placés dans une enveloppe ou paquet séparé et cacheté.

Tous ces pagnets environment de la completation de

Tous ces paquets, après avoir été endossés de manière Remise d'i. à indiquer leur contenu, sont remis dans la botte de ceux dans la scrutin.

scrutin

Le sous-président, dans l'heure qui suit la clôture Rapport du du bureau de votation, doit faire au président un rapport sous-présideclarant le nombre des suffrages donnés à chaque candidat, et le nombre des bulletins écartés.

229. Le président de l'élection doit prendre note de Note prisc chaque objection faite par un candidat, son agent ou un des objectélecteur présent, à un bulletin de vote trouvé dans la boîte du scrutin, et il décide toute question soulevée par cette objection.

La décision est définitive et ne peut être infirmée que Décision est sur pétition contestant l'élection ou le rapport.

Chaque objection est numérotée et un numéro corres-objections pondant est placé sur le dos du bulletin avec les initiales seul numédu sous-président.

230. Le sous-président doit préparer un relevé indi-Relevé des bulletins.

1º Des bulletins admis;

2º Des suffrages donnés à chaque candidat;

3º Des bulletins écartés;

4º Des bulletins maculés et remis; et

5º Des bulletins non employés et qu'il renvoie. Il fait et garde une copie de ce relevé et en met l'original dans la botte du scrutin

Ce qui est boîte du seru-

231. Il met aussi, dans la botte du scrutin, toute remis dans la liste des électeurs dont il s'est servie, après avoir écrit au bas un état certifié du nombre total des électeurs qui ont voté sur cette liste,

Le cahier de votation, sa commission, celle du greffier du bureau de votation, leurs serments d'office, les bulletins de vote qui n'ont pas servi et toutes autres pièces ou listes qui ont été employées ou requises à l'élection, sont également mis par le sous-président dans la botte

du scrutin.

Remise des boîtes de scrutin.

232. Si l'un ou l'autre de ces officiers est dans l'impossibilité de recevoir ou de recueillir les boîtes de scrutin, ces boîtes sont remises a une ou à plusieurs personnes spécialement autorisées à cet effet par le président d'élection.

Serment en

Ces personnes, en remettant les bottes de scrutin au les remettant. président d'élection, doivent prêter le serment décrit dans une formule préparée par le conseil.

Scellé sur la boîte.

233. La boîte du scrutin est alors fermée à clef, scellée et remise au président d'élection ou à son assistant.

Certificat du nombre des suffrages.

234. Sur demande à cet effet, le sous-président donne gratuitement à chaque candidat ou à ses agents, ou en leur absence aux électeurs qui le représentent, un certificat du nombre de suffrages donnés à chaque candidat et du nombre de bulletins de votes écartés.

Aide pour maintenir le secret.

235. Tout officier d'élection, candidat, agent ou électeur présent au dépouillement du scrutin, doit maintenir et aider à maintenir le secret de la votation.

Défense de chercher le nom des électeurs.

Aucune de ces personnes ne doit chercher à constater pendant ce dépouillement, le nom de l'électeur dont le vote est exprimé dans un bulletin, ni communiquer à qui que soit quelque renseignement obtenu à ce sujet lors de ce dépouillement.

Pénalité pour contravention.

Quiconque agit en contravention à quelque disposition de cet article, est passible d'une amende n'excédant pas cinquante piastres ou d'un emprisonnement n'exce dant pas un mois à défaut de paiement.

236. Le l'avant-midi ration à l'hô de deux tén agents respe bre de votes des différent chacune des dents.

237. Apr dent d'électi à la charge d de votes da dat à la char de votes dan

Cette déc partie des a

238. Apr doit envelop paquet, qu'il au moins qua ce qui est im tion.

239. Si le elles sont dét le président constate la c cure du prési personne les a certificats req ments.

Chacun de prété devant

240. Si au certificats ou président d'él pent se proci haque candid les boites man

Au cas où le ion, qui a été a charge par élection à cet

n met

toute

r écrit

rs qui

greffier

bulle-

pièces

lection, a botte

'impos-

rsonnes

t d'élec-

atin au

rit dans

, scellée

t donne

ents, ou

ent, un

andidat

ou élec

aintenir

onstater

t.

§ 4.—De la clôture de l'élection.

236. Le lendemain des élections, à dix heures de vérification l'avant-midi, le président ouvre, au bureau de la corpo-du nombre ration à l'hôtel de ville, les bottes de scrutin en présence nés. de deux témoins, ainsi que des candidats ou de leurs agents respectifs s'ils sont présents, et constate le nombre de votes donnés au bureau de votation en faveur des différents candidats, d'après les relevés trouvés daus chacune des boites du scrutin remises par les sous-présidents.

237. Après le dépouillement final du scrutin, le prési-Proclamation dent d'élection déclare et proclame élu celui du candidat après le déà la charge de maire, qui a obtenu le plus grand nombre de votes dans la ville; et dans chaque quartier le candidat à la charge d'échevin, qui a reçu le plus grand nombre de votes dans le quartier.

Cette déclaration est produite au conseil pour faire partie des archives.

238. Après le dépouillement final, le secrétaire-trésorier paquetage doit envelopper tous les papiers et bulletins dans un seul après le dépaquet, qu'il scelle et garde au bureau du conseil pendant final au moins quarante jours ; après ce temps il peut détruire ce qui est inutile, s'il n'y a pas de contestation de l'élection.

239. Si les bottes de scrutin ou quelqu'une d'entre Boites perelles sont détruites, perdues, ou ne peuvent être produites, dues, etc. le président d'élection, avec toute la diligence possible, constate la cause de la disparition des bottes, et se procure du président, dont la botte manque, ou de toute autre personne les ayant en sa possession, les listes, relevés et certificats requis par cette loi, ou des copies de ces documents.

Chacun de ces documents est vérifié sous serment Vérification prêté devant le président d'élection.

ments.

240. Si au cas de l'article précédent, les listes, relevés, si les boîtes certificats ou leurs copies ne peuvent être obtenus, le ne peuvent président d'élection doit constater, par telle preuve qu'il être retroupent se procurer, le nombre total des votes donnés à chaque candidat aux différents bureaux de votation dont les boîtes manquent.

Au cas où le président ne peut s'assurer, à sa satisfac-sile président ion, qui a été élu, le conseil, à sa première séance, remplit ne peut proua charge par l'un des deux candidats, et les procédés de étallélection à cette charge sont nuls.

dont le aer à qui t lors de

sposition excédant t n'exce

Ce que le président doit mentioner dans son rapport.

241. Aux cas des deux articles précédents, le président d'élection doit mentionner, dans son rapport, les circonstances qui ont accompagné la disparition des boîtes et les moyens qu'il a pris pour constater le nombre des suffrages donnés à chaque candidat.

Candidat

212. Le candidat qui, à l'addition définitive des votes ayant droit d'être procha. a le plus grand nombre de suffrages, est déclaré élu.

Volx prépondérante s'il y a égalité de voix.

2 13. Lorsque, à l'addition définitive des suffrages, il r a égalité de votes entre quelques-uns des candidats et que l'addition d'un vote donnerait à l'un d'eux le droit d'être déclaré élu, le président d'élect et loit donner immédiatement, en présence des person. entionnées dans l'article 236, ce vote additionnel ou propondérant, en déclarant, par un écrit signé de lui, pour qui il vote.

Dans aucun autre cas le président d'élection n'a le

droit de voter.

Chap. 80.

§ 5.—Disposition finale.

Pouvoirs spéciaux du conseil.

244. Le conseil peut, par règlements, faire toutes for mules ou cédules et modifier les détails de la procédurdans la conduite des élections et dans le mode de réception des bulletins de vote, pourvu qu'en ce faisant, il ne de crète pas des dispositions en conflit avec le principe de élections au scrutin secret.

TITRE SIXIÈME.

DES VACANCES DANS LA CHARGE DE MAIRE OU D'ÉCHEVIN

Cas où il y a vacance dans les charges.

245. Il y a vacance dans la charge de maire ou d'éche vin dans chacun des cas suivants :

1º Dans le cas de décès ;

2º Dans le cas d'annulation d'une élection ;

3º Dans le cas prévu par l'article 104;

4º Dans le cas d'absence des séances du conseil et de se comités penaant plus de deux mois consécutifs ;

5º Dans le cas d'absence de la cité pendant plus de

deux mois sans la permission du conseil;

6 Dans le cas de l'élection d'une personne inéligible

7º Dans le cas de démission par écrit et d'acceptation de la démission par le conseil;

8º Dans le cas de refus d'accepter ou de continuer

exercer la charge;

9º Dans le cas où un membre du conseil n'a plus 80 domicile ou lieu d'affaires dans les limites de la cité; 10° Quand un membre du conseil est tombé, après

nomination. loi, et s'est c

11" Quand charge lors l'exercice de de l'article 1

12° Quand biens pour c routier, ou a relatives à l'i

13" Dans le consécutifs, s pour autre ca

14° Dans le echevin pour cante, suivan

246. Tout nuer à exerc le conseil, or tivement pen mité ou auti son refus ou i prendre ses fe encore capabl cédures prises

247. Lorse ou d'échevin, ou à une séan ution, soit pa 'il s'agit de la le la cité ayar l'échevin.

248. Dans iommé en re onctions que eur était élu.

249. Nonol nembres resta ouvoirs et à 1 ius de trois v ons d'eux for résident circonsoites et des suf-

es votes. élu.

ges, ily ndidats. le droit donner tionnées érant, en ote.

ates for rocédur le récepil ne décipe des

ÉCHEVIN u **d'**éche

l et de se

plus d réligible ceptation

ceptation ntinuer :

plus 801 cité ; après 8 nomination, dans une des incapacités prononcées par la loi, et s'est conformé à l'article 103;

11" Quand un membre du conseil est exempt de la charge lors de sa nomination, ou le devient pendant l'exercice de cette charge, s'il se conforme aux exigences de l'article 108:

12º Quand un membre du conseil a fait cession de ses biens pour cause d'insolvabilité, ou a été déclaré banqueroutier, ou a demandé le bénéfice de quelqu'une des lois relatives à l'insolvabilité;

13" Dans le cas d'impossibilité d'agir pendant deux mois consécutifs, soit pour cause de maladie ou d'infirmité, soit pour autre cause.

14° Dans le cas de la nomination, par le conseil, d'un échevin pour remplacer le maire dont la charge est vacante, suivant l'article 247.

246. Tout membre qui refuse d'accepter ou de conti-Reprise des nuer à exercer la charge à laquelle il a été nommé dans fonctions des le conseil, ou qui n'a pu exercer cette charge consécu-refusant d'activement pendant deux mois, par absence, maladie, infir-cepter charge mité ou autrement, peut toujours, si la vacance créée par sont remplies, son refus ou impossibilité d'agir n'a pas été remplie, reprendre ses fonctions et les exercer, pourvu qu'il en soit encore capable, sans préjudice toutefois des frais de procédures prises contre lui.

247. Lorsqu'il y a vacance dans la charge de maire Mode de remon d'échevin, le conseil, à sa première séance régulière, plir les vacance à une séance spéciale, doit remplir la vacance sur réso-charge de lution, soit par un de ses membres ou un électeur habile, maire et d'échevins. Il la cité ayant les qualités voulues, s'il s'agit de la charge l'échevin.

248. Dans tous les cas, le maire ou un échevin élu, ou Durée de nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en charge des ouctions que le reste du temps pour lequel son prédéces-eur était élu.

249. Nonobstant toute vacance dans le conseil, les Continuation nembres restant en fonctions continuent à exercer leurs de charge des ouvoirs et à remplir leurs devoirs, comme tels, et s'il y a tant s'll y a ius de trois vacances la majorité des membres en fonc-vacance, lons d'eux forme le quorum du conseil.

TITRE SEPTIÈME.

DE LA VÉRIFICATION DU SCRUTIN PAR UN JUGE.

Demande de vérification.

250. Dans les dix jours qui suivent l'élection, l'un des candidats, ou cinq électeurs habiles, peuvent faire un demande de vérification du scrutin.

Où portée.

251. Cette demande est portée devant le juge de la cour supérieure du district de Richelieu, au moyen d'unrequête accompagnée de la déclaration sous serment d'un personne digne de foi, à l'effet que cette personne croit que lors du dépouillement du scrutin, un sous-président a son greffier a improprement compté ou rejeté quelqu bulletin, ou a mal additionné les votes.

Avis par le juge du jour de la vérifica-

252. Le juge saisi de la requête donne avis aux cand dats du jour et de l'heure où il procèdera à la vérification du scrutin, et il assigne le président et le secrétais d'élection à comparaître, en leur donnant l'ordre d'apper ter et de produire les cahiers de votation, listes électorals et les paquets contenant les bulletins employés à l'életion.

Procédure est sommaire.

253. Le juge procède sommairement à la vérification du scrutin; en recomptant les bulletins, il rectifie compte de ces bulletins, s'il y a lieu ; et, suivant le ca il confirme, déclare qui est réellement élu, ou annui l'élection.

Effet de la demande.

254. La demande de vérification et rectification ci-hat exclut tout autre mode de contestation;

Décision du juge est finale.

La décision du juge sur cette demande est finale et su appel.

TITRE HUITIÈME.

DE LA DEMANDE EN INVALIDATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES.

SECTION L

DES CAUSES DE NULLITÉ DES ÉLECTIONS.

Mode de contestation d'élection.

255. Toute élection d'un membre du conseil par les frais, avan être attaquée par une demande en nullité, par un can e quoi cette i dat à cette charge, ou par cinq électeurs habiles, p cause de violence, de corruption, de fraude, d'incapac d'insuffisance de votes, ou pour le défaut d'accomplis ment des formalités essentielles.

256. La c la cour de c sont taxés e appellables, n qui n'a d'effe

257. La d truite et jug

La procédu procédures s qu'elle peut s qui s'y ratta

La preuve Si le tribu est prise par

258. La d d'une requête relatant somn soutien de la

Les requér quer les pers noncer les fa e qu'elles soi

259. Une e jour de sa p un des mem lans les quin: peine de déc

260. Nulle eçue, après le élection cont

261. Les re

262. Le ca t donné dev SECTION II.

DE LA PROCÉDURE.

§ 1.—Dispositio is générales.

256. La connaissance de cette demande appartient à Judirection la cour de circuit du district de Richelieu, et les frais de la cour de sont taxés en conséquence, comme dans les causes non district de appellables, nonobstant les dispositions de l'article suivant, Richelieu, qui n'a d'effet que pour accélérer la procédure.

237. La demande en invalidation ou nullité est, ins-Instruction truite et jugée d'une manière sommaire.

La procédure ordinaire de la cour supérieure, dans les Procédure à procédures sur brefs de prérogative, est suivie en autant qu'elle peut s'appliquer à cette demande et aux incidents qui s'y rattachent.

La preuve doit être prise verbalement.

Si le tribunal l'ordonne, toute ou partie de la preuve Preuve. est prise par écrit.

§ 2.—De la requête en invalidation.

258. La demande en invalidation est faite par voie Mode de faire l'une requête signée et assermentée par les requérants, en invalidation relatant sommairement les faits et les moyens allégués au tion.

Les requérants peuvent aussi, dans leur requête, indi-Ce que la requer les personnes ayant droit à la charge en question, aussi contenoncer les faits propres à établir ce droit, et conclure à nr. ce qu'elles soient mises en possession de la dite charge.

259. Une copie de cette requête, avec un avis indiquant signification e jour de sa production, doit être signifiée et laissée à cha-d'une copie de la requête. un des membres du conseil dont l'élection est attaquée, lans les quinze jours qui suivent la date de cette élection, peine de déchéance.

260. Nulle telle requête ne peut être présentée, ni Délai pour reeçue, après les trente jours qui suivent la date à laquelle requête. l'élection contestée a été faite.

§ 3.—Du cautionnement.

261. Les requérants sont tenus de donner caution pour Cautionnes frais, avant la signification de la requête; à défaut ment des reque quoi cette requête ne doit pas être reçue par le tribunal.

262. Le cautionnement requis par l'article précédent Devant qu'il t donné devant le greffier de la cour de circuit.

, l'un de faire une uge de la

TUGE.

52 VICT.

yen d'une ent d'une croit que sident ou e quelque

nux candi érification secrétain re d'apport electorale és à l'élec

érification rectifie de rectifie de rectification annulis

ion ci-ha nale et sa

ECTIONS

onseil por an cam abiles, por capacitacomplis

tenante.

Qualités requises des cautions.

48

Les cautions doivent être propriétaires de biens-fonds d'une valeur totale de deux cents piastres en outre de toutes charges dont ils sont grevés.

Un caution wuffit. Mode de faire le cautionnement.

Une seule caution suffit. Le cautionnement peut se faire au moyen du dépôt d'une somme équivalente, en argent ou en valeurs légales, entre les mains du reffier, à son bureau, ou cour

§ 4.—Du rapport et de l'instruction

Présentation de la requête en cour.

263. La requête est présentée à la cour, séance tenante. ou à un juge en chambre, et elle doit être accompagnée des rapports des significations préalables.

Production de la requête.

Si la requête doit être présentée en chambre et que le juge soit absent, elle est produite au bureau du greffier de la cour de circuit.

Si des défauts de formalités

264. Si quelques défauts ou irrégularités dans les forsont invoqués malités prescrites pour l'élection sont invoqués dans la requête comme causes de nullité, le tribunal peut admettre ou rejeter ces moyens, selon qu'ils ont pu ou non affecter essentiellement l'élection.

Preuve si le tribunal juge que les moyens arti-culés sont suffisants.

265. Si, après avoir entendu les parties, le tribunal ou le juge est d'opinion que les faits et moyens articulés dans la requête sont suffisants en droit pour faire prononcer la nullité de l'élection, il en ordonne la preuve ainsi que l'audition des parties intéressées, au jour le plus convenable.

§ 5.—Du jugement et des incidents.

Confirmation de l'élection.

266. Le tribunal ou le juge peut, par son jugement, conou annulation firmer ou annuller l'élection, ou déclarer qu'une autre personne a été dûment élue.

Condamnation aux dépens. Recouvre-

267. Le tribunal ou le juge peut condamner l'une ou l'autre des parties aux dépens de la contestation.

Ces dépens sont recouvrables, tant contre les parties en ment d'iceux cour que contre leurs cautions ainsi que contre tous autres qui pourraient être condamnés aux frais.

Exécution du jugement.

Le jugement, quant aux dépens, est exécutoire contre les cautions, quinze jours après qu'une copie leur en a été signifiée.

S'il devient nécessaire de faire le dé-

268. Si, d'après les contestations soulevées à propos de toute requête, il devient nécessaire de faire le dénombre nombrement des livres, etc. ment ou l'examen ou de disposer autrement des livres du bureau de ve documents q qui ont dirig le tribunal o autorité que semblables e

269. S'il qu'une perso tout moyen, peut condan auraient cont

270. Le 1 s'il annulle l condamnée.

271. Si l'i née à la clôtur a été présent interruption jour, jusqu'à sur le mérite

Si la requê continuer la juge nent soi

272. Nulle autre manière celles designé

273. Sont des de la pér

D

1º Tout élec out temps ar ipale en la ci écompense, se utre pretext uelque argen our voter ou

2º Tout can onne qui, dir ième, soit par romesse, conv rrompre un onner son vo s-fonds atre de

2 VICT.

dépôt eurs léou cour

tenante. rnée des

t que le

effier de

les fordans la dmettre affecter :

nal ou le és dans oncer la nsi que s conve-

ent, conutre per-

l'une on arties en

tre tou-

ontre les en a été

ropos de enombrelivres du

bureau de votation qui ont servi dans l'élection, et autres documents qui s'y rattachent, ou d'examiner les officiels qui ont dirigé l'élection ou y ont agi en quelque manière, le tribunal ou le juge, a les mêmes juridiction, pouvoir et . autorité que tout tribunal ou tout juge dans des cas semblables en cette province.

269. S'il est prouvé dans le cours de la contestation Responsabl-qu'une personne, autre que le défendeur, a contribué par lité des per sonnes ayant, tout moyen, à rendre nulle une élection, le tribunal contribué à peut condamner cette personne ou toutes celles qui y rendre nulle auraient contribué, à payer les frais en totalité ou en partie.

270. Le tribunal peut ordonner que son jugement, Signification s'il annulle l'élection, soit signifié, aux frais de la partie du jugement. condamnée, au bureau du conseil.

271. Si l'instruction de la contestation n'est pas termi-instruction née à la clôture du terme de la cour pendant lequel la requête continuée a été présentée, le juge siégeant doit la continuer sans ture du terme. interruption durant la vacance, en ajournant de jour en jour, jusqu'à ce qu'il ait prononcé un jugement final sur le mérite de la contestation.

Si la requête a été présentée en chambre, le juge doit si la requête a continuer la cause de jour en jour, jusqu'à ce que son en chambre. juge nent soit donné.

272. Nulle élection ne doit être contestée d'aucune Mode de con autre manière, ni d'après aucune autre procédure que testation. celles designées par cette loi.

TITRE NEUVIÈME.

DE LA CORRUPTION ÉLECTORALE.

273. Sont considérés coupables de corruption et passi-Personnes des le la pénalité ci-après imposée pour tell : offense : 1º Tout électeur qui, directement ou indirectement, en Electeurs out temps avant, pendant ou après une élection muni-recevant des ipale en la cité, demande ou reçoit de l'argent ou une écompense, sous forme de don, d'emprunt, ou sous tout utre pretexte, ou convient ou stipule qu'il recevra uelque argent, don, charge, emploi, ou autre récompense our voter ou pour s'abstenir de voter à telle élection;

2º Tout candidat à cette élection ou toute autre per-Candidats onne qui, directement ou indirectement soit par elle-deniers; ième, soit par un agent, moyennant don, résomponse, romesse, convention ou garantie, corro.npt ou cherch à à prompre un électeur pour qu'il donne ou s'abstienne de

onner son vote à une élection;

Electeurs offrant des deniers ;

3" Tout électeur qui, directement ou indirectement. moyennant don, emprunt, récompense, promesse ou tout autre prétexte, favorise ou s'engage à favoriser ou s'efforce d'assurer l'élection d'un candidat à une élection municipale dans la cité;

Electeurs niers, etc.;

4º Quiconque reçoit quelque argent, don, récompense ou recevant indi-rectement de promesse, sous forme de louage de voiture, ou pour perte de temps, afin de donner son vote, ou qui accepte un prix excessif pour tout article de commerce pour son vote ou dans le but de s'abstenir de donner son vote à une élection municipale dans la cité;

Patrons, etc., influencant leurs employés;

5" Un patron, contre-maître ou officier dirigeant un établissement ou des travaux quelconques, qui menace de destituer ou faire du tort à son employé ou à un employé;

Emploi de charretiers ;

6" Un candidat ou autre personne, qui engage ou loue un charretier dans le but de conduire les électeurs aux bureaux de votation; ou

Prêt de voitu-

7º Toute personne qui, pour de l'argent ou pour don. récompense, promesse, ou autre prétexte, loue sa voiture ou autre véhicule à un candidat ou autre personne. afin de conduire les électeurs aux bureaux de votation pendant une élection.

Pénalité pour infraction.

274. Quiconque enfreint une des dispositions de l'article précédent encourt et paie, pour chaque offense, une amende de quarante piastres, qui est prélevée avec tous les frais de l'action au profit de toute personne qui en poursuit le recouvrement devant la cour de circuit du district de Richelieu.

Tout contrevenant trouvé coupable dans les cas cités à l'article précedent, est privé du droit de voter ou d'être membre du conseil pendant trois ans, et son nom est retranché de la liste électorale pendant ce temps.

TITRE DIXIEME.

DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL.

SECTION L

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

275. Le conseil exerce sa juridiction dans toute l'é-Etendue de la conseil.

juridiction du tendue de la cité, et peut exercer semblable juridiction en dehors, sur toute l'étendue du fleuve St-Laurent et de la rivière Richelieu, vis-à-vis les lignes territoriales désignées par cette loi.

Passation des règlements,

276. Les règlements, résolutions et autres ordonnances municipales doivent être passés par le conseil en session.

277. Le accomplir l cette loi, et

1889.

278. Les dont la pul seil lui-mên prescrits po glés.

279. L'o que, doit éti le conseil, lo secrétaire-tr

280. L'o des électeur doit être acc maire ou de électeurs et ment a recu tie du règlen

281. Le c nicipaux sub tion à des jo

282. Les quand le con

283. Le c la procédure par le conseil règlement, fa

284. Il pe plusieurs des cette loi.

Dans le cas un même rè teurs municip règlement tou

ement.

a tout

efforce aunici-

nse ou

perte

in prix

ote ou e élec-

un éta-

iace de olové :

u loue

irs aux

ar don.

sa voirsonne.

otation

de l'ar-

se, une

ec tous

qui en

euit du

as cités

ı d'être

iom est

277. Le conseil, en exerçant ses attributions, doit Exercice des accomplir les formalités requises par les dispositions de attributions cette loi, et par les règlements en vigueur dans la cité.

278. Les documents, ordres ou procédures du conseil, Publication dont la publication est requise par cette loi ou par le con-des documents, etc. seil lui-même, sont publiés de la manière et aux endroits prescrits pour les avis publics, sauf les cas autrement réglés.

SECTION II.

DES REGLEMENTS DU CONSEIL.

§ 1.—De la promulgation des règlements et de leurs amendements.

- 279. L'orginal de tout règlement, pour être authenti-Authentielté que, doit être signé par le maire ou la personne présidant des règle. le conseil, lors de la passation de ce règlement, et par le ments. secrétaire-trésorier.
- 280. L'original des règlements soumis à l'approbation Certificat acdes électeurs municipaux, lorsqu'ils ont été approuvés, compagnant doit être accompagné d'un certificat sous la signature du règlements maire ou de la personne qui a présidé l'assemblée des soumis pour électeurs et du secrétaire-trésorier, attestant que le règlement a reçu l'approbation requise, et ce certificat fait partie du règlement.
- 281. Le conseil peut prescrire que les règlements mu-Lecture des nicipaux subissent deux ou trois lectures avant leur passa-règlements. tion à des jours différents, ou le même jour.
- 282. Les règlements sont traduits en langue anglaise, Traduction quand le conseil le requiert.
- 283. Le certificat du secrétaire-trésorier, énonçant que preuve des la procédure et les formalités requises ont été observées par le conseil ou ses officiers, lors de la passation d'un règlement, fait preuve primâ facie de leur régularité.

284. Il peut être disposé, dans un même règlement, de Ce qui peut plusieurs des objets mentionnés dans les dispositions de dans un même règlement.

Description de la companyation de dans un même règlement.

Dans le cas où plusieurs objets dont il est disposé dans un même règlement, requièrent l'approbation des électeurs municipaux, une seule approbation suffit pour le règlement tout entier.

ute l'édiction it et de es déside

nnances session

1889.

Entrée en vigueur des règlements.

285. Les règlements du conseil entrent en vigueur. s'il n'est autrement prescrit par les dispositions des règlements eux-mêmes, quinze jours après celui de leur publication; sauf toutefois les cas pour lesquels il est autrement pourvu par cette loi.

Avis public avant leur mise en vigueur dans certains cas.

246. Les règlements qui, en vertu de leurs propres dispositions, ou de celles de cette loi, ne doivent entrer en vigueur qu'à dater d'une certaine époque, doivent être publiés par avis public au moins quinze jours avant telle époque.

Publication d'iceux après leur passation.

287. Les règlements sont publiés après leur passation, ou leur approbation définitive dans le cas où ils ont été soumis à l'approbation des électeurs municipaux, par un avis public sous la signature du maire ou du secrétaire-trésorier, dans lequel il est fait mention de l'objet du règlement, de la date à laquelle il a été passé, et de l'endroit où il peut en être pris communication.

Mention dans l'avis de pusi le règlement est apélecteurs.

288. Si le règlement est revêtu de l'approbation des élecblication, etc., teurs municipaux, l'avis de publication doit mentionner, en outre, l'accomplissement de cette formalité et la date à prouvé par les laquelle elle a été accomplie.

Le conseil peut en outre publier ses règlements dans un

journal français de la cité.

Règlements restent en vigueur jusqu'à leur amendement.

289. Les règlements sont exécutoires et restent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient amendés, abrogés ou cassés par une autorité compétente, ou jusqu'à l'expiration du délai pour lequel ils ont été faits.

Effet de la promulgation des règlements.

290. Les règlements ou statuts adoptés par le conseil, lorsqu'ils sont promulgués, sont considérés comme des lois publiques dans les limites de la cité, et en dehors, dans les limites de la juridiction du conseil.

Mode d'amen à l'approbation des électeurs.

291. Les règlements qui, avant d'avoir eu forc e et effet, ments soumis doivent être soumis à l'approbation des électeurs municipaux, ne peuvent être amendés ou abrogés que par un autre règlement approuvé de la même manière, excepté ceux qui portent une disposition à l'effet de réserver au conseil le droit de les amender, abroger ou résilier; mais dans ce cas, l'amendement ne peut déroger aux principes approuvés par les électeurs, et le règlement na peut être modifié que d'une manière plus avantageuse pour la cité.

Comment a ment ou l'abrogation d'un règlement.

L'abrogation ou l'amendement d'un regiement ne lieu l'amende peut avoir lieu que par un autre règlement; et avant de proposer ce nouveau règlement, il est nécessaire qu' un avis de motion en ait été donné à une session antérieure. § 2.—De l'

292. L mis aux él blée à cet ci-après in

293. L' est convoc public sig conseil, et heures du

294. Ce maire supp d'agir.

Le secrét sider.

Le secré règlement

295. S'i ture de l'as règlement buables int

296. Siz de cette ass de votation bation du re

Sur telle doit imméd alors ouver midi le mêr matin jusq

297. Le senter dura un membre

298. Cha donnant son signifiant qu qu'il le désa

Le nom crits dans un à cet effet.

gueur. règlepubliautre-

ropres rer en t être t telle

sation. ls out ix, par secrél'objet , et de

es é leconner. date à ans un

ent en cassés ion du

onseil. ne des dehors.

et effet, nunicioar un xcepté rver au ; mais incipes ut être la cité. ent ne avant qu' un érieure. § 2.—De l'approbation des électeurs propriétaires requise pour certains règlements.

292. Lorsqu'un règlement du conseil doit être sou-procédures mis aux électeurs propriétaires, les procédures de l'assem-lorsqu'un rèblée à cet effet et de la votation, s'il y a lieu, sont celles soumis aux ci-après indiquées.

293. L'assemblée générale des électeurs propriétaires Convocation est convoquée au moins quinze jours d'avance par avis de l'assemblée public signé par le maire, à un jour déterminé par le fin. conseil, et est tenue à la salle municipale publique, à dix heures du matin.

294. Cette assemblée est présidée par le maire ou le Présidence de maire suppléant, si l'un ou l'autre est absent ou incapable l'assemblée.

Le secrétaire-trésorier nomme un des échevins pour pré-

sider.

1889.

Le secrétaire-trésorier agit comme secrétaire, il lit le sec. de l'ass. règlement et le soumet à l'assemblée.

295. S'il s'écoule une demi-une heure après l'ouver-Effet d'une ture de l'assemblée, sans que la votation soit demandée, le $\frac{1}{2}$ heure sans règlement est censé adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

296. Six électeurs propriétaires habiles à faire partie Demande de de cette assemblée, peuvent requérir la tenue d'un bureau votation. de votation pour constater l'approbation ou la désapprobation du règlement.

Sur telle demande, le maire ou la personne qui préside, octroi d'icelle doit immédiatement accorder la votation, qui est là et par le présialors ouverte et tenue jusqu'à quatre heures de l'aprèsmidi le même jour, et le lendemain de dix heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi.

297. Le maire ou la personne qui préside peut s'ab-Absence du senter durant la votation, en se faisant représenter par président à la un membre du conseil.

298. Chaque électeur doit se présenter à tour de rôle, votation. donnant son vote par "oui "ou par "non," le mot "oui" signifiant qu'il approuve le reglement, et le mot "non" qu'il le désapprouve.

Le nom de l'électeur et le vote qu'il donne sont ins-Inscription orits dans un livre spécial que le secrétaire-trésorier tient des votants.

à cet effet.

Qui a droit de voter.

299. Nul n'est admis à voter sur tels règlements, à moins que son nom ne soit inscrit sur la dernière liste électorale en vigueur, comme électeur municipal propriétaire, ou qu'il ait depuis le quinze décembre précédent payé ce qu'ils devait en redevances municipales, ce qu'il peut toujours faire avant que son vote puisse être enregistré.

Preuve à cette fin.

La production de ses recus est une preuve suffisante pour l'autoriser à voter.

Les propriétaires des fermes en culture désignés à l'ar-Personnes ticle 519 sont exclus de voter s'ils sont exclus de la taxe exclues. imposée ou contemplée par le règlement soumis.

Vérification des "oui" et des "non," etc.

300. A la clôture de la votation, le maire ou la personne qui a présidé la votation compte les "oui" et les "non;" elle doit soumettre au conseil, à sa première séance après la tenue du vote, le résultat de la votation, avec un état indiquant la valeur immobilière imposable de chacun des voteurs, d'après le rôle de cotisation en vi-

Signature du certificat de l'état des biens imposables.

Il est certifié sous la signature du maire et du secrétairetrésorier pour l'information du conseil, si la majorité par le nombre et par la valeur immobilière imposable, approuve ou désapprouve le règlement, la décision de la majorité par le nombre devant néanmoins prédominer.

Examen des tation.

Si le conseil désire examiner les cahiers de votation et cahiers de vo-rôle de cotisations, ils doivent être produits sur le champ.

Vote prépondérant du maire.

301. Au cas de partage égal des voix, le maire, qu'il ait ou non présidé l'assemblée ou la votation, vu qu'il représente toute la ville, a seul le privilége de donner son vote prépondérant dans les vingt-quatre heures qui suivent la clôture de la votation.

Pouvoir du conseil s'il est absent.

S'il ne vote pas ou s'il est absent de la cité, le conseil décide la question par résolution en séance régulière ou spéciale.

Dépôt du cahier de votation.

302. Les cahiers de votation, ainsi que l'état et le certificat produits, sont déposés dans les archives du conseil.

Sanction des règlements soumis aux électeurs.

303. Tous les règlements ainsisoumis au vote des électeurs propriétaires ne recoivent leur sanction définitive que par une résolution du conseil.

Résiliation des règlements.

Le conseil a le droit de résilier tels règlements, s'il constate qu'il n'a été approuvé par les électeurs propriétaires. que par des moyens frauduleux et corrupteurs, comme ceux mentionnés aux articles 255, 273 et suivants de cette loi.

304. cution le nécessain

1889.

cité, pou 1º Pou

2º Pou

3º Pou moyen d 4º Pou

et pour l et places 5º Pou

nuisance 6º Pou

7º Pou soit imm ou aliéna

8º Pou dont la droits po

9º Pou personne que le co

10° En l'économ:

Le con abroger, ments et seils mui res de la

305.] abroger o pour luichacun d

306. I Régler

bon ordre tés:

SECTION III.

DES POUVOIRS DE FAIRE CERTAINS RÈGLEMENTS.

§1.—Pouvoirs généraux.

304. Le conseil a le droit de faire et de mettre à exé-Confection, cution les règlements ou ordonnances, qui lui paraissent etc, des règlenécessaires ou utiles au bon gouvernement intérieur de la conseil. cité, pour entre autres objets, les suivants:

1º Pour améliorer la localité;

2º Pour approvisionner d'eau la cité et ses envions,

3º Pour l'éclairage de la cité et de ses environs au

moyen du gaz, ou autrement;

4º Pour la conservation de la paix et du bon ordre, et pour le bon état, la propreté et l'assèchement des rues et places publiques, lots vacants ou occupés;

5º Pour la prévention ou la suppression de toute

nuisance publique ou autre;

6º Pour la préservation de la santé publique;

7º Pour l'achat ou le louage de biens, soit meubles, soit immeubles, pour l'usage de la cité, et pour leur vente ou aliénation;

8º Pour la construction ou la réparation de tout édifice, dont la cité peut avoir besoin dans l'exercice de ses

droits pouvoirs et attributions;

9º Pour conférer l'usage gratuit de tel édifice à toute personne, manufacturier, fabricant ou industriel, suivant que le conseil le juge avantageux à la cité.

10° En un mot, pour tout ce qui regarde ou intéresse l'économie intérieure, et le gouvernement de la cité;

Le conseil a également le droit d'amender, modifier, Amendements abroger, ou remplacer, en tout ou en partie, les dits règle-d'iceux. ments et ordonnances, ainsi que ceux faits par les conseils municipaux qui ont eu la régie des affaires intérieures de la cité.

§ 2.—Règlements divers.

305. Le conseil a aussi le droit de faire, amender, Règlementa abroger ou remplacer, en tout ou en partie, des règlements ton générale pour lui-même, ses officiers, ou la municipalité, sur par le conseil. chacun des objets énumérés dans la présente loi.

10-GOUVERNEMENT DU CONSEIL ET SES OFFICIERS,

306. Le conseil peut, par règlement : Règlementa. Régler la conduite des débats du conseil, le maintien du Conduite des bon ordre pendant les séances du conseil ou de ses comi-débats ; tés ;

rsonne non;" séance

ble de

en vi-

nts, à élec-

étaire,

ayé ce it tou-

gistré. isante

à l'ar-

a taxe

étaireité par osable, n de la ner. tion et

e, qu'il u qú'il ner son suivent

champ.

conseil lière ou

ves du

t et le

les élecfinitive

comme de cette Sessions du conseil ; Fixer l'époque des sessions ordinaires du conseil, et déterminer le nombre de jours que peuvent durer ces sessions ;

Devoirs des officiers. Définir les devoirs des officiers du conseil, non détermines par cette loi.

20-SURETÉ PUBLIQUE

Protection de la vie et des propriétés.

307. Protéger la vie et les propriétés des habitants de la cité; et pour mieux prévenir les dangers résultant des incendies, régler la construction, les dimensions et la hauteur des cheminées au-dessus des tottures, ou même en certains cas des maisons ou constructions environnantes, et obliger les propriétaires ou occupants, à les couvrir par un crible; déclarer par qui les frais de l'élévation de telles cheminées doivent être supportés, et dans quel délai ces cheminées doivent être élevées ou réparées.

Construction des maisons.

308. Régler et pourvoir à l'inspection de la construction des maisons et des bâtisses dans la cité, de celles qui sont construites et de celles qui sont en voie de construction; pourvoir à la nomination d'un inspecteur de bâtisses; définir et déterminer ses devoirs.

Fourneaux.

309. Empêcher les boulangers, potiers, forgerons, brasseurs, fabricants de potasse ou de perlasse ou autres manufacturiers ou personnes, de construire ou avoir un four ou fourneau, à moins qu'il ne communique à une cheminée en pierre ou en brique, et n'ouvre dans la cheminée, qui doit s'élever à trois pieds au moins au-dessus de la bâtisse dans ou près de laquelle le fourneau ou le four est construit.

Protection contre les incendies.

310. Obliger les propriétaires ou les occupants de maisons au autres édifices à se pourvoir de seaux à incendie en nombre déterminé, et à avoir des échelles du sol au toit et du toit au faite.

Précaution à prendre dans les étables, etc.

311. Empêcher qui que ce soit d'entrer dans les étables, écuries, porcheries, granges ou hangars, avec des lumières non placées dans des lanternes fermées, d'y entrer avec des cigares ou des pipes allumés, ou d'y transporter du feu sans les précautions suffisantes pour prévenir les incendies.

Mode de garder le feu.

312. Empêcher qui que ce soit d'allumer ou de garder du feu dans un hangar, porcherie, grange, appentis ou autre bâtisse, autrement que dans une cheminée ou dans un poêle en métal;

1889.

Empêch voie publ autrement

Contrainges, fenile bustibles

Contraire à en faire la manière et fixer le prix de la amende su pris feu, a

Chaque comme su sieurs mér peut être locataire or à discrétio

313. Dévente de la

314. Procendres doi

315. Cor l'emmagasi autres mat sonnes qui

316. Em fices ou des mer du feu nage d'un é mettre à ce

317. Fai édifices en ren quels terre faite ce

318. Em bois dans l cité, et déte qui doivent

319. Con maison ou a ver la neige eil, et ces ses-

etermi-

ints de $\mathbf{nt} \mathbf{des}$ et la ême en ates, et rir par ion de el délai

ruction ui sont iction: s ; défi-

s, brasmanufour ou eminée ée, qui bâtisse t cons-

nts de eaux à elles du

étables. umières er avec rter du enir les

garder ou autre lans un

Empêcher qui que ce soit de transporter du feu sur la Transport du voie publique, dans un jardin, une cour ou un champ, leu. autrement que dans un vase en métal;

Contraindre les propriétaires ou les occupants de gran-Matières inflages, fenils ou autres édifices contenant des matières com-mables.

bustibles ou inflammables, à en tenir les portes fermées; Contraindre les propriétaires ou occupants de maisons Cheminées. à en faire ou laisser ramoner les cheminées; prescrire la manière et le temps de ramoner; nommer les ramoneurs et fixer le taux payable aux ramoneurs ou au conseil et le prix de la licence à accorder aux ramoneurs; imposer une amende sur toute personne dont les cheminées auraient pris feu, après leur refus de les laisser ramoner.

Chaque fois qu'une cheminée qui a ainsi pris feu Recouvrecomme susdit, es commune à plusieurs maisons, ou plu-ment de l'asieurs ménages dans une même maison, la dite amende cas de chemi-peut être recouvrée en totalité de chaque propriétaire, nées commulocataire ou occupant de telle maison ou divisée entre eux

à discrétion.

1889.

- 313. Déterminer les précautions à prendre pour la Précaution vente de la poudre ou de toute autre matière explosible. pour vendre de la poudre.
- 314. Prescrire la manière dont la chaux vive ou les Garde des cendres doivent être gardées ou déposées.
- 315. Construire des bâtisses de sûreté, pour le dépôt et Dépôts d'huil'emmagasinage des huiles, fluides et autres liquides ou les. autres matières inflammables ; fixer un taux aux personnes qui y emmagasinent ces objets.
- 316. Empêcher toute personne de tirer des feux d'arti-Feux d'artiflfices ou des pétards, de décharger des armes à feu, d'allu-ces. mer du feu en plein air dans le chemin ou dans le voisinage d'un édifice, d'un bocage ou d'une clôture, ou le permettre à certaines conditions.
- 317. Faire démolir et enlever tous murs, cheminées ou Démolition édifices en ruine ou menaçant de crouler; et déterminer des murs me en quels temps, par quels moyens et aux frais de qui doit être faite cette démolition ou cet enlèvement.
- 318. Empêcher l'érection d'édifices ou de clôtures en Erection d'ébois dans la cité ou dans une partie déterminée de la difices en bois. cité, et déterminer en certains cas la nature des matériaux qui doivent entrer dans la confection des toitures.
- 319. Contraindre tout propriétaire ou occupant de Enlèvement maison ou autre édifice érigé sur la voie publique, à enle-de la neige. ver la neige et la glace du toit de tels maison ou édifice.

Emploi des engins, etc.

320. Fixer l'endroit pour l'érection, et régler l'érection, l'usage on l'emploi dans la cité, de tous engins ou machines à vapeur, raffineries d'huile, manufactures de savon, ou de colle ou de toutes fabriques quelconques, qui seraient de nature à vicier l'air ou à incommoder le voisinage, par l'odeur ou par la fumée, ou de toutes boucheries et établissements où sont exécutés des travaux, opérations ou procédés qui exposent ou tendent à mettre en danger la santé ou la sûreté publique, ce dont le conseil est le juge ; et en permettre l'érection, l'usage ou l'emploi, sous les restrictions et conditions que le conseil juge nécessaires, pourvoir à l'inspection des machines à vapeur et des fabriques du genre susdit et imposer et prélever un honoraire à cet

Protection des citoyens dans les rues.

321. Prendre tous les moyens possibles pour protéger les citoyens dans les rues ou places publiques, aux gares de chemins de fer, et aux quais des bateaux à passagers.

Barrières aux

A cet effet, le conseil peut obliger toutes compagnies cremms de fér à cette fin. de chemins de fer à faire, construire, maintenir à toute heure du jour ou de la nuit, toutes barrières, clôtures ou ouvrages jugés utiles pour la protection des citoyens. des voitures et des animaux passant sur les rues ou places publiques; et toutes telles compagnies et leurs agents ou employés sont passibles de toute pénalité imposée par le conseil;

Obstruction des rues.

2. Empêcher l'obstruction des rues par les chemins de fer ou les wagons, trains ou convois, locomotives ou autres engins des compagnies de chemin de fer, et déterminer quelles précautions les conducteurs, ingénieurs ou chauffeurs de tels trains, chars ou engins doivent prendre lorsqu'ils traversent ou sont sur le point de traverser les rues dans la cité ; et imposer soit aux dits employés de compagnies de chemins de fer, soit à la compagnie elle-même, une amende pour chaque contravention aux règlements faits à cet égard.

Vols et déprédations aux incendies.

322. Empêcher les vols et déprédations qui pourraient être commis à un incendie dans la cité ; et punir toute personne qui résiste ou maltraite un membre ou officier du conseil agissant dans l'exécution des devoirs qui lui sont assignés par le conseil.

Présence des incendies.

323. Régler la conduite de toutes personnes présentes personnes aux à un incendie dans la cité; forcer les assistants oisifs à travailler à éteindre le feu ou à sauver les effets en danger. et forcer tous les habitants de la cité à tenir constamment sur et dans leurs maisons des échelles, des seaux i incendie, d facilement

1889.

A défaut conformém

324. Au lir ou abatt saire pour dommages aux propri venu entre fixé par arb

En l'abse maire peut, voir, en dor

325. Eta piers ou say membres de ceux des me

Pourvoir . et générale venir les ac incendies.

326. Fair die dans la c tel incendie.

A cette fin deux de ses : témoins, et l gnage, et les membres.

327. Auto propos de no heures conve maison ou c s'assurer si le torité des arti et pour oblige dans la cité d énoncé.

328. Répa et en bon état ou place publ

rection,

machi-

von, ou

eraient ge, par

établis-

ou pro-

la santé

; et en

restric-

pourbriques

re à cet

rotéger

x gares

ssagers.

pagnies

à toute

ures ou

ens. des

aplaces agents

osée par

incendie, des béliers et des grappins, afin d'arrêter plus facilement les progrès du feu.

A défaut de règlement à cet effet, le maire peut agir Pouvoir du conformément au présent article.

324. Autoriser certaines personnes à faire sauter, démo-Démolition lir ou abattre autant de constructions qu'il paraît néces-des maisons saire pour arrêter les progrès d'un incendie, sauf tous dommages et indemnités payables par la corporation, aux propriétaires de ces constructions, au montant convenu entre les parties, ou sur contestation, au montant fixé par arbitres.

En l'absence de règlement en vertu de cet article, le Pouvoir du maire peut, dans le cours d'un incendie, exercer ce pou-maire dans ce voir, en donnant une autorisation spéciale.

325. Etablir et maintenir des compagnies de pom-formation de piers ou sapeurs pompiers, déterminer les devoirs des compagnies membres de ces compagnies, et imposer des pénalités à de pompiers, ceux des membres qui manquent à leurs devoirs ;

Pourvoir à l'achat de pompes ou d'appareils à incendie, Achat de et généralement prendre tous les moyens propres à pré-pompes à invenir les accidents du feu et à arrêter les progrès des incendies.

326. Faire, autoriser ou faire faire, aprês chaque incen-Enquêtes en die dans la cité, une enquête sur l'origine et les causes de cas d'incentel incendie.

A cette fin, le conseil ou un comité composé d'au moins Assignations deux de ses membres autorisés par lui, peut assigner des dans ce cas. témoins, et les forcer de comparaître et de rendre témoignage, et les examiner sous serment administré par un des membres.

327. Autoriser tous officiers que le conseil juge à Examen des propos de nommer à cette fin, à visiter et examiner, à des maisons en heures convenables, l'extérieur ou l'intérieur de toute maison ou construction quelconque dans la cité, pour s'assurer si les règlements passés par le conseil sous l'autorité des articles précédents, sont régulièrement observés ; et pour obliger tous propriétaires ou occupants de maisons dans la cité d'admettre tous officiers, dans le but ci-dessus énoncé.

So. - VOIE PUBLIQUE,

328. Réparer, niveler, balayer, arroser et tenir propre Arrosage et en bon état, une rue ou une partie déterminée de rue ou place publique, ou pour en enlever la neige aux frais de

lits em-

compa-

vention

urraient

ir toute

a officier

qui lui

résentes s oisifs à

danger

amment

seaux a

Chap. 80.

tout propriétaire ou occupant demeurant sur telle rue ou partie déterminée de rue.

Vole où passent les convois de chemins de fer.

329. Obliger les compagnies de chemin de fer d'entretenir les rues, parties de rues ou places publiques où les trains circulent, de la manière que l'indique le conseil par résolution ou par l'inspecteur de la cité.

Dépenses des travaux dans ce cas.

Si ces compagnies négligent ou refusent de faire ces travaux, le conseil peut les faire et en recouvrer le coût de telles compagnies en défaut.

Enclos des terrains;

330. Obliger les propriétaires de terrains dans la cité, ou leurs représentants, de clore ces terrains, et régler le niveau et la hauteur des clôtures, ainsi que la nature et l'espèce des matériaux qui y doivent être employés ;

Regler la manière de faire les clôtures entre les voisins.

Empiètements dans les rues :

331. Obliger les propriétaires ou occupants de maisons ou édifices quelconques, à faire disparaître des rues ou places publiques, tous empiètements ou projections d'aucune espèce, tels que perrons, marches, galeries, porches, pôteaux, portes de clôtures ouvrant sur la voie publique enseignes, boîtes, bois, ou autres obstacles, et prévenir les encombrements de voitures.

Déplacement des maisons par les rues ;

832. Prohiber le transport, le déplacement ou le déménagement par les rues de la cité, de maisons ou bâtisses sans un permis special du conseil, et moyennant telles compensations que la cité peut exiger.

Dommages déplacement.

333. Toute personne transportant ainsi une maison or causés par le bâtisse quelconque, est responsable des dommages qu'elle pourrait faire subir à la cité en endommageant les arbres ou les rues, ou les conduits ou tuyaux sous terre.

Par qui fixés.

Ces dommages peuvent être fixés par le conseil, et la bâtisse ou maison qui en est la cause, peut être saisie et vendre pour payer tels dommages, lesquels sont privilé giés après les frais de la vente.

Posage des affiches;

334. Régler et octroyer la licence pour le posage des affiches et placards;

Peintures in-

Empêcher de poser ou exposer, faire ou écrire de décentes, etc. affiches, peintures, desseins, mots ou inscriptions indécentes ou blessantes sur les maisons, mûrs, clôtures, o autre propriété publique ou privée, ou dans les rues @ places publiques de la cité, ou dans les magasins, ou dans tout endroit visible de telle rue ou place publique.

335. Ré tes, écritau endommag primés ou propriété r

1889

336. At tout pavill tel empièta d'une mani

Prohiber mées aux p

337. Ob représentan front de lev prescrire l'e nicipal aux

Punir ce 338. Tra

verse sur la nord et de l Régler la

de la cité et et cela sur t

339. Rég télégraphiqi donner que lieu, la pose afin de prév

340. Cré faire toutes fixer les char poration, et ou charges, e requiert.

341. Fixe c'est'à-dire, l par les perso et à l'entretie

Depuis et cette fin, le c nes pour la re ous son cont aire, et perce personnelle c e rue ou

52 VICT.

d'entres où les nseil par

faire ces le coût

a cité, ou le niveau l'espèce

s voisins.

maisons
es ou plad'aucune
porches,
ublique,
evenir les

le démé bâtisses int telles

naison ou es qu'elle es arbres erre. seil, et la

saisie et t privilé

osage des

écrire des ions indé ôtures, ou s rues ou s, ou dans que. 335. Réglementer les pavillons, les enseignes, pancar-Pavillons, tes, écritaux ou étalages, et empêcher de les abattre ou enseignes etc endommager, ou d'abattre ou de déchirer des avis imprimés ou écrits légalement affichés, ou de déterriorer la propriété privée ou autre, en y affichant des avis imprimés.

336. Autoriser le conseil à faire enlever ou disparaître Enlevement tout pavillon, enseigne ou autre objet employé comme d'Iceux; tel empiètant sur la voie publique, suspendu ou posé d'une manière à faire craindre des accidents aux piétons;

Prohiber la distribution de feuilles ou circulaires impri-Circulaires mées aux portes des églises le dimanche.

337. Obliger les propriétaires des terrains ou leurs Plantations représentants à planter et entretenir en bon ordre, sur le des arbres front de leurs propriétés, des arbres dont le conseil peut prescrire l'espèce ou les faire planter par un employé municipal aux dépens de tels propriétaires;

Punir ceux qui arrachent ou détériorent les arbres.

338. Tracer, ouvrir et entretenir les chemins de tra-Entretten des verse sur la glace du fleuve St-Laurent jusqu'à sa rive chemins sur nord et de la rivière Richelieu jusqu'à sa rive ouest;

Régler la manière de circuler sur les chemins faits en face de la cité et qui partent de ses limites ou s'y terminent, et cela sur toute leur longueur.

339. Régler la pose des fils téléphoniques ou des fils Posage des télégraphiques dans la cité, la qualité des pôteaux et or-fils télégradonner que ces derniers soient peints; ordonner, s'il y a lieu, la pose de ces fils sous le sol dans certains endroits, afin de prévenir l'obstruction des rues.

340. Créer un ou plusieurs débarcadères publics, et y Débarcadères faire toutes améliorations utiles et nécessaires; établir et publics; fixer les charges et droits qui y seront perçus pour la corporation, et changer, augmenter ou diminuer tels droits ou charges, de temps à autre, selon que l'intérêt public le requiert.

341. Fixer le montant de la contribution personnelle, Contributions c'est'à-dire, la somme qui doit être payée annuellement pour l'entrepar les personnes obligées par règlement à la réparation et à l'entretien des rues; et à l'entretien des rues.

Depuis et à partir de la passation d'un règlement à cette fin, le conseil doit refuser le travail d'icelles personnes pour la réparation et l'entretien des rues qu'il a ainsi sous son contrôle direct, pour l'exécution des travaux à aire, et percevoir en argent le montant de la contribution personnelle que le règlement a établi et fixé.

Contribution personnelle;

342. La somme payée pour contribution personnelle est une commutation des travaux que nécessitent les rues, sans y comprendre la confection ou l'entretien des trottoirs, égouts communs, pavage ou macadam.

40.—AMÉLIORATION DES RUES ET PLACES PUBLIQUES.

Quarrés putlies;

2-13. Le conseil peut, par règlement, acheter, ouvrir, clore, altérer, orner et entretenir, aux frais de la corporation, des rues, chemins, carrés, parcs ou places publiques propres à contribuer à la santé et au bien-être des citoyens.

Ouverture

344. Ordonner l'ouverture de nouvelles rues, parties des rues, etc.; de rues, places publiques, l'élargissement, la prolongation, l'alignement ou autre changement de rue ou de partie déterminée de rue ou place publique dans la cité, d'après les plans et aux conditions qu'il trouve convenables.

Changement

345. Faire préparer un plan du tracé futur de toute et prolonga-tion des rues, rue ou partie de rue, ou voie publique, qu'il y aurait lieu de changer, de prolonger ou de continuer au-delà du point de terminaison actuel, sur tous terrains ou sur les fermes non encore subdivisés en lots de ville, en donnant à cet effet un avis public mentionnant le dépôt de tel play au bureau de la corporation pour l'information de touintéressés.

Avis du dépôt du plan à cette fin.

Cet avis et le dépôt du plan dispensent le conseil du paiement de toute indemnité, à raison de bâtisses ou constructions qui seront érigées après la date de l'avis sur le terrain désigné sur le plan, comme devant être utilisé pour localiser, prolonger, ouvrir ou améliorer toute voie publique.

Indemnités.

Dans tous les cas, la corporation est tenue de payer au propriétaires la valeur du terrain, où une des rues a été ainsi localisée, sur demande à cet effet du proprié taire.

Elargisse-

346. Ordonner que toute rue ou partie déterminée de ment de rues; rue ou place publique dans la cité s it à l'avenir élargie graduellement, à une largeur spécifiée qui doit être mentionnée dans le règlement, et fixer et déterminer les nouvelles lignes d'icelles; ordonner que le terrain requis pour tel élargissement soit acquis ou exproprié, au fur et à mesure que les bâtisses ou constructions érigées sur icelui sont enlevées ou détruites, ou selon que le conseil fixe ou détermine par tel règlement; et ordonner que telles améliorations soient faites à même les fonds de

la cité, ou q partie sur I aux personn bénéficient.

La corpora fonds quelco à gré avec le soit par exp

347. Acq tout terrain penses ainsi tout ou en p res dont les

348. Dan fonciers sur de, par requ égout commi d'autres amé partie de ru amélioration une cotisatio ressés dans c de terrains v: faites.

Lorsqu'une ou plusieurs publique, le cide quelle foncière qui ciale faite da conséquence. sur la dite pi

349. Le reconstructio qui empiète minée de ru exproprier te

350. Le ger la hauteu que si quele indemnisé à

351. Le co tonte rue ou et en vendre 1889.

onnelle ent les ien des

ouvrir, orporabliques des ci-

parties olongaou de la cité, conve-

e toute rait lieu u point sur les lonnant tel plan le tous

seil du
ou conis sur le
e utilisé
ute voie

yer au rues a proprié

ninée de élargie re meniner les crain reprié, au érigées e le conordonner fonds de la cité, ou que le coût d'icelles soit prélevé en tout ou en partie sur les terrains ou parties de terrains appartenant aux personnes intéressées dans ces améliorations ou qui en bénéficient.

La corporation a le droit d'acheter tous terrains ou biens- Achat de terfonds quelconques dans les limites de la cité, soit de gré rain ; à gré avec le propriétaire ou autre personne intéressées, soit par expropriation.

- 347. Acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation, Dépenses tout terrain nécessaire à ces fins ; décréter comment les dépenses ainsi occasionnées seront reparties et prélevées en tout ou en partie, par la corporation ou par les propriétaires dont les propriétés bénéficient de l'amélioration.
- 348. Dans tous les cas où la majorité des propriétaires Egouts, emfonciers sur une rue ou partie de rue dans la cité demandes chemins, de, par requête adressée au conseil de la cité, à faire un etc. égout commun, à macadamiser, à planchéier ou à faire d'autres améliorations quelconques dans la dite rue ou partie de rue, le conseil peut ordonner toutes telles améliorations et régler le mode de prélever et percevoir une cotisation suffisante pour en payer le coût sur les intéressés dans ces améliorations ou sur tous les propriétaires de terrains vis-à-vis lesquels les dites améliorations sont faites.

Lorsqu'une propriété foncière est située sur deux Répartition de ou plusieurs rues ou sur une ou deux rues ou une place la taxe, etc., publique, le conseil, en passant tout tel règlement, décide quelle proportion ou part de la dite propriété foncière qui se trouve à bénéficier de l'amélioration spéciale faite dans telle rue ou place publique, et répartit en conséquence la taxe ou consaiton spéciale à être prélevée sur la dite propriété à raison de telles améliorations.

- **349.** Le conseil peut, par résolution, empêcher la Reconstruction reconstruction, au même endroit, d'une maison démolie tion des qui empiète sur l'alignement d'une rue ou partie déterminée de rue ou place publique, et peut acquérir ou exproprier tel terrain.
- **350.** Le conseil peut, par résolution, régler et chan-Niveau des ger la hauteur ou le niveau des rues de la cité, pourvu que si quelqu'un souffre des dommages réels, il soit indemnisé à dire d'arbitres.
- **351.** Le conseil peut, par règlement, fermer et clore Fermeture toute rue ou partie déterminée de rue ou place publique des rues ; et en vendre le terrain au bénéfice de la caisse municipale.

Chemins considérés rues publiques.

352. Les chemins publics actuellement dans les limites de la cité seront à l'avenir considérés comme des rues publiques pour toutes les fins de cette loi.

Prescription de chemins ouverts par propriétaires sur leurs terrains.

353. Aucun propriétaire, ayant ouvert ou ouvrant sur son terrain une rue, partie de rue, ruelle, chemin ou passage public, ne peut le fermer sans le consentement du conseil; et telle rue, partie de rue, ruelle, chemin ou passage public devient, après dix ans écoulés, la propriété de la cité, sans indemnité à cette fin, par le conseil.

50, -TROTTOIRS.

Trottoirs.

354. La cité peut, par règlement :

Obliger les propriétaires de terrains situés sur tout chemin, rue, place ou voie de communication publique, à faire et entretenir, en front de leurs propriétés, des trottoirs en bois, en pierre ou autre matière, sur les rues ou parties de rues de la cité.

Mode de l'entretien des trottoirs.

355. Déterminer la manière de faire ou d'entretenir ces trottoirs, et même les faire en tout ou en partie, aux frais de la corporation ou des propriétaires des terrains devant les propriétés desquels ils sont faits.

Coût d'iceux.

En ce cas il suffit d'en porter le coût au compte des différents propriétaires, et ces charges sont considérées comme des redevances municipales.

Construction des trottoirs.

356. Construire et entretenir les trottoirs de la cité, et prélever, si besoin est, une répartition sur les is téressés, plus dix pour cent pour couvrir les dépenses et pertes encourues dans la perception.

Répartition.

Si le conseil en entreprend la construction et l'entretien, il peut prélever une répartition générale pour cet objet particulier.

Mode de les construire,

357. Tant que le conseil n'a pas pris à sa charge la etc., par qui ; construction et l'entretien des trottoirs de la cité, en tout ou en partie, il doit régler et établir par quelles personnes, quand et de quelle manière, de quelle grandeur et qualité, et où seront faits, placés ou réparés des trottoirs dans les rues, parties de rues ou places publiques de la cité.

Répartition.

A défaut par ces personnes de faire et placer ou réparer les dits trottoirs, dans les trois jours d'un avis à cet effet, le conseil les fait faire et il régle et établit comment ils doivent être faits et placés ou réparés, ou comment et de qui le coût des travaux et matériaux employés doit être recouvré des personnes en défaut.

1889.

358. At sa propriét h cité d'aj manière te

A défaut toir s'il y a

359. Le hauteur ou si quelqu'u nisé à dire

360. Le pant de ter la neige ou un délai dé

> S'il y a re ouvrage au: le plus cou Le coût e

cipale.

361. Loi confection, vis sa prop défaut quar ble au conse le cas des ti ver la glace faire, parfai direction de me ainsi de dues par la dite somme autre taxe o propriété ; à propos d'orc sée, en tout contre la pe

362. Les vernements tion et à l'en qu'ils occup imposée pou nelles à tels ciale s'il n'e limites es rues

rant sur min ou itement min on ropriété il.

ur tout lique, à trottoirs parties

tenir ces ux frais devant

des difsidérées

cité, et téressés, t pertes

atretien, cet objet

narge la en tout rsonnes, qualité, dans les

réparer t effet, le nent ils ent et de doit être

358. Aueune personne ne peut faire de trottoir devant Instructions sa propriété sans suivre les directions de l'inspecteur de nécessaires pour la consla cité d'après le statut qui régle comment et de quelle truction des manière tel trottoir doit être fait.

A défaut le conseil peut faire défaire et refaire tel trot-Régulariss. toir s'il y a lieu d'obvier à des irrégularités nuisibles.

tion des trot-

359. Le conseil régle et peut changer l'alignement, la Niveau des hauteur ou le niveau des trottoirs de la cité, pourvu que trottoirs. si quelqu'un en souffre des dommages réels, il soit indemnisé à dire d'arbitres.

360. Le conseil peut obliger tout propriétaire ou occu- Enlèvement pant de terrains d'enlever en tout ou en partie la glace, de la neige la neige ou l'eau sur les trottoirs longeant tels terrains sous toirs. un délai déterminé et de la manière que le conseil indique.

S'il y a refus ou négligence, le conseil peut faire faire cet Refus de le ouvrage aux dépens de ceux qui y sont obligés et cela sous faire

le plus court délai possible.

Le coût en est chargé à iceux et est une redevance muni-Coût. cipale.

361. Lorsqu'une personne obligée par règlement à la Enlèvement confection, l'entretien et le nettoyage d'un trottoir vis-à- de la neige vis sa propriété, sur une rue ou partie de rue, est en ration, après défaut quant à l'exécution des travaux requis, il est loisible au conseil ou comité, après un avis de trois jours dans le cas des trottoirs et de trois heures s'il s'agit d'enlever la glace, la neige ou l'eau, donné à telle personne, de faire, parfaire tous tels travanx sous la surveillance et la direction de l'officier de voirie, et de faire porter la somme ainsi dépensée au compte des taxes et cotisations dues par la personne obligée à ces travaux, afin que la dite somme soit prélevée et perçue ensemble avec toute autre taxe ou redevance foncière imposée sur la même propriété; à moins toutefois que le conseil ne trouve à propos d'ordonner le recouvrement de la somme dépensée, en tout cas particulier, par une poursuite judiciaire contre la personne en défaut.

362. Les occupants de terrains appartenant aux gou-occupants des vernements fédéral ou provincial sont tenus à la confec-terrais de Sa tion et à l'entretien des trottoirs devant les propriétés ges personnelqu'ils occupent, ou à toute taxe, répartition ou cotisation lement aux imposée pour tole de la toute taxe, répartition ou cotisation frottoirs, etc. imposée pour tels travaux, comme étant des taxes personnelles à tels occupants, autorisé par cette disposition spéciale s'il n'en est d'autre applicable.

60-MARCHÉS PUBLICS.

363. Le conseil peut, par règlement :

Eriger, changer, agrandir, abolir, ou entretenir les mar-Erection, etc., chés publics actuels, ou ceux qui seront établis par la des marchés. suite, et leurs emplacements.

Louage des étaux.

364. Régler le louage des étaux et autres places qui s'y trouvent ou qui sont autour des marchés.

Vente des denrées.

365. Régler ou empêcher la vente ou l'exposition en vente de toute espèce d'objets ou de denrées, ou certains articles en particulier.

Pesées publiques.

366. Etablir et entretenir des pesées publiques et en percevoir le revenu.

Droits sur les voitures, etc., contenant vendre, etc.,

367 Imposer des droits sur les wagons, charrettes, traineaux, (sleighs,) bateaux, canots et voitures de toute des denrées à espèce, dans lesquels des objets doivent être livrés, vendues ou exposés en vente sur un marché public, ou dans une rue, ou sur les quais dans les cours à bois ou sur la grève dans la cité ; et aussi établir la manière dont les effets ou les dites voitures doivent être placées pour cet objet sur les marchés.

Voitures sur les marchés.

368. Imposer des droits sur toutes voitures dans lesquelles sont exposés des articles à vendre ou qui prennent place sur les dits marchés, et établir la manière dont les dits droits doivent être perçus.

Prohibition de la vente de denrées ailleurs que sur les marchés.

369. Empêcher toute personne qui apporte des denrées, bois, matériaux, ou tout autre article, dans la cité, de les vendre ou exposer ailleurs que sur les marchés; et obliger tous tels vendeurs à payer les taux, octrois, droits et licences imposés pour les vendre ailleurs.

Regrattiers.

370. Restreindre et régler le commerce des regrattiers et des personnes qui achètent pour revendre les articles apportés dans la cité, et leur imposer des droits et taxes pour exercer tel commerce, par licence ou autrement.

Mode de vendre les denrées

371. Déterminer de quelle manière les denrées, ou tous autres articles doivent être vendus et livrés, par la quantité, le volume ou le poids; et obliger toutes personnes à observer dans ces matières les règlements qu'il parat utile au conseil d'établir dans la suite.

372. Imposer des taux, droits ou charges et des licen-PHON.

ces à toute sur les ma ou sur les

1889.

En un des marché merce, prodans la cit le Saint-La

373. Ré construction grains, cha des étrange

374. Dé des personi des marché conférer le des denrées la mesure. il doit être

375. Le pouvoir et : le but d'y r marchés du provisions of pour être ve

376. Le les boulang vice.

377. II du pain ve voir à l'exa vente, et po exposé en v pain trop lé ciers ou per gers ou au du pain, da faire tout at le bien, la s but ou pour

378. Cor par eux. de: 1889.

ces à toute personne qui vend dans les rues ou chemins, sur les marchés de la corporation, ou leurs emplacements ou sur les quais ou grèves;

En un mot, déterminer ce qui concerne la régie Règle des des marchés publics et la vente de tous effets de com-marchés. merce, produits de fermes et tous autres objets de traffic dans la cité et en dehors sur la rivière Richelieu et sur le Saint-Laurent d'après la délimitation déjà établie.

- 373. Régler la pesée et le mesurage de tout bois de Pesée et construction, bois de sciage, bois de corde, charbon, sel, mesurage. grains, chaux et foin apportés ou vendus dans la cité par des étrangers ou des personnes y résidant.
- 374. Déterminer et définir les devoirs et les pouvoirs surveillance des personnes employées à la surveillance des pesées ou des pesées des des marchés publics dans toute l'étendue de la cité, et marchés, conférer le pouvoir à ces officiers d'opérer la confiscation des denrées, articles et produits, en cas de fraude quant à la mesure, le poids ou là qualité, et régler la manière dont il doit être disposé des confiscations faites.
- 375. Les clercs de marchés dans la cité ont plein pouvoirs des pouvoir et autorité d'entrer dans les cours et ruelles, dans clercs de le but d'y recouvrer et percevoir les redevances ou taxes de marchés dues sur le bétail ou sur les grains, denrées provisions ou autres articles ou objets apportés à la cité pour être vendus ou livrés.

70. - VENTE DU PAIN.

- **376.** Le conseil peut faire des règlements concernant Boulangers, les boulangers dans la cité, et les personnes à leur service.
- 377. Il peut régler la vente, la qualité et le poids vente du du pain vendu ou exposé en vente dans la cité; pour-pain. voir à l'examen et à la pesée de tout pain exposé en vente, et pourvoir à la saisie et confiscation du pain ainsi exposé en vente contrairement aux dits règlements, ou du pain trop léger ou malsain; et à cet effet, autoriser des officiers ou personnes à entrer dans les boutiques de boulangers ou autres endroits, et à arrêter les voitures portant du pain, dans le but de l'examiner et de le peser, et de faire tout autre acte nécessaire ou jugé avantageux pour le bien, la santé et la sûreté publiques, pour atteindre tel but ou pour faire exécuter tels règlements.
- 378. Contraindre les boulangers à marquer le pain, tait Marque du par eux. des initiales de leurs noms respectifs.

es marpar la

ion en ertains

es qui

s et en

rrettes, e toute s, venou dans a sur la es effets bjet sur

nns lesi prenère dont

es dencité, de hés; et s, droits

articles et taxes ent.

ou tous a quanersonnes l parait

s licen-

80.--SANTÉ PUBLIQUE.

Maladies contagieuses.

Chap. 80.

379. Le conseil peut, par règlement, prescrire les mesures propres à garantir les habitants de la cité contre les maladies contagieuses ou pestilentielles, ou à diminuer le danger ou les effets de ces maladies.

Bureaux de santé. **380.** Etablir un ou plusieurs bureaux de santé, nommer des officiers de santé, et conférer à ces bureaux tous les priviléges, pouvoirs et autorité nécessaires pour remplir les devoirs qui lui sont attribués, ou pour acquérir toutes informations utiles sur la marche ou les effets généraux de toutes maladies contagieuses, ou pour faire des règlements que ces bureaux de santé jugent nécessaires pour préserver les citoyens de la cité de l'invasion de toute maladie contagieuse, ou pour en diminuer les effets ou la danger.

Visite aux maisons, rela tivement à la santé publique.

381. Autoriser ces officiers de santé à visiter et à examiner toute maison, tout terrain, ou toutes prémisses quelconques, afin de faire observer les règlements et dispositions concernant la santé publique et la propreté dans la cité, et pour punir quiconque suscite ou aide à susciter à tels officiers de santé, quelque empêchement, opposition ou obstruction dans l'exercice de leurs devoirs.

90.—Fossés et cours d'eau.

Egouttement des eaux.

382. Faire ouvrir, creuser, élargir, couvrir et entretenir ou changer le cours de tout fossé nécessaire à l'égouttement, de tout fossé de ligne, de tout fossé mitoyen, ou tout cours d'eau situé dans la cité ou hors de ses limites, selon que le conseil le juge utile; déterminer le temps et la manière de faire ces travaux, ainsi que les personnes de la cité par lesquelles et aux frais desquelles ils doivent être exécutés.

Prélèvement des frais d'égouttement. 383. Prélever, si les travaux doivent être faits aux frais communs des intéressés, sur les propriétaires des terrains situés dans la cité et en dehors de ses limites, et égouttés par le conduit, fossé ou cours d'eau, les sommes requises pour ces travaux d'après la valeur estimée de ces terrains, ou d'après la longueur du fossé ou cours d'eau sur ces terrains, et régler le mode de percevoir les taxes ainsi imposées.

Pénalités pour obstruction aux fossés, etc.

384. Infliger des pénalités à quiconque obstrue, dérange, ou permet d'obstruer ou de déranger les fossés ou cours d'eau, ou refuse de faire ou de laisser faire les travaux

exécutés pa terrains pu

385. Mo période dét fossés ou co

386. Pr niers suffisségouts com tion de rue par le cons sur le parce ces égouts ed dix par cer autres.

387. Décoût des tratous propriédes frais à 1 pour que égouts compropriétaire pour le dracommuns.

388. Au priétaires o dans et pou licence annu gouverne de

389. Fai pour leurs s des prix plu quiconque l de le payer

390. Con corder ses se fixé.

391. Régl jeu dans la maisons de j d'aucune esp s me-

dimi-

nom-

us les mplir

quérir

géné-

 $_{
m e}$ $_{
m des}$

saires

toute

ou la

exécutés par l'inspecteur, en vertu des règlements sur tous terrains publics ou privés.

385. Mettre, aux frais de la corporation, pour une travaux de période déterminée ou indéterminée, tous les travaux des construction fossés ou cours d'eau.

386. Prélever, par voie de répartition spéciale, des de-Perceptiondes niers suffisants pour faire ou réparer un ou plusieurs frais de réparegouts communs, dans toute rue ou partie de rue, sec-égouts tion de rue, place publique ou section spéciale déterminées par le conseil, sur tous les propriétaires des terrains situés sur le parcours de ces égouts ; régler la mauière de faire ces égouts et déterminer le mode d'en percevoir le coût, plus dix par cent pour frais de perception, surveillance, et autres.

387. Décréter, par règlements, le recouvrement du Recouvrecoût des travaux de cours d'eau; faire désigner et cotiser des travaux
tous propriétaires de terrains assujétis aux paiements de cours
des frais à répartir; ordonner la confection de travaux
pour que d'anciens cours d'eau soient utilisés comme
égouts communs, et fixer les sommes à répartir entre les
propriétaires intéressés faisant usage de ces ouvrages
pour le drainage de leurs terrains ou comme égouts
communs.

100. -- CHARRETIERS.

388. Autoriser l'octroi de licences aux charretiers, pro-Octroi des priétaires ou conducteurs de voitures publiques de louage licences aux dans et pour la cité, obliger ces personnes à prendre une licence annuelle, et régler tout ce qui concerne la meilleure gouverne des charretiers et de leurs voitures de louage.

389. Faire un tarif des prix payables aux charretiers Tarif des prix pour leurs services ; forcer ces derniers à ne pas exiger charretiers. des prix plus élevés que ceux fixés par le tarif, et punir quiconque loue, engage ou emploie un charretier, et refuse de le payer d'après le tarif.

390. Contraindre tout charretier muni de licence d'ac-Services de corder ses services à quiconque les lui d mande au tarif requis, fixé.

110, -- DÉCENCE ET BONNES MŒURS.

391. Réglementer, restreindre et défendre toute espèce de Restriction jeu dans la cité, et empêcher qu'il ne soit tenu des de jeux, etc. maisons de jeu, des tripots, ou des maisons de débauche d'aucune espèce dans la cité.

à examisses et disé dans ide à ement, evoirs,

entreire à
é miors de
termii que
s des-

x frais errains outtés equises rrains, ees terimpo-

dérancours Restriction des jeux de cartes, etc. 392. Réglementer, empêcher et restreindre tous jeux de cartes, jeux de dés ou autres jeux de hasard, avec ou sans pari, dans tout hôtel, restaurant, auberge ou boutique sous licence ou non dans la cité.

Punition dans les cas cidessus.

393. Arrêter sur le champ et punir les personnes qui y sont trouvées pendant qu'elles jouent aux cartes, aux dés ou aux autres jeux de hasard.

Répression des vagabonds, etc. 394. Réprimer et punir les vagabonds, les mendiants, les prostituées et les personnes de réglées.

Suppression des maisons de prostitution. 395. Supprimer et fermer toute maison de prostitution ou mal-famée, en arrêter et punir les habitués et les occupants.

Prohibition des cirques, etc.

396. Prohiber les cirques, théâtres, spectacles, exhibitions ou autres représentations publiques; les régler et les permettre sur licence aux conditions jugées convenables, et prohiber toute représentation ou exhibition tendant à compromettre la sûreté ou la morale publique, ce dont le conseil est juge, ou à son défaut le maire de la cité.

Prohibition des courses à certains jours.

397. Empêcher, les jours de dimanche et de fêtes d'obligation, les courses et tout autre exercice de chevaux, sur tout champ de course ou endroit quelconque dans les limites de la cité et dans l'étendue de sa juridiction sur le fleuve Saint-Laurent et la rivière Richelieu.

Fermeture des magasins le dimanche.

398. Contraindre la fermeture, le dimanche, de tous magasins ou boutiques et des établissements de photographes et de barbiers, pendant toute la journée.

Prohibition des batailles de coqs, etc.

399. Empêcher les batailles de coqs et de chiens et tout autre amusement cruel, et punir quiconque y prend part ou y assiste dans les limites de la cité et en dehors, dans l'étendue de sa juridiction sur le fleuve Saint-Laurent et sur la rivière Richelieu.

Prohibition des bains publics.

400. Empêcher les personnes de se baigner ou de se laver dans des eaux publiques, ou en plein air, près des chemins ou places publiques.

120.—NUISANCES PUBLIQUES.

Nettoyage des écuries, 401. Le conseil peut, par règlement :

Contraindre les propriétaires ou occupants de maisons à nettoyer leurs écuries, étables, porcheries, appentis, latrines, et les cours qui dépendent de ces édifices, régler le temps et constamme

1889.

402. Ob magasins égouts, ou et à les ass

403. Rédes cochon

404. Conterrain dan à égoutter n'en soient mise.

aucun reprrefuse ou nordonner l'frais de la cet la somme sur ce terra

dans et sur dans l'étend émanant de huile de c fabrication chemins et sur le point le mode de

Imposer pour toute

130.-

ler et payer les devoirs tables, pou l'observation sur le fleuy limites de l

408. Tou

le temps et la manière de les égoutter et de les maintenir constamment en état de propreté.

- **402.** Obliger les propriétaires ou les occupants de tous Nettoyage des magasins d'épiceries, caves, manufactures, tanneries, lieux malégouts, ou autres lieux malsains et fétides, à les nettoyer et à les assainir.
- 403. Réglementer ou prohiber l'élevage et l'engrais Elevage des cochons dans les limites de la cité.
- 404. Contraindre tout propriétaire ou occupant de Egouttement terrain dans la cité, sur lequel il y a des eaux stagnantes, des terrains à égoutter ou élever ce terrain, de manière que les voisins n'en soient pas incommodés, ni la santé publique compromise.
- **405.** Si le propriétaire de tel terrain est inconnu et n'a Egouttement aucun représentant dans la cité, s'il est trop pauvre, s'il par la corporefuse ou néglige de l'égoutter ou l'élever, le conseil peut propriétaires ordonner l'égouttement ou l'élévation de ce terrain aux sont pauvres, frais de la corporation, sauf recou 3 contre le propriétaire; et la somme ainsi dépensée constitue une taxe privilégiée sur ce terrain.
- 406. Empêcher de déposer ou de laisser dans la cité ou Dépôt de dans et sur le fleuve St-Laurent et la rivière Richelieu, substances dans l'étendue de sa juridiction, des substances ou matières dans les émanant des gaz ou odeurs infectes, telles que corps morts, rivières huile de charbon, superphosphate de chaux en état de fabrication, contenus de latrines, saletés de cours ou de chemins et toutes autres nuisances, ainsi que tout objet sur le point ou susceptible de devenir insalubre, et régler le mode de faire ces dépôts;

Imposer une pénalité de pas plus de cinquante piastres Pénalité, pour toute infraction à ce règlement.

130. - MAINTIEN DE LA PAIX. - EXÉCUTION DES RÈGLEMENTS-

- 407. Le conseil peut créer, régler, armer, loger, habil-Force de ler et payer une force de police dans la cité et déterminer police. les devoirs des officiers et des hommes de police ou constables, pour le maintien de la paix et du bon ordre et l'observation des règlements municipaux dans la cité et sur le fleuve St-Laurent et la rivière Richelieu dans les limites de la juridiction du conseil.
- 408. Tous les constables ont les pouvoirs nécessaires Pouvoirs des pour l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés constables.

iants,

VICT.

ux de

sans tique

onnes

artes,

ution occu-

s, exrégler onveoition lique, de la

l'oblit, sur ns les n sur

e tous photo-

ns et prend ehors, :-Lau-

de se s des

aisons is, larégler dans les limites de la cité et en dehors sur tous quais, ponts, sur la glace et sur les eaux, dans une embarcation ou vaisseau sur le fleuve St-Laurent et sur la rivière Richelieu, dans les limites de la juridiction du conseil.

Extension de pouvoirs sur tout le district de Richelieu. 409. Les pouvoirs des constables de police s'étendent à tout le district de Richelieu; mais ils ne peuvent agir en dehors des limites de la cité qu'avec l'autorisation écrite du maire ou par l'ordre de la cour du recorder.

Amendes pour désobéissance. 410. Tout constable, ou agent, ou officier de police qui se rend coupable de désobéissance, d'insurbordination, d'ivresse, négligence, mauvaise conduite, d'abus de pouvoir, de partialité ou de malversation dans l'exercice des devoirs qui lui sont imposés par la loi, encourt, sur conviction de telle offense, devant un magistrat ou devant la cour du recorder, une amende n'excédant pas quarante piastres.

Destitution des constables.

Effet d'icelle.

411. Le maire ou le conseil peut suspendre ou destituer de sa charge tout constable coupable comme susdit.

Tout officier de police ou constable ainsi destitué ne peut servir à l'avenir dans la police.

Arrestation à

412. Tous les constables ont le pouvoir d'arrèter à vue et sans mandat toute personne qu'ils trouvent troublant la paix publique ou qu'ils trouvent gisant, errant ou flanant de nuit ou de jour dans un chemin, un champ, une cour ou autre lieu, logée ou sommeillant dans une grange, un appentis ou autres bâtisses non occupées, ou sous une tente, charrette ou autres véhicule et ne donnant pas un compte satisfaisant d'elle-même; ainsi que toute personne ivre, criant, jurant ou causant du tumulte dans les rues ou chemins publics, quais, ponts ou sur toute partie du fleuve St-Laurent et de la rivière Richelieu, ou dans une embarcation sur le fleuve Saint-Laurent ou sur la rivière Richelieu dans les limites de la cité, pareillement, toute personne enfreignant ou conseillont, aidant ou encourageant qui que ce soit à enfreindre toute loi fédérale ou provinciale ou tout règlement de

Arrestation à vue sur information.

Ils peuvent aussi arrêter à vue et sans mandat toute telle personne immédiatement après la commission de l'offense, sur bonne et satisfaisante information donnée quant à la nature de l'offense.

Arrestation meme en dehors de la cité, dans certains cas. 413. Ils ont le pouvoir et l'autorité d'arrêter, même en dehors des limites de la cité, toute personne qui enfreint quelque loi fédérale ou provinciale, ou quelque règlement de la cité, ou qui a conseillé, aidé ou encouragé

414. To magasins,

qui que c

magasins, suspectes dans les l sonne peu pour de 1 qu'on y a été volé, constable e sous garde

duire dans pour la ver mentées, prégissent sans mand ces maison

416. Le signifier to tous mand et l'emprise pour exam d'arrestatio ou la violatout règlen

417. Les signifier les conformém et ils doive serment d'ocial à cet e

418. To maire, ou pa lui-même, o toutes perse tions d'un : en est ainsi devant un loi.

419. Il e individuell toutes perso

qui que ce soit à enfreindre les dites lois fédérales ou provinciales ou règlements.

414. Tout constable peut s'introduire dans les maisons, introduction magasins, épiceries, boutiques, auberges ou autres maisons des constatables et dans toute cour ou dans tous autres lieux, les maisons dans les limites de la cité, dans lesquels quelque per-suspectes, sonne peut raisonnablement être soupçonnée se trouver pour de mauvais motifs ou lorsqu'il y a lieu de croire qu'on y a caché ou qu'on y recèle quelque chose qui a été volé, et si une personne y est découverte, le dit constable doit l'arrêter à vue et sans mandat et la retenir sous garde.

415. Tout constable a aussi le pouvoir de s'intro-introduction duire dans les auberges, hôtels, et magasins sans licence des constables pour la vente de liqueurs spiritueuses, vineuses ou fer-auberges, etc. mentées, pour constater si les lois et les règlements qui régissent ces maisons sont observés, et d'arrêter à vue et sans mandat toute personne qu'il pourrait trouver dans ces maisons en violation des lois et règlements.

416. Les constables ont le pouvoir et l'autorité de significations signifier toutes sommations, tous subpœnas, et d'exécuter que peuvent tous mandats et autres procédures pour l'appréhension faire les conste l'emprisonnement des personnes accusées ou détenues pour examen préliminaire ou arrêtées en vertu d'un bref d'arrestation pour la commission de tout crime ou délit, ou la violation de toute loi fédérale ou provinciale, ou de tout règlement de la cité.

417. Les constables ont le pouvoir et l'autorité de signification signifier les avis spéciaux, et de publier les avis publies et publica-conformément aux diverses dispositions de cette loi municipaux. et ils doivent certifier l'exactitude de ces actes sous leur serment d'office sans être tenus de prêter un serment spécial à cet effet.

418. Tout constable est tenu, s'il en est requis par le Arrestation maire, ou par un autre membre du conseil, ou par le conseil à vue des lui-même, d'appréhender et d'arrèter à vue, sans mandat, tons aux toutes personnes trouvées en contravention aux disposi-règlements, tions d'un règlement du conseil comportant l'amende, s'il en est ainsi ordonné par le règlement, et de les conduire devant un juge de paix pour y être traitées suivant la loi.

419. Il est permis à chacun des membres du conseil Arrestations individuellement d'ordonner l'arrestation immédiate de sur l'ordre toutes personnes ivres, ou d'une conduite déréglée et per-du conseil

ce qui nation, poue des

ant la

arante

quais, cation

rivière

ndent

gir en

écrite

seil.

stituer . ué ne

d'arrètrouuvent n chesomâtisses véhinême;

usant ponts rivière Saintde la onseil-

toute ission

eindre

même e qui aelque ouragé Chap. 80.

individue Richelieu

1889.

424. T vertu de c la prison détention jusqu'à c maire ou ainsi arrê reconnais maire, de

> 425. L sont tenu qu'elles so nes confié membres' du record ou constal

jour fixé

426. L un endroi poraire de police et h sur les per rution, po donné lier

427. L movens co l'éducation aux indus propriétain ci-après én

428. St faire tenir cité et en un lieu co concours, développer prix, soit a

429. Su chemins de

turbatrice, qu'il trouve troublant la tranquilité dans les limites de la cité et dans les limites prescrites aux articles 22, 33, 408 et 409 sur le fleuve St-Laurent et la rivière Richelieu, et de faire enfermer ces personnes dans la prison commune du district, ou autre lieu de détention, afin qu'elles soient tenues en sûreté, jusqu'à ce qu'elles puissent être conduites devant le maire ou un juge de paix pour être traitées suivant la loi.

Pénalité pour résistance, etc., aux constables.

420. Toute personne qui assaille ou bat un constable de la cité dans l'exécution de son devoir et lui résiste avec violence, ou qui aide ou excite une autre personne à assaillir, battre un constable, ou à lui résister avec violence, sur conviction du fait devant le maire ou un juge de paix, ou le recorder, est passible d'une amende de quatre à quarante piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois de calendrier, nonobstant toutes dispositions de cette loi à ce contraires.

Il est loisible au conseil ou à ce constable de procéder, si le cas est grave, par voie d'indictement, con re le délinquant, mais un seul recours judiciaire est exercé.

Arrestation pour refus de payer les charretiers.

Voie d'indic-

tement dans

certains cas.

421. Tout constable peut, de jour ou de nuit, arrêter à vue toute personne contrevenant aux règlements de la cité, en refusant de payer le loyer d'une voiture de charretier muni de licence, et de la conduire immédiatement devant un membre du conseil, ou devant un magistrat, si c'est de jour, ou de livrer cette personne au gardien de la prison ou tout autre lieu de détention, si c'est la nuit, pour ètre traitée suivant la loi.

Introduction dans les maisons pour constater si les règlements sont exécutés.

422. Sur un ordre du conseil, du maire ou du recorder, tout constable peut visiter et examiner, à toute heure du jour ou de la nuit, toute propriété mobilière ou immobilière, l'intérieur ou l'extérieur de toute cour, maison, édifice quelconque, ainsi que visiter l'intérieur de tous bateaux ou bâtiments qui se trouvent dans les limites de la juridiction du conseil sur le fleuve St-Laurent, ou sur la rivière Richelieu pour constater si les règlements du conseil y sont exécutés, ou pour y appréhender quelqu'un.

Devoirs du propriétaire de maisons dans ce cas.

Les propriétaires ou occupants de telles propriétés mobilières ou immobilières sont tenus de recevoir et tolérer tel constable, sous peine d'une amende n'excédant pas quarante piastres.

Obéissance aux ordres du conseil.

423. Tous les constables doivent obéir aux ordres légitimes qu'ils reçoivent du conseil, de chacun de ses membres

75

dans
ux artirivière
prison
a, afin
s puise paix

consi résisautre résister aire ou mende tement toutes

éder, si délin-

rêter à la cité, chartement trat, si n de la it, pour

recortoute
ère ou
r, maieur de
limites
aurent,
règlehender

s mobiérer tel s qua-

es légiembres individuellement, ou de tout juge de paix du district de Richelieu.

- 424. Toutes les personnes sommairement arrêtées en Emprisonnevertu de cette loi doivent être immédiatement conduites à ment des la prison commune du district de Richelieu, ou au lieu de arrêtées. détention établi dans la cité, pour y être gardées en sûreté jusqu'à ce qu'elles puissent être conduites devant le maire ou un ou deux juges de paix; mais les personnes Elargisseainsi arrêtées peuvent donner un cautionnement ou une ment sur caureconnaissance suffisante, à être prise ou reçue par le maire, de leur comparution, et doivent comparaître au jour fixé devant le maire ou les juges de paix.
- 425. Le shérif et le geôlier du district de Richelieu Devoir du sont tenus de recevoir et garder en sûreté, jusqu'à ce geôlier, etc., qu'elles soient dûment élargies suivant la loi, toutes personnes confiées à leur garde par le conseil, ou par un de ses membres ou un officier d'après son autorité, ou sur mandat du recorder, ou sur arrestation par un homme de police ou constable.
- 426. Le conseil peut ériger une bâtisse ou se procurer Lieux de un endroit propice pour servir de lieu de détention tem-détention poraire des délinquants arrêtés par les constables de temporaire police et hommes du guet ; régler la surveillance à exercer sur les personnes détenues, jusqu'au temps de leur comparution, pour répondre des délits ou contraventions ayant donné lieu à l'arrestation et à la détention.

140.—SUBVENTIONS.

- 427. Le conseil peut accorder des subventions par tous Subventions moyens convenables, à l'agriculture, à l'horticulture, à aux sociétés l'éducation, aux hôpitaux, aux sciences, aux arts et métiers, etc. aux industries, aux chemins de fer, aux compagnies ou propriétaires de bateaux à vapeur ; sauf les restrictions ci-après énoncées.
- 428. Subventionner la société d'agriculture du comté; Subventions faire tenir les expositions ou concours agricoles dans la d'agriculture, cité et en supporter les frais en tout ou en partie; établir etc. un lieu convenable pour la tenue de ces expositions ou concours, et aider de la meilleure manière possible au développement de l'agriculture, soit en accordant des prix; soit autrement.
- 429. Subventionner une ou plusieurs compagnies de Subventions chemins de fer, dont les lignes ferrées seraient avanta- de fer.

52 VICT.

geuses pour le public voyageur, pour le transport du fret et favorables au progrès de la cité à des conditions acceptables.

Subventions aux lignes de bâteaux.

Chap. 80.

430. Subventionner des lignes de bateaux, à la condition que les taux et le nombre des trajets soient approuvés par le conseil, afin de fayorier les communications entre la cité et les localités environnentes sur le fleuve Saint-Laurent et la rivière Richelieu et afin de faciliter l'accès aux marchés.

Aide à l'entretien des chemins conduisant à la

431. Aider à la construction, aux réparations ou à l'entretien d'un chemin conduisant à la cité. d'un pont ou d'un ouvrage public sous la direction du gouvernement provincial ou fédéral, ou de la corporation d'une autre municipalité, ou d'une compagnie de chemin de fer.

Aide à l'entretien des ponts, etc.

432. Aider à l'établissement, à la réparation ou à l'entretien de ponts, chaussées, jetées, quais, chemins macadamisés ou pavés, chemins de fer ou autres ouvrages publics situés en tout ou en partie dans la cité ou les environs.

Aide aux industries, etc.

433. Aider une ou plusieurs personnes, une ou plusieurs compagnies commerciales ou à fonds social, fondées ou projetées, qui excercent ou se proposent d'excercer une industrie, un métier ou une exploitation quelconque, dans la cité.

Prix de compriété occupée pour cette fin.

434. Le conseil peut convenir de gré à gré, avec toute mutation de personne, association, société ou compagnie ayant établiou se proposant d'établir quelque industrie ou exploitation concernant des manufactures, d'accorder une certaine somme payable annuellement, pendant l'espace de pas plus de dix ans, comme prix de la commutation de toutes cotisations sur les propriétés occupées pour l'usage de cette industrie, ainsi que sur l'industrie même.

Exemption de taxes dans le même but.

Il peut aussi, dans la vue d'encourager cette industrie ou exploitation, exempter les dites propriétés et la dite industrie de toutes cotisations pendant une période de temps n'excédant pas dix années.

Exemption de taxes en faveur des manufactures. ete.

435. Le conseil peut, par règlement, exempter de taxes municipales, en tout ou en partie, pour une période n'excédant pas vingt ans, toute industrie, négoce, manufacture ou fabrique devant être établis dans les limites de la cité, ainsi que le terrain et les immeubles employés pour l'usage de ces industrie, négoce, manufacture ou fabrique.

Certaines taxes non comprises.

Aucune exemption ne peut s'étendre aux travaux à faire ou aux répartitions pour les travaux aux cours d'eau, égouts, fossés de ligne, clôtures, chemins de front ou rues.

436. Le co suffisante pou de musique, instruments.

Il peut fai règles jugées conserver et instances léga

437. Les s Atre faites:

1º En pren or en obliga compagnies fo subvention:

2º En donn immobilières d'intérêt, ou p tissement, à te vernement féd

3º En garar me d'argent e ou par les dita

438. Quan vertu des prés thécaires ou conditions co effet.

439. Tout comprendre le spéciale sur t fonds d'amort excéder cinq p

440. Les re 433 inclusivem l'aide à donner la subvention

441. Les res a 433 inclusive · mois après leu: si, pendant ce à moins qu'il n eux-momes.

ort du ditions

VICT.

condirouvés s entre Saintl'accès

à l'enont ou nement e autre er.

à l'ennacadapublics rons.

ou plucondées cer une conque,

c toute tabliou pitation ertaine pas plus es cotile cette

dustrie la dite iode de

le taxes

le n'exanufaces de la és pour brique à faire d'eau, ou rues. 486. Le conseil peut voter annuellement une somme Entretiend'un suffisante pour former, entretenir et maintenir un corps corps de mude musique, pourvu que le conseil soit propriétaire des instruments.

Il peut faire toutes conventions et même statuer les Règles y relarègles jugées nécessaires au maintien du dit corps et tives. conserver et protéger son droit de propriété par toutes instances légales.

437. Les subventions (i-dessus mentionnées peuvent Mode de faire être faites:

10 En prepart, en souscrirent et au les subventions cl-des-

1º En prenant, en souscrivant et en payant en argent sus. ot en obligations (débentures) de la cité, des actions des compagnies formées ou projetées et qui sont l'objet de la subvention;

2" En donnant ou en prétant de l'argent, des propriétés immobilières ou des obligations de la cité portant coupons d'intérêt, ou portant ensemble l'intérêt et le fonds d'amortissement, à telles personnes ou compagnies, ou aux gouvernement fédéral ou provincial:

3º En garantissant, par endos ou autrement, toute somme d'argent empruntée par ces personnes ou compagnies

ou par les dits gouvernements.

438. Quand le conseil accorde une subvention en Garantie d'acvertu des présentes, il peut recevoir des garanties hypo-complisse. thécaires ou autres pour assurer l'accomplissement des dition, s'il y a conditions contenues dans les règlements adoptés à cet subvention. effet.

439. Tout règlement passé en vertu de cette loi peut reception de comprendre le prélèvement et la perception d'une taxe taxes spésspéciale sur tous les biens imposables pour couvrir le mettr règle fonds d'amortissement, ainsi que l'intérêt, qui ne peut ments effet. excéder cinq par cent.

440. Les règlements faits en vertu des articles 427 à Nature de 433 inclusivement et 437, doiven léterminer la nature de l'aide détermil'aide à donner et les conditions sous le quelles l'aide ou règlement. la subvention est accordée.

441. Les règlements faits en vertu des articles 427, 429 Durée en via 433 inclusivement et 437, sont en vigueur pendant douze gueur des mois après leur passation définitive; ils deviennent nuls i, pendant ce temps, les intéressés ne s'en sont prévalus, à moins qu'il ne soit autrement pourvu par les règlements eux-mêmes.

Règlements èlecteurs.

Chap. 80.

'442. Tout règlement passé par le conseil en vertud probation des articles 427 à 438 inclusivement, et 487, quand la some accordée, prêtée on à garantir, excède en capital, mil piastres, doit, avant de recevoir la sanction définitive conseil, être soumis à l'approbation des électeurs mun cipaux propriétaires de la cité en assemblée général dans les trente jours de sa passation par le conseil.

Défaut de se prévaloir de la subvention

443. Si, à l'expiration de six mois de la passation défin tive des règlements accordant des subventions, les intére durant 6 mois. sés ne s'en sont pas prévalus, le conseil peut, sur le vo des trois quarts des membres réunis en séance spéciale, donner le bénéfice à une ou plusieurs autres personnes compagnies fondées ou projetées.

Recouvrement du prêt faute du remplissement de condition.

444. Dans le cas où ceux qui ont reçu une subvention quelconque de la cité, ne rempliraient pas ou cesseraie de remplir les conditions et garanties stipulées par le règle ment, le conseil peut recouvrer le montant du prêt de la subvention ainsi accordés ou leur valeur, par prin lége sur les meubles et immeubles des manufacture ou compagnies, comme dans le cas d'une taxe municipal et avec la même priorité, à moins qu'il ne renonce su cialement à ce privilége.

150.—INDEMNITÉS.—SECOURS.—RÉCOMPENSES.

Indemnité pour proprié-tés détruites gées par emeutlers. Prélèvement pour payer dommages.

445. Le conseil peut indemniser les personnes dont propriétés ont été détruites on endommagées, en tout ou endomma en partie, par des émeutiers ou des personnes réunies attroupement tumultueux, dans les limites de la cité.

> Le conseil est autorisé à prélever, en outre de toute au taxe, sur les biens imposables de la cité, le montant deniers que la corporation peut être tenue de payer po dommages causés par des émeutiers ou des personnes n

nies en attroupement tumultueux.

Poursuite contre la corporapayer.

A défaut de la part du conseil de payer dans les six me tion pour de ces dommages à dire d'arbitres, la corporation peut è faut de les poursuivie devant tout tribunal compétent, en recoun ment de ces dommages.

Assistance aux blessés dans les incendles.

446. Le conseil peut assister toute personne qui a re des blessures ou contracté des maladies en combattant incendie.

Récompenses aux actions méritoires dans les incendies.

447. Accorder des récompenses en argent ou de to autre manière, à quiconque fait une action méritoire de un incendie, ou se dévoue pour sauver la vie des pers nes en danger de se noyer, ou exposées à de graves an dents.

448. Pourvo nne qui périt evouant pour

449. Subven auvres résidan ité, de l'âge et nr vie, et les es ons pour l'eau

450. Etablir issements de d ons charitable cité.

451. Offrir et arrestation des s criminelles.

16o.

452. Le cons n ou liqueur s à des femmes.

453. Prohibe euses, alcoolio s conditions et

454. Détermi de quelle mai es permis ou li itres personnes somme pava i'en aucun cas kigible en verti

455. Empêch rminer sous nelle manière l ur du revenu x piastres ava

456. Règlem ersonnes venda useil le juge désordre le jo

457. Après la il a seul le d tats pour l'obt l vertuda la somm pital, mil linitive di eurs mun e général seil.

52 Via

tion défin les intérn ur le von spéciale, d rsonnes o

cesseraier cesseraier car le règle lu prêt a par prin ufacturier nunicipal nonce sp

nes dontle réunies la cité. toute au nontant d payer po sonnes ré

les six mo peut ên n recoum

qui a rer ibattant

u de tou ritoire da des perso graves acc 448. Pourvoir aux besoins de la famille de toute per-Aide aux fanne qui périt dans un incendie ou qui perd la vie en se milles dont un évouant pour sauver celle de ses semblables.

"The same of the same of th

- 449. Subvenir au soutien ou à l'aide des personnes Soutien des auvres résidant dans la cité, et qui, à raison de l'infir-pauvres. ité, de l'âge et d'autres causes, sont incapables de gagner ur vie, et les exempter du paiement des taxes et contribuons pour l'eau.
- 450. Etablir et administrer des maisons ou autres éta-Etablissement lissements de charité ou de refuge ; et aider aux institu- de maisons de charité. charité. cité.
- 451. Offrir et donner des primes pour la découverte et Primes pour arrestation des personnes qui ont commis des offen-des criminels.

160.—PERMIS POUR LA VENTE DES LIQUEURS.

- 452. Le conseil peut empêcher la vente de toute bois-Prohibition de n ou liqueur spiritueuse, alcoolique, vineuse ou enivrande la vente des bolssons enlates aux enfants, apprentis ou domestiques.
- 453. Prohiber la vente des liqueurs spiritueuses, vi-Restriction de euses, alcooliques et enivrantes, ou la permettre, sous la vente d'icelles.
- 454. Déterminer sous quelles restrictions et conditions, règlementate de quelle manière le percepteur du revenu accorderation des conditions d'occes permis ou licences aux boutiquiers, aubergistes ou troi de licentres personnes pour vendre de telles liqueurs; et fixer ces par le personne payable pour chaque telle licence, pourvu revenu l'en aucun cas, cette somme ne soit pas moindre que celle rigible en vertu des lois ou règlements existants.
- 455. Empêcher tout transport de licence, et dé-Règlementarminer sous quelles restrictions ou conditions, et de tion du transnelle manière les transports seront acceptés par le percep-ces, ur du revenu en exigeant le paiement de pas moins de x piastres avant l'approbation du transport.
- 456. Règlementer les boutiquiers, aubergistes et autres Règlementaersonnes vendant des liqueurs en détail, suivant que le tion des aunseil le juge convenable, pour prévenir l'ivrognerie et berges, etc. désordre le jour et la nuit.
- 457. Après la mise en vigueur de la présente loi, le con-Octroi de liil a seul le droit d'accorder et de délivrer les certi-cences d'aucats pour l'obtention des licences d'auberges et mai-conseil.

sons d'entretien public et toute autre licence pour le débit des liqueurs spiritueuses, dans les limites de la cité; et ces certificats sont signés par le maire ou le secrétaire. trésorier de la cité et revêtus du sceau de la corporation.

Octroi de li-

458. Le conseil a le pouvoir d'octroyer des licences cences de 11-queurs de tem. pour maisons de tempérance, moyennant une somme annuelle de douze piastres au plus par licence.

170. — AUTRES MATIÈRES.

Vitesse des chevaux.

459. Le conseil peut empêcher que les chevaux soient conduits à une vitesse immodérée dans les rues, ou qu'ils passent sur les trottoirs, et régler la manière dont les chevaux seront laissés en repos, libres ou attachés dans les rues, cours ou remises ouvertes dans la cité.

Pénalité pour défaut de mettre des grelots en hiver.

Durant la saison d'hiver, quiconque conduit un cheval ou une bête de somme, soit monté soit attelé à une voiture, par les rues de la cité, sans que la monture ou l'attelage soit munie de grelots ou clochettes pour avertir du danger les piétons, est passible d'une amende d'au moins cinq piastres, outre les frais de poursuite, ou d'un emprisonnement n'excédant pas quinze jours à défaut du paiement immédiat de l'amende et des frais.

Prohibition des émeutes.

460. Empêcher les émeutes, troubles ou rassemblements déréglés et en punir les auteurs.

Assemblées publiques.

Aucune assemblée publique ne peut être convoquée ou tenue dans les limites de la juridiction du conseil sans l'assentiment du maire ou du conseil.

Entretien des

461. Régler et déterminer la manière dont les rues doirues, en aiver vent être entretenues durant la saison de l'hiver, par le conseil ou par des personnes y obligés.

Voitures et attelagea du-rant l'hiver.

462. Défendre l'usage des voitures d'hiver dans les rues de la cité, à moins que le cheval ou les chevaux ou autres bêtes de trait, lorsqu'ils ne sont pas attelés de front, ne soient attelés de manière que le patin gauche de la voiture suive la trace de tel cheval ou de tels chevaux ou autres bêtes de trait ; et régler en outre la longueur et la largeur des voitures dont les mêmes personnes peuvent faire usage sur ces chemins; et dans ce cas, il n'est permis à aucune personne de se servir et de faire usage de voitures d'hiver autres que celles ci-dessus mentionnées.

Droits sur les marchés.

463. Abolir, suspendre ou changer les taux et droits des marchés, et les réduire en certains cas seulement pour

favoriser la tures " doub bution de p servent cons leurs produi

464. Em cité, ou fixe la levée des à la présente religieuses e églises de la

465. Em beaux, sépul des morts.

466. Emp animaux des

467. Auto la cité, de tor en contraven

468. Fair la cité; cont pant à laisser sains, ainsi q

469. Défei à-vis la cité s Richelieu; la certaines rest glace peut êti

470. Régl engagés, jour mineurs, env maitres ou ma

471. Restr animaux de t les enclos pu pénalité enco

472. Prév à l'agricultur de disposition le débit ité; et crétaire oration,

2 VICT.

licences me an-

x soient u qu'ils ont les és dans

un cheà à une
ture ou
avertir
de d'au
ou d'un
faut du

lements

quée ou eil sans

ues doi-, par le

les rues
a autres
ont, ne
e la voiaux ou
ur et la
peuvent
il n'est

droits

usage

ention-

favoriser la mise en usage des voitures d'hiver dites voitures "doubles" ou "de travers;" et autoriser la distribution de primes aux cultivateurs ou fermiers, qui se servent constamment de ces voitures pour transporter leurs produits sur les marchés de la cité.

- 464. Empêcher les enterrements dans les limites de la Enterrements cité, ou fixer les lieux où ils peuvent se faire; forcer cité. la levée des corps qui auraient été enterrés contrairement à la présente disposition, excepté les corps des prêtres, des religieuses et des ministres protestants enterrés dans les églises de la cité.
- 465. Empêcher la profanation des cimetières, tom-Profanation beaux, sépulcres, monuments ou voûtes où sont inhumés etc. des morts.
- 466. Empêcher que l'on inflige aux chevaux ou autres Mauvais traitements cruels et barbares.

 Mauvais traitements aux animaux.
- **467.** Autoriser la confiscation, au profit des pauvres de Confiscations la cité, de tout article offert en vente, ou vendu ou livré au profit des en contravention aux règlements de la cité.
- 468. Faire numéroter les maisons et les terrains dans Numérotage la cité; contraindre tout propriétaire, locataire ou occu-des maisons. pant à laisser poser les numéros sur leurs maisons ou tersains, ainsi que le nom des rues et places publiques.
- 469. Défendre ou réglementer la coupe de la glace vis- Coupe de la à-vis la cité sur le fleuve Saint-Laurent et sur la rivière glace devant Richelieu; la permettre à certaines conditions et sous certaines restrictions, et déterminer à quel endroit cette glace peut être prise.
- 470. Régler la conduite des apprentis, domestiques Maitres et serengagés, journaliers, ou compagnons, soit majeurs soit viteurs. mineurs, envers leurs maîtres ou maîtresses et celle des maîtres ou maîtresses à l'égard des premiers.
- 471. Restreindre et régler la garde et l'abandon des Détention des animaux de toutes espèces, et autoriser leur détention dans animaux les enclos publics, et pourvoir à la vente d'iceux pour la pénalité encourue et les frais de procédure et de détention.
- 472. Prévenir ou faire cesser les abus préjudiciables Abus préjudià à l'agriculture, et au sujet desquels la loi ne contient pas griculture. de dispositions.

Enclos publics.

Chap. 80.

473. Etablir des enclos publics pour y mettre en fourrière les animaux ou volailles pris errant, ou causant quelque dominage sur les chemins et ponts publics, ou sur les terrains des personnes autres que les propriétaires de ces animaux ou volailles; fixer les honoraires à payer aux gardiens de ces enclos, les dommages payables par les propriétaires des animaux ou volailles ainsi mis en fourrière, et pourvoir à la vente de ces animaux ou volailles, dans le cas où il ne seraient pas réclamés sous un délai raisonnable, ou dans le cas où les dommages, amendes et dépens n'auraient pas été payés conformément à la loi et aux règlements.

Tarif d'amendes dans ce cas.

474. Etablir un tarif des amendes et droits payables pour les enclos publics qui sont maintenant ou qui seront ci-après établis dans la cité.

Chiens.

475. Régler et prévenir l'abandon des chiens dans la cité ; autoriser la mise en fourrière à l'enclos public ou la destruction de tous chiens errants et la destruction des chiens dont les propriétaires résidents n'ont pas payé la taxe, ou gardés en violation de tout règlement du conseil.

Abreuvoirs publics, etc.

476. Etablir, régler et entretenir des abreuvoirs et des lieux d'aisance publics dans la cité.

Commune.

477. Le conseil peut faire des règlements au sujet de la commune qui a existé et qui est réclamée par les habitants de la cité comme censitaires de la seigneurie de Sorel.

Représenta-

La corporation peut représenter les communistes, à tion des com-toutes fins que de droit, dans toute procédure légale ou la corporation, autrement, dans le but de faire valoir les droits des dits habitants communistes, à l'encontre de tous tiers-détenteurs des immeubles soumis aux droits de commune, ou pour d'autres objets; mais cette disposition n'aura point l'effet d'affecter en aucune manière, les droits des dits habitants communistes comme tels.

Travaux faits personnes trop pauvres.

478. Chaque fois qu'il est passé un règlement par la corpo-ration pour les par le conseil ordonnant des travaux quelconques dans la ration pour les par le conseil ordonnant des travaux quelconques dans la cité, et qu'il se trouve des propriétaires qui, à cause d'absence, de pauvreté ou autrement, ne peuvent exécuter les travaux ordonnés par les dits règlements, il est permis au conseil de faire faire les travaux auxquels les propriétaires sont obligés en vertu de tels règlements, et dans tous les cas, la somme dépensée par le conseil reste appliquée sur tels terrains par hypothèque spéciale et privilégiée

sur toute av même maniè an taux de si

479. Le c cité, tous aut

480. Le ce agrandir, mo d'icelui avec tes de la cité

Il peut mai ou en faire d' tion.

481. Le co dans ses limit tous bâtimen autres appare conduite de l dit, ainsi que Richelieu.

482. Les par toute la c tous bâtimen autres appare de la cité dan Saint-Laurent

483. Relat et posséder to limites ou dan de passage pa dommages qu ments, soit au tres appareils Richelieu et tous appareils

484. Le co des ordures, n sances, ou d'a land ou autre pieds en amoi sur toute autre dette quelconque, et est exigible de la même manière que les taxes dues au conseil, avec intérêt au taux de six par cent.

479. Le conseil est autorisé à faire, dans l'intérêt de la Confection cité, tous autres règlements locaux non contraires à la loi. des règlements en général.

TITRE ONZIÈME.

DE L'AQUEDUC.

480. Le conseil peut maintenir, améliorer, augmenter, Maintien de agrandir, modifier ou déplacer l'aqueduc actuel, ou partie l'aqueduc d'icelui avec ses dépendances et accessoires, dans les limites de la cité et en dehors dans un rayon de cinq milles,

Il peut maintenir les règlements actuels, les amender Règlements ou en faire d'autres pour son maintien et son administra- actuels.

tion.

- 481. Le conseil peut faire construire, poser et entretenir Construction dans ses limites et en dehors, dans un rayon de cinq milles, de réservoirs, tous bâtiments, machineries, reservoirs, bassins, tuyaux et autres appareils, et faire tous travaux nécessaires pour la conduite de l'eau dans la cité et ses environs comme susdit, ainsi que dans le fleuve Saint-Laurent et la rivière Richelieu.
- Les pouvoirs du conseil, pour conduire l'eau Pouvoirs à ce par toute la cité et pour la construction et l'entretien de audelà des tous bâtiments, machineries, tuyaux, réservoirs, bassins et ilmites de la autres appareils et travaux, s'étendent audelà des limites cité de la cité dans un ravon de cinq milles et sur le fleuve Saint-Laurent et la riviere Richelieu.
- 483. Relativement à l'aqueduc, le conseil peut acquérir Acquisition de et posséder tout terrain, servitude et usufruit, dans ses raqueduc. limites ou dans un rayon de cinq milles, acheter le droit de passage partout où la chose est nécessaire, payer les dommages que les travaux peuvent causer soit aux bâtiments, soit aux terrains; passer et poser ses tuyaux ou autres appareils dans le fleuve Saint-Laurent ou la rivière Richelieu et prendre toutes les mesures pour protéger tous appareils et travaux qui y sont faits ou posés.
- 484. Le conseil peut empêcher toute personne de jeter Prohibition des ordures, mettre des obstructions ou commettre des nui- des nuisances, sances, ou d'ancrer, placer ou hiverner tout bateau. cha-divière, land ou autre bâtiment, dans un rayon de quatre cents pieds en amont et cinquante pieds en bas de l'endroit où

rables eront

VICT.

re en

usant

s, ou

taires payer

s par is en u vo-

as un lages,

ormé-

dans
lic ou
letion
pas
nt du

jet de habirie de

et des

tes, à le ou es dits détenne, ou point

ement ans la d'abécuter permis

s dits

opriés tous liquée lé giée

52 VICT.

l'aqueduc aspire l'eau dans la rivière Richelieu ou de tout autre endroit où elle la prendrait par la suite.

Marchés pour la construction des tra-

Chap. 80.

485. Le conseil peut passer des marchés avec qui que ce soit pour la construction des dits travaux en tout ou en partie; surveiller, par ses officiers, les travaux une fois terminés : entrer, à cet effet, durant le jour sur les terrains des particuliers ou autres, et y faire des fouilles, y prendre et en enlever de la pierre, de la terre, des déchets, arbres, racines, du sable et du gravier ou tous autres matériaux, mais en payant ou offrant une compensation raisonnable et en se conformant aux dispositions ci-après décrétées.

Expropria-

486. Si les parties ne peuvent s'arranger de gré à gré sur l'acquisition de tout immeuble destiné aux besoins de l'aqueduc, soit en dedans, soit en dehors des limites de la cité, ou sur le droit de passage sur ces immeubles, ou sur toute servitude y attachée, le conseil peut le faire exproprier en la manière fixée par cette loi pour les expropriations en général.

Pouvoir d'entrer sur les terrains.

487. La cité peut entrer sur tout terrain ou immeuble, rue, place publique ou grand chemin pour y poser ou réparer les conduits d'eau et pour y faire tous autres travaux nécessaires se rattachant à l'aqueduc.

Dommages causés à l'aqueduc.

488. Quiconque empêche la cité ou toute versonne à son emploi de faire ces travaux, ou d'exercer les pouvoirs et les droits qui leur sont conférés par la présente loi, ou les gêne et les trouble dans l'exercice de ces droits, ou endommage de quelque façon l'aqueduc, ses dépendances et ses accessoires, ou obstrue ou empêche le fonctionnement de l'aqueduc ou des accessoires et des appareils qui y sont attachés, ou de quelque partie d'iceux, est passible, en outre des peines imposée en vertu de l'article 602, des dommages résultant de ces différentes offenses; et ces dommages avec les frais peuvent être réclamés au moyen d'une plainte ou poursuite devant les tribunanx ordinaires ayant juridiction sur la matière.

Usage illégal de l'eau de

489. Quiconque pose ou fait poser quelque tuyau ou Paqueduc etc. conduit pour communiquer à quelque tuyau ou conduit appartenant à la cité, ou obtient, ou fait usage des eaux à elle appartenant, sans son consentement, encourt et paie à la corporation la somme de cent piastres et aussi une autre somme de quatre piastres pour chaque jour que tel tuyan reste posé; lesquelles sommes avec les frais de poursuite, peuvent être réclamés par action civile devant tout tribunal de justice compétent.

490. Le dre à tout vu d'eau p de s'en ser menter sa la gaspille:

491. Le force de r citernes, ca dat on se sont posés dans les ma surer et cor le prix annu ditions de certains ca charges ou et pour des

492. Le pour la fou le mode du

493. Le cher que l'e les réservoir et que l'on l'aqueduc, e duc et à sor

494. Dès quelque par elle en doit personnes s partie de la l'eau, paien

495. La dans les m tion de l'eau y a été intr occupants.

Si la mais ment de la jusqu'à l'alis mer et rece même ce de cette condui Vict.

i que ou en e fois

rrains endre rbres, riaux, nable étées.

à gré
ins de
de la
es, ou
re exexpro-

euble, ser ou es tra-

sonne er les ar la l'exer-façon estrue des ou de peines

altant s frais pouriction

onduit seaux t paie i une tel ais de evant

490. Le conseil peut passer des règlements pour défen-Fourniture de dre à tout occupant d'une maison ou d'un bâtiment pour-l'eau par pervu d'eau par l'aqueduc de fournir cette eau à d'autres, ou tres fraudude s'en servir autrement que pour son usage, ou d'aug-leusement. menter sa provision au delà de ce qu'il est convenu, ou de la gaspiller.

la gaspiller.

491. Le consei' peut régler les dimensions, qualité, Règlementaforce de résistance des conduites, soupapes, robinets, tion des conciternes, cabinets d'aisance, baignoires et autres appareils nets, etc.
d'art on se sert dans la cité, et fixer l'endroit où ils
sont posés: fournir des compteurs qui serent placés.

sont posés; fournir des compteurs qui seront placés dans les maisons, bâtiments ou établissements, afin de mesurer et compter la quantité d'eau qui y est dépensée; fixer le prix annuel de ces compteurs; enfin déterminer les conditions de l'approvisionnement ou fourniture de l'eau, en certains cas spéciaux, ou généralement; ou convenir de charges ou de fournitures spéciales pour un temps limité, et pour des objets particuliers.

492. Le conseil peut, par règlements, établir un tarif Tarif de l'eau. pour la fourniture de l'eau ainsi que régler le temps et le mode du paiement.

493. Le conseil peut faire des règlements pour empê-Règlements cher que l'eau soit salie ou altérée dans l'aqueduc ou pour empê-les réservoirs, ou dans la rivière ou le fleuve près de la cité, d'être salie, et que l'on fraude la cité sur la quantité d'eau fournie par etc. l'aqueduc, et régler toute autre matière concernant l'aqueduc et à son bon fonctionnement.

494. Dès que la corporation sera prête à fournir l'eau dans Avis que la quelque partie de la cité qui n'en est pas déjà pourvue, corporation elle en doit donner avis public; et après cet avis toutes des fournir l'eau. personnes sujettes au paiement du prix de l'eau dans cette partie de la cité, qu'elles consentent ou non à recevoir l'eau, paient les prix fixés par le tarif de l'eau.

495. La cité doit introduire à ses propres frais, l'eau Introduction dans les maisons ou autres bâtiments; mais la distribu-les maisons. tion de l'eau dans ces maisons ou l'imments, après qu'elle y a été introduite, est à la charge des propriétaires ou occupants.

Si la maison ou le bâtiment se trouve reculé de l'aligne. Si la maison ment de la rue, la cité peut poser la conduite d'eau de la ruc. jusqu'à l'alignement de la rue, et elle a le droit de réclamer et recevoir du propriétaire le prix de l'eau quand même ce dernier refuserait ou usgligerait de prolonger cette conduite d'eau à sa maison ou bâtiment.

Retention du prix de l'eau sur le loyer.

496. Si quelque propriétaire refuse ou néglige de disdistribuer l'eau et que le conseil exige du locataire le prix de l'eau, celui-ci peut alors retenir sur le loyer de l'immeuble qu'il occupe le montant du prix de l'eau qu'il a payé à la cité, à moins d'une stipulation contraire dans le bail.

Dommages causés aux citernes, etc.

497. Si quelqu'un dérange ou endommage la conduite d'eau, les soupapes, citernes, cabinets d'aisance, baignoires. ou tous appareils, ou s'en sert, ou permet que l'on s'en serve de façon que l'eau soit gaspillée ou dépensée irrégulièrement; ou refuse ou néglige de payer les charges légalement imposées pour l'eau qui lui est fournie, durant trente jours après la date où ces charges sont devenues dues et payables, la cité peut, dans ces cas, arrêter l'eau et en suspendre l'approvisionnement tant que le contrevenant n'a pas fait disparaître la cause qui a déterminé l'arrêt de l'eau ; ce qui, d'ailleurs, n'empêche pas le prix de l'eau de courir comme auparavant, et n'exempte pas ce contrevenant du paiement des charges qu'il est tenu de payer tout comme si l'eau lui avait été fournie sans interruption.

Arrangements particuliers avec les consommateurs.

498. La cité peut faire, avec les consommateurs, des arrangements particuliers pour la fourniture de l'eau, chaque fois qu'elle croit que la consommation de l'eau est plus considérable que dans le cas ordinaire.

Services d'eau séparés dans

499. Dans tous les cas où une maison ou autre bâtile cas de loca ment se trouve occupé par deux ou plusieurs locataires, taires en com- sous-locataires ou familles, la cité peut exiger que le propriétaire établisse un tuyau de service pour chacun de ses locataires, sous-locataires ou chacune des familles qui occupent des appartements séparés, en sorte que la cité puisse exercer tout le temps son contrôle sur l'approvisionnement de l'eau à chaque locataire, sous-locataire ou famille; et si le propriétaire, après avoir été notifié par écrit à cet effet par le secrétaire-trésorier, refuse ou néglige de se conformer, dans un délai raisonnable qui ne doit pas excéder quinze jours, aux prescriptions de cet article, il est obligé au paiement des charges imposées pour l'eau qui a été ainsi fournie aux locataires, sous locataires ou familles; cette obligation de la part du propriétaire doit durer jusqu'à ce qu'il se soit conformé aux exigences susdites.

Application de l'article rangés de maisons ou logements.

500. Les dispositions de l'article précédent s'appliprécédent aux quent à tout propriétaire d'une rangée de maisons ou de logements contigus qui refuse ou néglige de munir ces maisons ou logements d'un tuyau de service distinct et séparé, après qu'il a été notifié de le faire, comme susdit.

Elles tous les ou famil de donne

La corp étaire le taires, so

501. une com priétaire tout tuya démolie ordonner locataires soit tenu place de de donne séparé à

502.] d'eau à êt l'insuffisa ou autres sation por

503. L de l'électr rer, augm gaz actuel dépendan endroit de milles de

504. L bles dans à ces obje appliquer ou pôteau: les matéri que la so affectée, o soient pay indemnisé ou la comp T.

8-

 \mathbf{le}

1e

'il

118

te 38,

en

u-

08

 \mathbf{nt}

es

et

e-9

аé

1X

as

ıu ns

.es

u.

au

ti-

es, 0-

es

ul

ité

11-

le;

et

nler

gé

té

8 ;

rer

es.

di-

de

ces

lit.

Elles s'appliquent également au propriétaire dans s'il est impos. tous les cas où le nombre des locataires, sous-locataires sible de don-ner un service ou familles dans une maison est tel qu'il est impossible séparé. de donner à chacun d'eux un tuyau de service séparé.

La corporation a le droit, dans ces cas, d'exiger du propri-Prix de l'eau étaire le prix ordinaire de l'eau pour chacun de ces loca-dans ce cas.

taires, sous-locataires ou familles.

501. Le conseil peut, par règlement, fixer pour l'eau Compensa. une compensation spéciale, qui est exigible de tout pro- pour l'eau si priétaire d'une maison non occupée ; de même que pour la propriété tout tuyau de service sous le sol où une maison a été est inoccupée. démolie ou enlevée pour laisser le terrain vacant; et ordonner que tout propriétaire ayant un ou plusieurs locataires ou occupants dans ses maisons et constructions, soit tenu au paiement des charges pour l'eau, aux lieu et place de ces locataires et occupants, s'il refuse ou néglige de donner un tuyau d'approvisionnement distinct et séparé à chaque locataire ou occupant.

502. La cité n'est pas tenue de garantir la quantité Cité non tenue d'eau à être fournie, et nul ne peut refuser, à raison de de garantir la quantité d'eau l'insuffisance de l'eau ou le manque de l'eau par le froid fournie. ou autres causes, de payer la taxe annuelle ou la compensation pour l'usage de l'eau.

TITRE DOUZIÈME

DE L'ÉCLAIRAGE,

503. La cité peut pourvoir à son éclairage par le moyen Eclairage. de l'électricité ou autrement; elle peut maintenir, améliorer, augmenter, agrandir, modifier ou déplacer l'usine à gaz actuelle de la cité, en tout ou en partie, ainsi que ses dépendances et accessoires, et la placer dans tout autre endroit de la cité ou en dehors dans un rayon de deux milles de ses limites.

504. La conseil peut obliger les propriétaires d'immeu-Obligation bles dans la cité de laisser faire les ouvrages nécessaires des propriéà ces objets sur leurs propriétés respectives, et à laisser les travaux appliquer sur leurs maisons les tuyaux, lampes, appareils nécessaires à ou pôteaux, pourvu que, dans ces cas, les dépenses pour les matériaux et l'ouvrage soient supportées par la cité, que la solidité des constructions n'en soit nullement affectée, que tous dommages qui pourraient être causés, soient pavés par le conseil, et que tout propriétaire soit indemnisé. s'il y a lieu, par la cité, ou par les particuliers ou la compagnie qui font les dits ouvrages.

Pouvoirs du conseil relatifs à l'usine dans l'intérêt d'un éclairage efficace.

505. Relativement à l'administration de l'usine du gaz d'éclairage, ou du département de l'éclairage, le conseil a tous les pouvoirs requis pour pourvoir d'une maniere efficace à l'éclairage pour les besoins publics et pour toute personne ou compagnie désirant éclairer leurs bâtisses et résidences.

Dispositions concernant l'aqueduc, applicables.

Les dispositions de cette loi concernant l'aqueduc s'appliquent mutatis mutandis à l'administration de l'usine à gaz, à l'entretien, à la modification, au déplacement de l'usine, au changement de site, à l'acquisition et à l'expropriation de terrains, ainsi qu'aux tuyaux, conduits, soupapes, syphons, robinets et autres travaux dépendant de ce département. Toutefois il est loisible à tout citoyen d'accepter ou de refuser l'éclairage du gaz.

Arrangements pour d éclairage.

506. Le conseil peut faire tous arrangements et con-Garair le gaz ventions pour l'approvisionnement du gaz d'éclairage; vendre des résidus et produits tirés de l'usine; acquérir et faire fonctionner tous appareils, instruments et machines propres à la fabrication et à la purification du gaz, mettre en usage tous compteurs propres à établir la quantité du gaz consommé en tout et chaque cas, soit au mètre soit au pied cube; et enfin passer tous règlements concernant l'administration de ce département.

TITRE TREIZIÈME.

DU RÔLE D'ÉVALUATION ET DE COTISATION.

Nomination de trois esti-

507. Le conseil nomme, quand il le juge à propos. mateurs pour trois estimateurs dont l'un est ou a été un commercant faire l'évalua- d'expérience, lesquels doivent faire, dans les délais et de la manière fixés par le conseil, l'évaluation des biens imposables de la cité suivant leur valeur réelle. Ils en font un rôle dans lequel ils doivent inserer aussi tous les renseignements d'intérêt public exigés par le conseil.

Mode de faire l'évaluation.

Cette évaluation doit se faire au moins tous les deux ans, et une révision du rôle annuellement.

Base de l'évaluation.

508. En cotisant la propriété foncière dans la cité, les estimateurs doivent prendre pour base de leur évaluation la valeur réelle de la propriété, s'ils jugent que le loyer n'est pas proportionné à la valeur de la propriété cotisée.

Si la propriété est occupée par le proprié. taire.

Dans le cas où la propriété est occupée par le propriétaire lui-même ou est en sa possession, les cotiseurs déterminent le montant de la cotisation qui doit être payée d'après le loyer que la dite propriété pourrait valoir et devrait rapporter, ou sur la valeur réelle de telle propriété.

Les lots réelle.

1889.

509. L la cité cor machineri liorations

510. To on objet in questions of de donner t

Dans le pant refuse faites, ou s passible d'i de pas moi n'excèdant

511. Les conseil. le r sa confectio secrétaire-ti

Le rôle trente jours

512. Dar du rôle, por ler au conse trésorier, ex

513. Le c ou aussitôt jours susdit ainsi que l conseil qui le juge à pre jusqu'à l'ent

514. Si, a foncières a priété dans considérable toute autre priétaire, réc leur actuelle

Si quelqu luation, ou s augmenter la du gaz

conseil ianiere

r toute

âtisses

.c s'apl'usine

ent de

à l'ex-

iduits,

endant

citoyen

et conirage: Les lots vacants doivent être cotisés d'après leur valeur Lots vacants.

509. La valeur réelle des biens fonds imposables dans Ce que comla cité comprend la valeur des constructions, usines et leur réelle. machineries qui y sont érigées et celle de toutes les améliorations qui y ont été faites.

510. Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un bien Réponses coron objet imposable, est tenu de répondre correctement aux questions, questions qui lui sont faites à ce sujet par les cotiseurs, et obligatoires. de donner tous les renseignements possibles et nécessaires.

Dans le cas où le dit propriétaire, locataire ou occu-Penalité pour pant refuserait de répondre aux questions qui lui seraient contraven-faites, ou si ses réponses sont fausses ou incorrectes, il est passible d'une amende n'excèdant pas vingt piastres et de pas moindre de huit piastres, ou d'un emprisonnement n'excèdant pas un mois de calendrier.

511. Les estimateurs doivent déposer, au bureau du Dépôt du rôle conseil, le rôle de cotisation et d'évaluation aussitôt après d'évaluation. sa confection, et avis public à cet effet est donné par le secrétaire-trésorier dans les deux joars suivants.

Le rôle reste ouvert à l'inspection publique pendant Il est ouvert à trente jours.

512. Dans cet intervalle, quiconque aurait à se plaindre Plaintes pordu rôle, pour lui-même ou pour un autre, peut en appetiées contre le ler au conseil en donnant un avis par écrit au secrétairetrésorier, exposant le sujet de sa plainte.

513. Le conseil en comité général, à sa première séance Prise en conon aussitôt que possible après l'expiration des trente sidération de pours susdits, peut entendre les parties et leurs témoins ainsi que les cotiseurs sous serment, et fait rapport au conseil qui maintient ou altére le rôle suivant qu'il le juge à propos et le déclare homologué et en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un autre rôle.

514. Si, après que le rôle d'évaluation des propriétés Réduction de foncières a été déclar : clos comme susdit, quelque pro- la propriété a priété dans la cité subit une diminution de valeur souffert diminution de valeur souffert diminution de valeur souffert diminution de toute autre cause, le conseil pout, sur requête du propriétaire, réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur aetuelle.

Si quelque omission a été faite dans le dit rôle d'éva-omission des luation, ou si quelque construction nouvelle tendant à augmenter la valeur des propriétés foncières de la dite

lérir et chines mettre tité du soit au ernant

propos, aerçant et de la impon font es ren-

ité, les uation loyer cotisée. ropriés déterpayée loir et le pro-

cité, se fait après la clôture du rôle d'évaluation, ou si un ou plusieurs lots sont détachés de terres ou terrains en culture et vendus comme lots de ville, après la lôture du dit rôle, le conseil peut ordonner aux evaluateurs d'estimer toute propriété ainsi omise ou augmentée en valeur comme susdit, pour l'ajouter au rôle supplémentaire.

Evaluation dans le rôle.

515. Le conseil peut, en tout temps après la clôques mens ma-posables omis ture du rôle, faire évaluer et cotiser en entier ou au prorata, toutes personnes, tous biens imposables omis dans le rôle, ainsi que tous objets imposables importés depuis pour être portés sur un rôle supplémentaire qui doit être ouvert par le secrétaire-trésorier.

Propriétés changeant de nom.

516. Après chaque changement de propriétaires ou d'occupants d'un terrain mentionné au rôle de cotisation en vigueur, le conseil, sur requête par écrit à cet effet et sur preuve suffisante, peut rayer le nom de l'ancien propriétaire ou occupant et y inscrire celui du nouveau, sur paie ment d'un honoraire de cinquante centins reversible à la caisse municipale; mais ce changement de propriétaires ne doit affecter en aucune manière la liste électorale en vigueur.

TITRE QUATORZIÈME.

DES TAXES.

SECTION I.

DES PROPRIÉTÉS NON IMPOSABLES.

Propriétés exemptes de taxes.

517. Les propriétés suivantes sont exemptes de la taxe dans la cité:

1º Toutes terres et propriétés appartenant à Sa Majesté. ses héritiers et successeurs, tenues par tout corps ou bureau public, ou par toute personne pour le service de Sa Majesté, ses héritiers et successeurs ;

2º Toutes propriétés et constructions provinciales ou

fédérales :

3º Tout lieu consacré au culte public, maison presbyté. riale et ses dépendances, ainsi que tout cimetière ;

4º Toute maison d'école publique, et le terrain sur

lequel elle est construite;

5º Tout établissement ou maison d'éducation, subventionné par l'état ou par la cité ainsi que le terrain su lequel il est construit;

6º Tous bâtiments, terrains et propriétés occupés on possédés par des hôpitaux ou autres établissements de charité ou d'e des instituti pour des fins tion:

1889.

7º Toute co terrains;

Toutefois, o aux édifices l locataires sou tenant au gou taires, doiven que les autres ètre payées p expressément

518. Afin d face aux déper tout genre d'a tageuses, pour vrir toutes dép dans l'intérêt d annuellement. lières et immob speciales, contr que ci-après pe

519. Le con Pour impose tributions ou sonnes, corpora sociales, compa leurs agents ou immeubles dan subdivisées en nir au paiement dans le cent pi

520. Pour p sur tous les bien les deux, appar du conseil, son la direction di toute somme de construction et

2 VICE

u si un

en cul-

ure du d'esti-

valeur re.

la clô-

au prodans le

depuis.

ni doit

res on tion en

et sur

ur paie

ole à la

iétaires

rale en

otes de

Majesté,

orps on

rvice de

ales ou

resbyté.

charité ou d'éducation; mais le propriétés possédées par Province des institutions religieuses, de charité ou d'éducation pour des fins de revenus ne sont pas exemptes de taxation;

7º Toute cour de just ce ou prison du district avec leurs terrains :

Toutefois, cette exciption ne s'étend pas aux lots ou Exception, aux édifices bâtis sur des lots loués ou occupé par des quant à cer-locataires sous le gouvernement; et ces ippar-occupés par tenant au gouvernement, qui sont occupe par des locataires, doivent être évalués et cotisés de la même manière que les autres biens immeubles, et les cotisations doivent être payées par les dits locatair ou occupants comme expressément cotisées sur eux personnellement.

SECTION II.

DE L'IMPOSITION DES TAXES.

518. Afin de réaliser les fonds nécessaires pour faire Imposition et face aux dépenses du conseil et pour effectuer dans la cité prete ment tout genre d'améliorations publiques nécessaires et avan nuellement. tageuses, pour l'entretien des biens de la cité et pour couvrir toutes dépenses d'administration généralement fuites dans l'intérêt de la cité, le conseil a le droit de prélever annuellement, sur les personnes et sur les propriétés mobilières et immobilières de la cité, toutes taxes générales ou speciales, contributions licences ou autres impositions, tel que ci-après pourvu.

519. Le conseil peut faire des règlements:

Pour imposer et percevoir annuellement les taxes, con-Imposition et tributions ou licences ci-apres mentionnées sur les perperception de sonnes, corporations commerciales ou financières, raisons corporations sociales, compagnies d'assurance ou de chemin de fer et commerciales, leurs agents ou employés, et sur tous les biens meubles et immeubles dans la cité, sauf les fermes en culture et non subdivisées en lots, lesquelles ne seront assujéties à l'avenir au paiement d'aucune taxe excédant vingt-cinq centins dans le cent piastres de leur évaluation.

520. Pour prélever, par voie de répartition spéciale, Perception de sur tous les biens meubles, ou sur les immeubles, ou sur taxes pour les deux, appartenant aux personnes qui, dans l'opinion blics. du conseil, sont intéressées dans un ouvrage public sous la direction du conseil, et bénéficient de cet ouvrage, toute somme de deniers nécessaire pour subvenir à la construction et à l'entretien de cet ouvrage.

ain sur

subvenain sur

ipés on ents, de

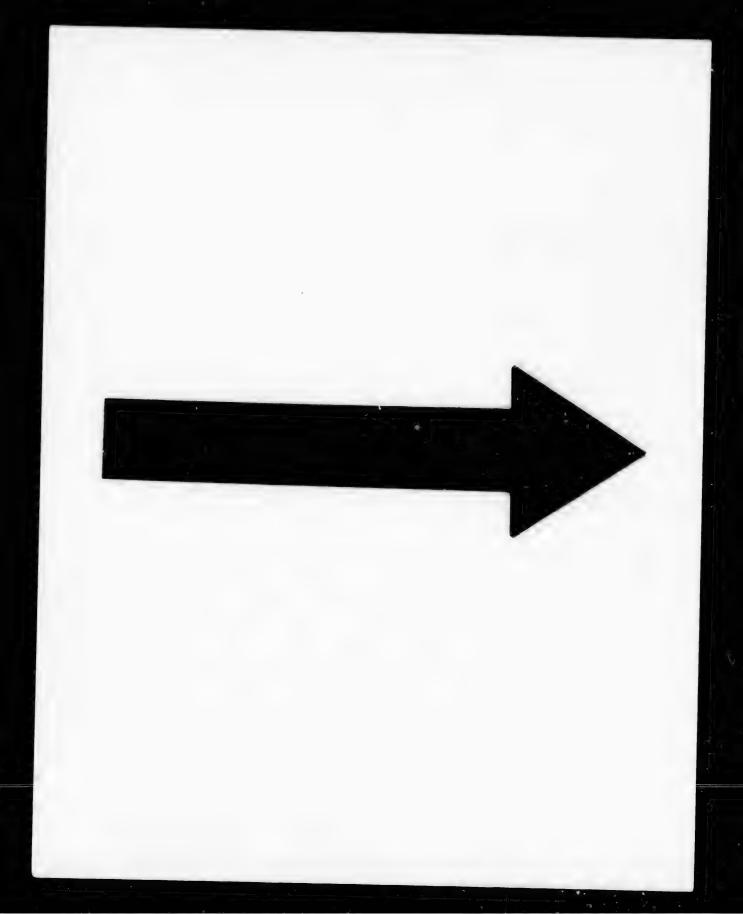
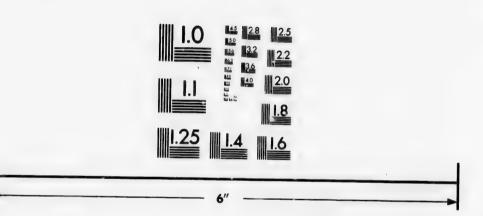


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. `4580 (716) 872-4503 STATE OF THE STATE

Control of the second s

Perception de taxes spéciales.

des deniers pour un objet quelconque dans les limites des attributions du conseil sur tous les biens ou seulement sur les immeubles, compris dans les limites de la cité, sur la requête de la majorité des contribuables appelés à payer cette taxe, au montant et aux conditions énoncés dans la requête.

Dans ce cas, tous ceux qui seraient exempts de taxation en vertu des dispositions de cette loi, deviendraient sujets à la répartition imposée en vertu du présent article.

Taxes sur les bâtisses, etc.

Personnes exemptes

sujets à la

repartition.

522. Pour prélever et percevoir entre autres les taxes suivantes:

Sur tout terrain, lot de ville ou portions de lot, soit qu'il y existe ou non des bâtisses, avec tous bâtiments et constructions dessus érigés, une somme n'excédant pas un centin par piastre sur leur valeur réelle, telle que portée au rôle des cotisations de la cité.

Taxes sur les

523. Pour prélever et percevoir, sur tout locataire payant loyer dans la cité, une somme annuelle n'excédant pas six centins par piastre sur le montaint de son loyer;

Taxes sur les occupants.

Cette taxe est pareillement exigible de l'occupant d'une propriété, d'après la valeur estimée de son occupation, constatée au rôle de cotisation.

Taxe sur les marchandises, etc.

524. Pour prélever et percevoir sur tous fonds de marchandises ou effets tenus par des marchands ou des commerçants, exposés en vente sur des tablettes; dans les boutiques, ou gardés dans des voûtes ou hangars, dans des clos ou cours à bois et à charbon, ou dans tout autre indroit quelconque, une taxe n'excédant pas un pour cent sur la valeur moyenne estimée de tels fonds de marchandises ou effets, en outre de la licence qu'il y aurait à prendre pour exercer le commerce.

Taxe personnelle.

325- Pour prélever et percevoir sur tout habitant mâle âgé de vingt-et-un ans, qui a résidé dans la cité pendant six mois, et qui n'est ni propriétaire, ni locataire, ni apprenti, ni domestique, une somme annuelle d'une piastre; pourvu qu'il ne soit pas autrement porté au rôle de cotisation.

Taxe sur les traitements annuels. 526. Pour prélever et percevoir, sur toute personne dans la dite cité, percevant un traitement annuel de trois cents piastres et plus, payable de quelque façon que ce soit, une taxe annuelle n'excédant pas un pour cent sur le montant annuel du dit traitement.

527. Pou on possesseu ques, une sor de la valeur teurs.

1889.

Les voitur lant et les in tion, sont exc

ment une so sur tout pro ceux gardés

Le conseilde cette taxe tout chien er tion à ces dis

529. Le c déterminée à Par voie d

taires, posse théâtres, cirq lards, quilles nature que ce

chands, colp turiers et le diens de clos changeurs ou leurs agents, leurs agents prêts et socie toutes compag leurs agents, e résidant ou ne temporaireme télégraphe ou

531. Par v teurs, épicies grattiers, char distillateurs, pagnies comm constituées en tants dans la

532. Par v minée, ou aut péciale, lités des dlement cité, sur à payer dans la

taxation idraient article.

es taxes

lot, soit nents et t pas un e portée

ocataire xcédant 1 loyer; it d'une apation,

de marou des dans les lans des atre inur cent archantà pren-

nt måle pendant aire, ni ne piasau rôle

de trois que ce ur cent 527. Pour prélever et percevoir sur tout propriétaire Taxes sur les ou possesseur de chevaux, animaux et véhicules quelcon-propriétaires ques, une somme n'excédant pas un centin dans la piastre etc. de la valeur que peut spécifier le conseil ou les estimateurs.

Les voitures de charge ou de travail, ainsi que le rou-Exemption. lant et les instruments agricoles des fermes en exploitation, sont exemptés de toute taxe quelconque.

528. Pour prélever et percevoir par licence ou autre Taxes sur les ment une somme annuelle n'excédant pas trois piastres propriétaires sur tout propriétaire ou possesseur de chiens autres que ceux gardés par les cultivateurs sur leurs fermes.

Le conseil a le pouvoir de réglementer la perception Perception de cette taxe ou licence, et de faire détruire ou enfermer d'icelles. tout chien errant ou dont le possesseur est en contravention à ces dispositions.

529. Le conseil peut imposer et percevoir une taxe, Taxes sur déterminée à l'article 535, sur les personnes suivantes:

Par voie de licence ou autropout sur taxe de théâtres, etc.

Par voie de licence ou autrement sur tous propriétaires, possesseurs, agents, directeurs et agents de théâtres, cirques, caravanes, pigeon-holes, bagatelles, billards, quilles ou autres jeux ou amusements de quelque nature que ce soit.

530. Par voie de licence ou autrement sur tous marchands, colporteurs, commerçants, fabricants, manufacturiers et leurs agents; sur tous propriétaires ou gardiens de clos à bois ou à charbon et d'abattoirs; sur tous
changeurs ou agents de change, prêteurs sur gages et
leurs agents, prêteurs d'argent sur billets ou autrement ou
leurs agents; sur tous banquiers, banques, sociétés de
prêts et sociétés de construction ou leurs agents, sur
toutes compagnies d'assurance contre le feu ou sur la vie ou
leurs agents, entremetteurs, commissionnaires ou employés
résidant ou non dans la cité, même ceux y faisant affaire
temporairement ou autrement; sur toutes compagnies de
télégraphe ou de téléphone et leurs agents ou opérateurs.

531. Par voie de licence ou autrement sur tous encan-Encanteurs, teurs, épiciers, boulangers, bouchers, revendeurs, regratiers, charcutiers, loueurs de chevaux, brasseurs et distillateurs, marchands de nouveautés (dry goods) compagnies commerciales ou à fonds social, ou compagnies constituées en corporations ou leurs agents ou représentants dans la cité.

532. Par voie de licence annuelle ou à période déter-Colporteurs, minée, ou autrement, sur toutes personnes non résidant etc;

337. Le c

venable, aut

on tout autre

a prélever su

somme n'exc

pertes, frais seil peut acco

sations ou rép

538. Le di passages d'ea

Saint-Laurent

de la cité, ap

539. Le co

ditions et avec

ne par reglen

de péages por

540. Les 8

passage forme

tonte disposit

541. Tous

affectés, font r

tout surplus d

542. Les d

543. Toute

loi doivent êti

rier, et le proc tie des fonds

traire.

corporation pe

du conseil.

Fabricants de 533. Par voie de licence ou autrement, sur tous bière de gingembre, etc; fabricants de bière de gingembre, de bière d'épinette, et de bière de racines, et les agents et agences de chacun

Fabricants de Sur tous fabricants de briques, commerçants de boje briques, etc; sur les tanneries; sur tous propriétaires ou occupants de moulins mus par l'eau ou la vapeur;

Grosses ba-Sur toute grosse balance;

lances; Sur tous avocats, médecins, pharmaciens, notaires, ar-Avocats, etc ; penteurs, dentistes, huissiers et autres professions ou occupations;

Sur tous commerces, fabriques, occupations, arts, me-Commerces fabriques, etc; tiers et professions exercés dans la cité, qu'ils soient ou non mentionnés dans cette loi; et sur toutes personnes qui les exercent ou les mettent en opération dans la cité. soit pour leur propre compte, soit comme agents pour d'autres, temporairement ou autrement, et sur les lieux sur lesquels ils sont ou peuvent être faits, exercés ou mis a opération.

584. Par voie de licence, une somme n'excédant pas Personnes venant vendre cent piastres sur toutes personnes venant temporairement dans la cité des fonds de dans la cité pour y vendre ou faire vendre des marchanbanqueroute dises ou effets provenant en tout ou en partie d'un fonds ete; de banqueroute, ou autres fonds de marchandises, articles de commerce ou effets, soit par encan public, soit à vent privée.

535. La licence imposable en vertu des articles 529 dans certains et suivants ne doit pas excéder cent piastres en chaque cas, et est fixée et déterminée par règlement ou par résolution.

A défaut de prendre telle licence, les délinquants sont passibles d'une amende n'excédant pas cent piastres, et à défaut de paiement de la dite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

> 536. Toute licence, signée par le secrétaire-trésoriet accorde au porteur le droit d'exercer son art, métier. commerce ou industrie jusqu'au terme fixé par réglement.

Montant de la licence

Pénalité pour défaut de prendre licence.

Droit accordé par une

licence.

 $\S1.-Du$

544. Immé valuation et d le secrétairerequérir tous c cipales, d'en vingt jours qu avis.

nt, expos et effets c, exposer ue espèce e conseil

52 Vier

sur tous inette, et e chacun

de bois:

pants de

aires, ar

oient ou personnes s la cité. nts pour lieux sur cu mis an

dant pas airement marchanun fonds s, articles t à vente

icles 529 1 chaque par réso

ents sont tres, et à ais, d'un

trésorier métier ar régle 537. Le conseil peut, chaque fois qu'il le juge con-Percentage venable, autoriser, par résolution, le secrétaire-trésorier ajouté aux ou tout autre officier, à ajouter au montant de toutes taxes couvrir les à prélever sur des biens imposables dans la cité, une frais, pertes somme n'excédant pas dix pour cent pour couvrir les dettes. pertes, frais et mauvaises dettes, et l'escompte que le conseil peut accorder sur paiements anticipés de taxes, cotisations ou répartitions.

- 538. Le droit d'accorder des permis ou licences pour Licences de passages d'eau (traverses) d'une rive à l'autre du fleuve passage Saint-Laurent ou de la rivière Richelieu dans les limites de la cité, appartient exclusivement au conseil de la cité.
- 539. Le couseil accorde les dites licences à telles con-Tarif de péditions et avec telles obligations et restrictions qu'il ordon-ages dans ce ne par règlement, et établit en même temps des tarifs de péages pour les passages d'eau susdits.
- 540. Les sommes perçues pour permis ou licences de Emploi de passage forment prite des fonds de la cité, nonobstant ces taxes toute disposition à ce contraire.
- 541. Tous les deniers ou revenus non spécialement Emploi des affectés, fent partie du fonds général de la cité, ainsi que revenus non tout surplus des revenus spécialement affectés.
- 542. Les deniers faisant partie du fonds général de la Emploi des corporation peuvent être employés à toutes fins du ressort deniers qui font partie du conseil.
- 543. Toutes les amendes recouvrées en vertu de cette Emploi des loi doivent être versées entre les mains du secrétaire-trésorier, et le produit de toutes licences octroyées forme partir des fonds de la cité, nonobstant toute loi à ce contraire.

SECTION III.

DE LA PERCEPTION DES TAXES.

- §1.—Du mode de perception.—Dispositions diverses.
- 511. Immédiatement après l'homologation du rôle d'é-Avis de paye valuation et de cotisation ou la révision annuelle d'icelui, des redevan-le secrétaire-trésorier doit en donner avis public et ipales, requérir tous ceux sujets au paiement de redevances municipales, d'en payer le montant, à son bureau, dans les vingt jours qui suivent la date de la publication de cet avis.

Demande de paiement de ces redevances.

A l'expiration du délai de vingt jours, le secrétaire-tré. sorier fait la demande de paiement de toutes redevances municipales non encore perçues, en signifiant à ceux qui doivent, personnellement ou à leur domicile, ou par lettre enregistrée, un avis spécial à cet effet.

Exécution à défaut de paiement.

545. Si, après les quinze jours qui suivent la demande faite en vertu de l'article précédent, les redevances municipales n'ont pas été payées, le secrétaire-trésorier doit les prélever avec dépens, au moyen de la saisie et de la vente de tous les biens meubles et effets trouvés dens la cité et appartenant aux débiteurs retardataires.

· Mode de le

546. Ces saisie et vente sont faites en vertu d'un mandat signé par le maire, le recorder ou deux échevius adressé à un constable, lequel agit sous son serment d'office et est assujéti aux dispositions relatives à l'exécution en vertu d'un bref de bonis décerné par la cour de

Signature du mandat.

Le maire, le recorder ou deux échevins en donnant et signant tel mandat, agissent sous la responsabilité de la corporation.

Prélèvement posées par voie de lieences.

547. Toutes taxes imposées par voie de licences par des taxes im- la cité sont payables sur la demande du secrétaire-trésorier ou d'un officier municipal; et à défaut de paiement elles peuvent être aussitôt prélevées par un mandat adressé à un huissier ou constable, émané sous le seing et le sceat du maire, du recorder ou d'un échevin, et les marchandises ou effets peuvent être saisis et vendus, pour le paie ment des dites licences, par cet huissier ou constable, qui doit suivre la procédure relative à l'exécution d'un brel de bonis décerné par la cour de circuit, et qui est passible des prines et responsabilités édictées dans le cas d'e · · · · tiun du dit bref de bonis sauf tous recours pour pennes encourues.

Refus d'ouvrir les portes.

548. Si le débiteur est absent ou s'il n'y a personne pour ouvrir les portes des maisons, armoires, coffres ou autres lieux fermés, ou s'il y a refus de les ouvrir, l'officier saisissant peut être autorisé par un ordre du maire, du recorder ou de tout juge de paix, à en faire l'ouverture par les voies ordinaires, en présence de deux témoins, avec toute la force requise, sans préjudice de la contrainte par corps, s'il y a refus, violence ou autre obstacle physique

Opposition a la vente.

519. La vente sur tel mandat ne peut être empêchée que sur l'ordre d'un jug de la cour supérieure, donné su requêre présentée en chambre ou à la cour de circuit.

550. Le cotisation, t autres droit ralement or soient réun compte, au : un état con vances, y co payables pa chés loués i etre prélevé en la mani sans qu'il si ment contre

1889.

55% Lo contribuabl n'est pas. états qu'il en bloc le détails au détail que le

Il doit cer d'un honora municipale.

552. Lor ment d'une alors dû par la même réc autres frais

Quand pl propriéraire rentes prop vente.

553. La c sa faveur, un sations; ma locateur que dit gaz pend

554. Les meuble peu de l'occupai du propriéta quent, lors r ou acquéreu de cotisation étaire-tréedevances ceux qui par lettre

52 VICE

demande ces muniprier doit e et de la s dans la

ertu d'un échevins serment es à l'exé cour de

onnant et ité de la

ences par e-trésorier nent elles adressé à e le sceau marchantr le paietable, qui d'un bref passible s d'e' aur pennes

personne coffres ou ; l'officier naire, du ouverture pins, avec ainte par physique.

empêchée lonné sur rouit. cotisation, taxe foncière ou personnelle, taxe de l'eau et tous dans un seul autres droits municipaux ou redevances municipales généralement ou spécialement exigibles de tout contribuable, soient réunis, autant que faire se peut, en un seul compte, au nom de la personne cotisée, de manière à former un état complet de toutes ses taxes, cotisations et redevances, y compris les comptes pour l'eau et le gaz, les loyers payables par les locataires d'échoppes ou d'étaux des marchés loués à bail; et le montant totals de ce compte peut Prélevement être prélevé par voie de saisie, sur mandat de saisie émané d'icelles. en la manière voulue pour le prélevement des taxes et sans qu'il soit nécessaire de poursuivre et d'obtenir jugement contre le débiteur.

551. Lorsque le secrétaire-tréserier a fourni à un Etat subsécontribuable rétardataire l'état détaillé de son compte, il quent à colui n'est pas tenu de répéter les mêmes détails dans les par sec. trés. états qu'il fournit subséquemment, mais il mentionne se fait en en bloc le montant dont il a donné antérieurement les détails au contribuable, et il n'est tenu de donner en détail que les nouveaux arrérages de l'année.

Il doit cependant faire le compte en détail sur paiement Compte en d'un honoraire de cinquante centins reversible à la caisse noraire.

municipale.

552. Lorsque des procédures sont prises en recouvre-Ce qui peut ment d'une taxe ou redevance quelconque, tout ce qui est être inclu dans les alors dû par la personne intéressée peut être inclu dans mêmes réclala même réclamation, ainsi que les frais d'annonce et tous mations. autres frais, plus dix par cent.

Quand plusieurs propriétés sont vendues sur différents Répartitions propriéraires, les frais de vente sont répartis sur : les diffé- des frais s'il rentes propriétés, suivant leur évaluation à la date de la propriétés

vente.

553. La créance due à la corporation pour le gaz est en Créance pour sa faveur, une créance privilégiée à l'égal des taxes et coti-le gaz est prisations; mais ce privilége ne doit primer la créance du locateur que jusqu'à une somme représentant l'usage du dit gaz pendant six mois.

554. Les taxes municipales imposées sur tout im- De qui peumeuble peuvent être réclamées aussi bien du locataire, vent être de l'occupant, ou autre possesseur de l'immeuble que les taxes. du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent, lors même que ces locataire, occupant, possesseur ou acquéreur ne sont pas inscrits au rôle d'évaluation et de cotisation, mais la cité peut faire discuter d'abord les

Proviso.

biens meubles et immeubles du propriétaire; toutefois le non paiement de la taxe foncière au quinze décembre. n'a pas l'effet de rendre inhabile comme électeurs le locataire de la propriété.

Subrogation aux priviléges de la corporation

555. Toute personne non propriétaire, qui paie une redevance municipale imposée à raison de l'immeuble qu'elle occupe, est subrogée, sans formalité, aux pridans certains viléges de la corporation contre les biens meubles et immeubles du propriétaire, et peut, à moins de convention contraire, retenir, sur le prix du loyer ou sur toute autre somme qu'elle lui doit, ou recouvrer de lui par action personnelle, le montant qu'elle a payé en capital, intérêt et frais.

Taxes et redevances portent intérét.

556. Les taxes et redevances municipales portent intérêt, à raison de six pour cent par an, à l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à la personne qui en est redevable.

Remise des intérêts non permise.

Il n'est pas au pouvoir du conseil ou des officiers municipaux de faire remise des intérêts.

Perception de taxes par au moyen d'un mandat.

557. Toute taxe, cotisation ou licence imposée par tout un constable, règlement en vertu de cette loi, dans le cas où une personne y est sujette, et dont le nom n'apparaît pas sur le rôle d'évaluation alors en vigueur peut être préleyée, si elle n'est payée sur demande, sur tous les effets et articles trouvés en la possession de telle personne dans la cité, par un constable, au moyen d'un mandat (distress warrant) signé par le maire, par le recorder ou par deux échevins.

Créance privilégiée sans enregistrement.

558. Les redevances municipales et leurs intérêts constituent une créance privilégiée exempte de la formalité de l'enregistrement; et dans le cas de distribution de deniers par autorité de justice ou suivant la loi, ou par voie de liquidation volontaire, ces redevances sont colloquées de préférence à toutes autres créances.

Actions pour les redevances.

559. Le paiement de toutes redevances municipales peut être réclamé par une action intentée au nom de la cité devant une cour de magistrats, de recorder, de circuit, ou devant le maire.

Bénéfice accordé à ceux qui paient en temps.

560. Il est loisible au conseil, en tout temps, de statuer par résolution, que les contribuables qui s'acquitte ront de leurs taxes ou redevances municipales annuelles dans une période fixée, bénéficieront d'une diminution que le conseil fixe; le secrétaire-trésorier doit donner avis public de cette résolution.

vertu des ment des ta offerts à l'e droits d'en dus par un

561. Le

1889.

562. Si imposées si vances mu après l'avis qui les doit parce qu'il saisissa bles échevins pe indiquant | montant de joignant au immeubles dues, et suivants.

563. Le premier au tous ceux répartitions plusieurs i immeubles (s'il est inco montant de

564. Il f la gazette of français de l vendus le pr que.

Il donne quinze jour à la dernière immeubles i

565. Le immeubles et 548, sous chaque cont outefois embre. le loca-

2 VICT.

ie une meuble ux priet imrention e autre on pertérét et

ent inion du is qu'il la permuni-

oar tout où une pas sur evée, si articles ité, par parrant) hevins.

.ntérêts formation de ou par nt col-

cipales om de de cir-

de staequittenuelles inution donner

361. Les immeubles, les meubles ou effets à vendre, en Vente des vertu des dispositions de la présente loi, pour le recouvre-blens pour taxes. ment des taxes ou cotisations, ou autres redevances, sont offerts à l'enchère publique; mais ils sont exempts des Proviso. droits d'encan, et il n'est pas nécessaire qu'ils soient vendus par un encanteur muni de licence.

§ 2.—Dispositions particulières convernant la vente des immeubles grevés de taxes

562. Si les taxes, répartitions, contributions ou charges Ventes d'Imimposées sur un ou plusieurs immeubles, ou toutes rede-neubles sur lesquelles les vances municipales, n'ont pas été payées dans les trois ans redevances après l'avis du dépôt du rôle d'évaluation, parce que celui sont de 3 ans. qui les doit ne réside pas dans la cité, ou s'il y réside, parce qu'il n'a pas été trouvé suffisamment de meubles saisissables lui appartenant, le maire, le recorder ou deux échevins peuvent émettre sous leur signature leur mandat indiquant les numéros ou désignation des terrains, et le montant des taxes et redevances municipales dues, et enjoignant au secrétaire-trésorier d'annoncer et de vendre les immeubles y désignés à raison desquels ces taxes sont dues, et cela de la manière indiquée aux articles suivants.

563. Le secrétaire-trésorier doit faire, chaque année, du Liste des premier au cinquième jour du mois de février, une liste de arriérés. tous ceux qui sont arriérés pour taxes, cotisations, répartitions, contributions ou charges imposées sur un ou plusieurs immeubles dans la cité, en indiquant tels immeubles ainsi que le nom du propriétaire s'il est connu, (s'il est inconnu il en est fait mention à la liste), et le montant des redevances municipales.

564. Il fait insérer cette liste au moins trois fois dans Insertion de la gazette officielle de Québec, et six fois dans un journal la liste dans français de Saral, en approprient que se inspection de la lin Gaz. Offi. français de Sorel, en annonçant que ces immeubles seront vendus le premier lundi de mars suivant à la salle publi-

Il donne de plus avis public de telle vente pendant Avis de la quinze jours, et un avis spécial par lettre enregistrée vente. à la dernière adresse connue de chaque propriétaire des immeubles mis en vente.

365. Le secrétaire-trésorier doit procéder à la vente des Délais pour immeubles dans les délais mentionnés aux articles 547 procéder à la et 548, sous peine d'une amende de vingt piastres pour chaque contravention.

Oppositions à la vente par le conseil

Il n'est pas au pouvoir du conseil d'intervenir pour empêcher la vente ni pour donner de délai, ni pour remettre non permises. l'amende au secrétaire-trésorier, au cas d'infraction à la présente loi.

Vente aux plus haut enchérisseur.

566. Au temps fixé pour la vente, le secrétaire-trésorier de la cité, par lui-même ou par une autre personne, vend au plus haut enchérisseur, ceux des terrains décrits dans la liste publiée et à raison desquels il est encore dû des redevances municipales, après avoir fait connaître le montant des deniers à préveler sur chacun de ces terrains, y compris la part des frais encourus pour la vente, en proportion du montant de la dette.

Acquéreur.

567. Quiconque offre alors de payer le montant des deniers à prélever, y compris les frais, pour la moindre partie de ce terrain, en devient l'acquéreur, et cette partie du terrain doit lui être adjugée sur le champ, par le secrétaire-trésorier qui vend celle qui convient le mieux à l'intérêt du débiteur.

Paiement du prix.

568. L'adjudicataire de tout terrain ou partie de terrain doit payer le montant de son acquisition au moment même de l'adjudication.

Défaut de paiement immédiat.

A défaut de paiement immédiat, le secrétaire-trésorier remet de suite le terrain en vente ou ajourne la vente au lendemain ou à un autre jour dans la huitaine, en donnant avis de l'ajournement aux personnes présentes, à voix haute et intelligible.

Ajournement n'y a pas d'en-chère, etc.

569. Si, au moment de la vente, aucune enchère n'est de la vente s'il offerte, ou si tous les terrains annoncés ne peuvent être vendus ce premier lundi de mars, la vente doit être ajournée au lendemain ou à un autre jour dans la huitaine, ou être faite de la manière indiquée dans la dernière disposition de l'article précédent.

Certificat sur paiement de l'adjudication.

570. Sur vaiement, par l'adjudicataire, du montant de son acquisition, le secrétaire-trésorier doit lui donner un certificat sous sa signature, constatant les particularités de la vente, et l'adjudicataire est de suite saisi du lot ou lopin de terre adjugé, et peut en prendre possession.

Pouvoir du durant 12 mois,

571. Tout propriétaire d'un immeuble vendu pour propriétaire redevances municipales, peut retraire tel immeuble de le retraire durant les douze mois révolus à compter du jour de la vente, en payant à l'acheteur le prix d'achat, les impenses conservatoires, toutes taxes imposées et la valeur de tous travaux publics ordonnés ou faits sur tel immeuble, plus dix par cent sur le tout.

L'acqué ter de la v endomma snivant la

572. T retraire ce por le pr taire au te

573. S jour de l racheté c trésorier d représenta des arréra devenues vente en k Sorel, la p et ayants

574. C bien-fonds tous les encore. l'ef hypothèqu l'exception représenta

575. Si vendus po vances pré vente, le s sion de ces quelqu'au droit de p contribual mation, le mation es par la cité, les droits un tribuna

576. To en vertu ètre inten la propriéte une vente mages et i elle n'a été 1889.

ar emmettre n à la

ésorier Vend lans la s redeontant com-

ortion

nt des oindre partie secréieux à

errain oment ésorier nte au n donntes, à

e n'est ut être it être a huiernière

ant de un certés de lot ou 1.

neuble de la penses le tous e, plus L'acquéreur ne peut pas, pendant ces douze mois à comp- Protection de ter de la vente, dépouiller, détruire ou détériorer ou laisser la propriété endommager aucune partie de tel immeuble, sauf l'usage lai. suivant la destination ordinaire

- 572. Tout individu, autorisé ou non, peut racheter ou Rachat peut retraire ce terrain de la même manière, mais au nom et être fait par por le profit seulement de celui qui en était le propriésonne au nom du propriésaire au temps de l'adjudication.
- 573. Si, à l'expiration de douze mois à compter du Obligation de jour de l'adjudication, le bien-fonds adjugé n'est pas après les 12 racheté comme il est dit plus haut, alors le secrétaire-mois, s'il n'y trésorier doit, sur la demande de l'adjudicataire, ses hoirs, trait représentants ou ayants cause, et sur preuve du paiement des arrérages de toutes les autres cotisations qui sont devenues exigibles dans l'intervalle, passer un contrat de vente en bonne forme, transportant au nom de la cité de Sorel, la propriété ainsi adjugée à l'adjudicataire, ses hoirs et ayants cause.
- 57.4. Ce contrat de vente est un titre translatif de ce Effet de ce bien-fonds, et non seulement il transfére à l'adjudicataire contrat. tous les droits du propriétaire primitif, mais il a encore l'effet de purger ce bien-fonds de tous priviléges et hypothèques quelconques dont il peut être grevé, à l'exception du droit de cens ou des rentes constituées, représentant les cens et rentes.
- vendus pour une somme au-dessus du montant des redeventeremis au vances prélevées et des frais résultant de la saisie et de la vente, le surplus est remis au contribuable en possession de ces biens lors de leur vente. Mais si, au préalable, Proviso. quelqu'autre personne réclame ce surplus en alléguant un droit de propriété ou de privilége à ce surplus, et si le contribuable sur qui la vente est faite admet cette réclamation, le surplus est payé au réclamant, et si la réclamation est contestée, le surplus des deniers est retenu par la cité, sujet à cinq par cent d'intérêt, jusqu'à ce que les droits respectifs des parties aient été déterminés par un tribunal compétent.
- 576. Toute action pour faire annuller une vente faite Prescription en vertu de cette loi, pour taxes ou cotisations doit de l'action en être intentée dans l'année qui suit l'adjudication de vente. la propriété vendue; et aucune action pour faire annuler une vente faite comme susdit ou pour obtenir des dommages et intérêts contre le conseil, n'est maintenue si elle n'a été intentée dans ce délai.

Extension du

au comité snivante d

1889.

née. Si le con port comm

577. La prescription mentionnée en l'article précédent déni d'action s'étend à toute exception ou plaidoirie quelconque invoquant la nullité de toute telle vente ou réclamant des dommages et intérêts.

TITRE QUINZIÈME.

DES FINANCES DE LA CITÉ, DU BUDJET MUNICIPAL.

Etat des dépenses par les comités.

578. Aussitôt que possible après la reconstitution des comités, chaque comité doit faire un état des dépenses à prévoir, et le comité des finances doit soumettre, en outre, un état du revenu probable de l'année.

Emploi du montant sanctionné par le conseil.

Le conseil doit affecter le montant qu'il croit devoir sanctionner, au paiement des dépenses prévues, laissant en réserve un montant de pas moins de cinq par cent sur son revenu estimé.

Procedés avant d'en

Cette réserve ne peut être entamée ou appliquée d'aufaire l'emploi, cune manière, que sur un rapport du comité des finances. sous peine d'une amende de cinquante piastres contre chacun des membres du conseil, qui a participé par son vote ou par la signature d'un ordre ou mandat de payer quelque somme à même ce fonds de réserve, sans qu'un rapport du comité des finances, ait été produit devant le conseil et dûment sanctionné concernant l'emploi de deniers provenant du dit fonds.

Responsabilité des membres du conseil.

Tout membre du conseil astreint à la dite amende est de plus, responsable envers la cité de toute somme dépensée contrairement aux prescriptions de cet article.

Conditions réserve.

379. Il est défendu au secrétaire-trésorier, au sousmandats d'ar secrétaire-trésorier ou au trésorier, d'acquitter, sur le dit gent sur cette fonds de réserve, aucun mandat d'argent sur l'ordre d'aucun des membres du conseil, avant l'accomplissement des formalités édictées dans l'article précédent.

Jdem sur le montant des crédits.

Il leur est aussi défendu de disposer, en aucune manière du surplus du montant d'un crédit, sans une autorisation spéciale du conseil, sous les peines portées à l'article précédent.

Composition finances.

580. Le comité des finances est composé de tous les du comité des membres du conseil.

Registre des délibérations.

Le secrétaire-trésorier doit tenir un registre des délibérations du comité, sous la signature du président du comité et du secrétaire-trésorier, ou de l'un d'eux.

581. Les règlements, résolutions, motions, ou avis de Soumission des depenses motion comportant une dépense en dehors des crédits, crédits. doivent, avant d'être adoptés définitivement, être soumis

582. L gent pour cité et gén

583. Cl au moyen de suite, à ment des i d'amortisse

La intér le taux lég

584. Le l'achat d'ef ou dans le par le cons

585. Le déposer ent le fonds d'a

Dans ce manière à é rêts et quel

586. Le avec ou sa conditions ou autres at

587. Le du comité d l'émission payer toute tractés, ou p avantageuse

588. II date et de n total de la d au comité des finances, qui fait rapport à la première séance suivante du conseil, soit régulière, soit spéciale, soit ajournée.

Si le comité des finances refuse ou néglige de faire rap-si le comité port comme susdit, le conseil peut procéder outre.

TITRE SEIZIÈME.

DES EMPRUNTS.

- 582. Le conseil peut emprunter diverses sommes d'ar-Pouvoir d'emgent pour payer ses dettes, faire des améliorations dans la printer dans cité et généralement pour toutes fins de sa juridiction.
- 583. Chaque fois que le conseil contracte un emprunt Paiement des au moyen d'obligations ou débentures, il peut pourvoir intérêts de de suite, à même les revenus de la corporation, au paiement des intérêts annuels et à l'établissement d'un fonds d'amortissement d'au moins un pour cent par an.

Les intérêts annuels ne peuvent, en aucun cas, excéder Taux d'icclui. le taux légal de l'intérêt dans cette province.

- 584. Le fonds d'amortissement doit être placé dans Placement du l'achat d'effets publics de la Puissance ou de la Province, fonds d'amortissement du dans le rachat de d'obligations ou débentures émises par le conseil, ou être déposé dans une banque.
- 585. Le conseil peut, si les prêteurs y consentent, Dépôts pour déposer entre leurs mains, les sommes destinées à former le le fonds d'amortissement.

Dans ce cas les reçus donnés au conseil sont faits de Reçus donnés manière à établir quelle somme a été payée pour les inté-dans ce cas. rêts et quelle autre pour le fonds d'amortissement.

- 586. Le conseil peut émettre des billets promissoires Pouvoir du avec ou sans intérêt, payables aux endroits, termes et conseil d'émettre des conditions qu'il juge à propos pour régler les comptes billets promisou autres affaires courantes, et cela par résolution.
- 587. Le conseil peut toujours, sur rapport favorable Emission d'of du comité des finances, faire des règlements pour autoriser bligations, etc. l'émission d'obligations ou de billets promissoires, pour payer toutes dettes flottantes ou tous engagements contractés, ou pour renouveller, ou racheter à conditions plus avantageuses, toutes débentures en circulation.
- 588. Il peut émettre des débentures-coupons de même Emission des date et de même teneur jusqu'à concurence du montant coupons. total de la dette de la cité, afin de la consolider ; et toutes

LL.

VICT.

édent

e in-

it des

enses e, en levoir

n des

t sur d'auances,

ences, contre er son payer qu'un ant le oi de

e est e dée.

souse dit d'aunt des

sation e pré-

élibént du

vis de rédits.

rédits, oumis Chap. 80.

597. L

tresorier. leur quote

suivre le r

versible à

598. D

la dette m

des obliga

cipales, et tion, et no

vernement

en lots à h

prix de ve à affecter c

tion ou la

599. L' gations, ac

constituée

sement, ne objet différ

par le lieut

600. Le

conseil ou

bles devan

juge de par

52 VICT.

débentures ainsi émises sont également privilégiées sur tous les biens meubles et immeubles de la cité.

Signature des 589. Les billets de la corporation sont signés par le billets. maire et le secrétaire-trésorier.

590. Les obligations ou débentures sont signées par Signature des obligations. le maire et le secrétaire-trésorier, mais la signature du maire peut être lithographiée sur les coupons.

Elles doivent porter le sceau municipal.

591. Les débentures ne peuvent être émises pour plus Montant des émissions. de mille piastres ni pour moins que cent piastres, argent courant ou l'équivalent en argent du cours étranger.

> 592. Les débentures de Sorel peuvent être faites pavables à ordre ou au porteur, aux termes, endroits et conditions fixés par les résolutions ou règlements les au-

Elles doivent porter des coupons au montant de l'in-Montant des térêt semi-annue, à un taux n'excédant pas six pour cent

> Les coupons peuvent aussi comprendre un fonds d'amortissement.

593. Le principal et les intérêts de tout billet, bon ou débenture sont assurés à même les fonds généraux de la corporation.

594. Il est toujours permis à la cité de faire le rappel de ses débentures ou obligations quelconques quand elle est en état de le faire avec avantage, auquel cas les intérêts sur ces débentures ou obligations cessent de courir un mois après la date de la publication du rappel dans la gaz tte officielle de Québec,

595. L'émission totale des débentures de la cité, ainsi maxenum de Pémission des que le montant représentant la dette flottante, ne peut jamais excéder en capital une somme égale à vingt par cent du total de la valeur estimée de la propriété foncière imposable de la cité d'après le dernier rôle d'évaluation alors en vigueur.

596. Dans le cas de diminution de la valeur estimée de la propriété foncière imposable de la cité, tel que portée au rôle d'évaluation, après que la dette totale de la cité maximum cidessus dépense sera élevée jusqu'au maximum autorisé, le conseil no pourra s'endetter davantage et il ne pourra pas non plus dépasser en dépenses et déboursés annuels le montant du revenu actuellement perçu pendant chaque année.

Sceau.

Comment

faites payables.

coupons. Contenu

d'iceux. Garantie du

principal t des intéress. Rappel des de-

bentures.

obligations.

Restriction

après le

sées.

des dépenses

Montant

601. Le pens, est te sonnement ticle 608. 602. Le

vertu de la parvoie d'ar exécuter ch cède pas la sonnement jours, sauf] aux ventes quels il est

Le tribun l'amende ou 1889.

es sur

par le

es par re du

r plus argent r.

faites oits et les au-

e l'inr cent 'amor-

on ou ux de

rappel id elle ntérêts rir un ans la

, ainsi peut gt par é fonvalua-

stimée portée la cité seil ne n plus ant du

597. Les membres du conseil, ainsi que le secrétaire-Responsabilité tresorier, sont tenus personnellement responsables de personnelle des membres, leur quote-part du déficit, et un contribuable peut pour-etc. suivre le reconvrement de cette somme, laquelle est reversible à la caisse municipale:

598. Dans la création d'un fonds d'amortissement de Rachat des la dette municipale, le conseil peut pourvoi- au rachat obligations. des obligations de la cité ou d'autres corporations municipales, et à l'achat, sur les fonds généraux de la corporation, et non autrement, de terrains possédés par le gouvernement dans les limites de la cité, pour les subdiviser en lots à bâtir, et en disposer en assurant le dépôt du prix de vente et des intérêts, de manière, dans tous les cas, à affecter ces deniers et les intérêts accumulés, à l'extinction ou la réduction de cette dette.

599. L'argent provenant de la vente de terrains, d'obli- Dépôts ne gations, actions ou valeurs déposés dans une banque peuvent être constituée en corporation, ou affectés au fonds d'amortis-des objets difsement, ne peuvent être retirés pour être appliqués à un férents sans objet différent, sans l'adoption d'un règlement sanctionné du lieutenantpar le lieutenant-gouverneur en conseil.

TITRE DIX-SEPTIÈME.

DU RECOUVREMENT DES AMENDES.

- 600. Les amendes imposées par les règlements du Tribunaux où conseil ou par les dispositions de cette loi, sont recouvra-les amendes bles devant la cour du recorder ou devant le maire ou un vrees. juge de paix.
- 601. Le demandeur ou le plaignant débouté avec dé-Palement des pens, est tenu au paiement de ces frais; à peine de l'empri- frais d'action sous peine sous peine de l'empri- frais d'action sous peine sonnement en la manière et dans le délai prescrits à l'ar-d'emprisonneticle 608.

602. Le conseil peut, dans tout règlement fait en Règlements pertu de la présente loi, décréter l'infliction de punitions peuvent comparvoie d'amende ou d'emprisonnement dans le but de faire tion. exécuter chaque tel réglement, pourvu que l'amende n'excède pas la somme de cinquante piastres, et que l'emprisonnement ne soit pas pour une période excédant trente jours, sauf les cas de transgression des règlements relatifs aux ventes de liqueurs et aux licences et autres pour lesquels il est autrement pourvu par cette loi.

Le tribunal jugeant le délit peut, à sa discrétion, limiter Limitation d'icelles par l'amende ou l'emprisonnement. le tribunal.

Chap. 80.

608. Toutes les amendes encourues par une même amendes dans personne peuvent être comprises dans la même pourune même action. suite.

Prescription des poursuites.

604. Toute poursuite en recouvrement de ces amendes se prescrit par six mois.

Par qui inten-

605. Telle poursuite peut être intentée par toute personne majeure en son nom particulier, ou par le maire ou le secrétaire-trésorier, au nom de la cité de Sorel.

Un seul témoin suffit.

606. Toute telle poursuite peut être décidée sur le serment d'un témoin digne de foi.

Emploi des amendes.

607. Les amendes recouvrées en vertu des règlements du conseil ou des dispositions de cette loi, appartiennent. à moins qu'il n'en soit autrement réglé, pour une moitié au poursuivant et l'autre moitié à la corporation.

Si la poursuite a été intentée au nom de la corporation.

l'amende appartient toute entière à la corporation.

Si l'amende est due par la corporation, elle appartient toute entière au poursuivant.

Emprisonnede payer l'amende.

608. A défaut du paiement de l'amende infligée par ment à défaut la cour et des frais, dans les quinze jours après le prononcé de la sentence, la personne condamnée peut être consignée dans la prison, pour un temps n'excédant pas trente jours, lequel emprisonnement cesse néanmoins sur paiement de la somme due.

Effet de l'emprisonnement.

Cet emprisonnement décharge la personne qui le subit de son obligation de satisfaire au jugement prononcé contre elle.

Saisies-exécution.

609. Les amendes, ainsi que les frais taxés par le juge de paix, le maire, ou le recorder, après jugement, peuvent être recouvres et prélevés sur les meubles et effets des délinquants.

Amende conteurs qui négligent de faire rapport.

610. Chaque lois que les estimateurs négligent de tre les estima-faire l'évaluation qu'ils sont requis de faire en vertu de cette loi, ou négligent de dresser, signer et remettre le rôle d'évaluation au secrétaire-trésorier, dans deux mois de la date de leur nomination, chacun d'eux encourt une amende de deux piastres pour chaque jour qui s'écoule entre l'expiration de la dite période de deux mois et le jour où tel rôle d'évaluation est ainsi remis ou auquel leurs successeurs en office sont nommés.

611. Tout membre du conseil, tout officier nommé par Amende pour

le conseil, to refuse ou no tout devoir 1 loi, encourt et de pas mo

1889.

612. Tout ou néglige de loi, ou par chaque jour tinue d'exist qu'une autre offense.

613. Tout tente de mo seil ou consta à lui conférés ment ou ordr piastres pour dont elle est

614. Toute mage ou effa ment qu'il est ou ordre du l'information amende de hu

615. Toute ou de conseille tion, les qualide voter, enc vingt piastres

616. Toutes présente loi do taire-trésorier

Le produit d piritueuses et cité tout comm cette loi, nonol Le règlement les licences sus ion de Sorel, se

617. Le mai n tout ou en

iotaire, le dix

même pour-

VICT.

nendes

toute e maire

sur le

ements ennent, moitié

ration, artient

ée par

ononcé consitrente r paie-

subit ononcé

le juge euvent ets des

ent de ertu de ttre le x mois rt une 'écoule et le auquel

né par

le conseil, tout juge de paix ou toute autre personne qui remplir les refuse ou néglige de faire toute chose, ou de remplir devoirs de sa tont devoir requis de lui, ou qui lui est imposé par cette loi, encourt une amende n'excédant pas vingt piastres et de pas moins de quatre piastres.

- 612. Tout inspecteur ou officier de voirie qui refuse Amende conou néglige de remplir tout devoir à lui assigné par cette de voirie. loi, ou par les reglements du conseil, encourt, pour chaque jour que telle contravention est commise, ou continue d'exister, une amende d'une piastre, à moins qu'une autre amende ne soit imposée par la loi pour telle offense.
- 613. Toute personne qui moleste ou empêche, ou qui Amende pour molestation tente de molester ou d'empêcher tout officier du con-d'officiers dans seil ou constable, dans l'exercice de quelqu'un des devoirs l'exécution de à lui conférés ou imposés par cette loi, ou par un règlement ou ordre du conseil, encourt une amende de vingt piastres pour chaque telle offense, en outre des dommages dont elle est passible.
- 614. Toute personne qui. à dessein, déchire, endom-Amende conmage ou efface un avertissement, avis ou autre docu-endommagent ment qu'il est ordonné par cette loi ou par un règlement les avis. ou ordre du conseil d'afficher à un endroit public pour l'information des personnes intéressées, encourt une amende de huit piastres pour telle offense.
- 615. Toute personne qui vote à une élection de maire Amende conou de conseiller, sans avoir, lors de son vote à telle élec-illégaux. tion, les qualités requises par la loi pour lui donner droit de voter, encourt par le fait une amende n'excédant pas vingt piastres.
- 616. Toutes les amendes recouvrées en vertu de la Versement des présente loi doivent être versées entre les mains du secré-amendes. taire-trésorier de la cité.

Le produit de toutes licences pour la vente de liqueurs Emploi du repiritueuses et vineuses forme partie des fends de la rences. nté tout comme celui des autres licences octroyées d'après cette loi, nonobstant toute loi à ce contraire.

Le règlement de toutes réclamations à l'égard du produit Règlement de les licences susdites, entre le gouvernement et la corpora-valides. ion de Sorel, selon acte reçu devant Mtre L. P. P. Cardin, iotaire, le dix août, 1887, est valide jusqu'à cette date.

617. Le maire ou le conseil seul a le droit de remettre, Remise des n tout ou en partie, toute amende qui appartient à la amendes.

cité, ainsi que les frais de poursuite occasionnés pour le recouvrement de telle amende.

Mode de la

618. La remise par le conseil ne peut se faire que par une résolution adoptée par la majorité du couseil, sur une pétition accompagnée d'une recommandation du juge ou du magistrat qui a imposé l'amende, et présentée au conseil par la personne même qui demande la remise.

Amende pour contribution.

619. Tout membre ou officier du conseil, qui contrevient aux dispositions des deux articles précédents, encourt une amende n'excédant pas vingt piastres pour chaque offense.

Certaines rerées nulles.

620. Toute remise d'amende ou de frais faits en conmises considé travention aux dispositions des articles 617 et 618 de cette loi, est considérée comme non avenue et de nul effet.

Amende pour transgression des règlements

621. Quiconque transgresse quelque règlement fait par le conseil en vertu de la présente loi est, pour chaque offense, passible de l'amende ou de l'emprisonnement avec ou sans travaux forcés spécifiés en le dit règlement, avec les frais alloués par le juge ou les juges de paix qui jugent telles contraventions.

Personnes ayant droit d'intenter poursuites.

622. Toute personne majeure résidant dans la cité de Sorel a droit d'intenter les poursuites autorisées par la présente loi ou les règlements du conseil.

Ces actions peuvent aussi être prises par le conseil au

nom de la cité de Sorel.

TITRE DIX-HUITIEME.

DU TRIBUNAL MUNICIPAL DE LA CITÉ.

Désignation du tribunal.

623. Le tribunal municipal de la cité est désigné sous le nom de "Cour du recorder de la cité de Sorel.

Maintien d'icelui.

Le conseil a le droit de maintenir, abolir ou rétablir durant bon plaisir, la cour du recorder telle que maintenant établie et constituée.

Présidence du tribunal.

Cette cour est présidée par le recorder qui est appelé " Recorder de la cité de Sorel."

Durée de charge du recorder.

624. Le recorder actuel continue de demeurer en fonctions durant le bon plaisir du lieutenant-gouverneur en conseil.

Nomination du recorder.

625. Toute nomination de recorder pour la cité, doit être faite par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

626. Le g par le conseil

1889.

627. Auss en fonctions. et le sous-gre bien et fidèle

L'omision jours à comp d'acceptation

628. Le r sous son seins investi de to

L'original gistré au bur

629. Au pléant contin tion d'un rec

630. Le tr conseil. qui p

631. La co de tous les au maire or peut entend pénale ou ci la cité et por nalités impos la cité et de to

Elle conna locataires et 1 valeur du lo piastres, avec des occupanti maitres et serv résultant du le montant n'exc

632. Le gre seing et sceau et dûment dér crit dans le re pétente peur devoirs comm personne ains place.

Chap. 80.

VICT. 18

ue par sur une suge ou

tée au

our le

contreédents, es pour

en conle cette Set.

fait par chaque nement lement, six qui

cité de s par la

seil au

né sous

rétablir main-

appelé

en foncleur en

ité, doit rince de 626. Le greffier de la cour du recorder est nommé Nomination par le conseil durant bon plaisir.

627. Aussitôt après leur nomination et avant d'entrer sement d'ofen fonctions, le recorder, le recorder suppléant, le greffier fice. et le sous-greffier de la dite cour doivent prêter serment de bien et fidèlement remplir les devoirs de leur charge.

L'omision de leur part de prêter serment pendant dix Omission de le jours à compter de leur nomination, constitue un refus prêter.

d'acceptation de la charge.

628. Le recorder peut, de temps en temps, nommer, Recorder supsous son seing, un recorder suppléant, lequel est *ipso facto* pléant. investi de tous les pouvoirs du recorder.

L'original de telle nomination doit être déposé et enre-Depôt de sa gistré au bureau de secrétaire-trésorier.

- 629. Au cas de décès du recorder, le recorder sup-Devoirs du pléant continue de remplir sa charge jusqu'à la nomina-suppélant tion d'un recorder par le lieutenant-gouverneur en con-recorder. seil.
- 630. Le traitement du recorder est fixé et payé par le Traitement du conseil, qui peut l'augmenter ou le diminuer à volonté.
- 631. La cour du recorder a la juridiction et est revêtue Juridiction du de tous les pouvoirs judiciaires et exécutifs conférés tribunal. au maire ou à un ou plusieurs juges de paix, et peut entendre et juger sommairement toute action pénale ou civile pour contravention aux règlements de la cité et pour recouvrement de toutes amendes ou pénalités imposées par cette loi ou par les règlements de la cité et de toute taxe ou redevance municipale et scolaire.

Elle connaît de plus toute action entre locateurs, locataires et propriétaires ou occupants, pourvu que la valeur du loyer n'excède pas le prix annuel de cent piastres, avec pouvoir d'ordonner l'expulsion sommaire des occupants, s'il y a lieu; aussi de toute action entre maîtres et serviteurs, apprentis, domestiques ou journaliers résultant du louage de service personnel, pourvu que le montant n'excède pas vingt-cinq piastres.

632. Le greffier de la cour peut, par un écrit sous son Nomination seing et sceau, reconnu par lui, en présence du recorder, d'un assistant et dûment déposé et produit au bureau de la cour, et inscrit dans le registre d'icelle, nommer une personne compétente peur l'assister dans l'accomplissement de ses devoirs comme greffier de la dite cour et démettre toute personne ainsi nommée et en nommer une autre à sa place.

Chap. 80

Pouvoir du sous-officier:

'633. Ce sous-greffier, pendant qu'il est en charge, remplit tous les devoirs imposés et possède tous les pouvoirs et l'autorités conférés par la présente loi an greffier de la dite cour.

Réduction des brefs et mandats par le greffler.

634. Le greffier de la dite cour prépare et redige les sommations, ordres, brefs ou mandats quelconques. qui sont émis par la cour.

Conduite des

635. Il conduit pour et au nom du demandeur ou pourprocedures par le greffler, suivant, lorsque tel demandeur ou poursuivant est dans la cité de Sorel, toutes les affaires et poursuites qui sont de la compétence et de la juridiction de la dite cour, excepté dans le cas ou la cité juge à propos de nommer un procureur ou de lui associer un conseil.

Serment du greffer, etc.

636. Le greffier de la dite cour et le sous-greffier prétent respectivement le serment d'office, et le dit serment est inscrit sur l'endos ou toute autre partie du document nommant tel greffier ou sous-greffier.

Registre du tribunal.

637. Il inscrit dans un registre qu'il tient à cet effet. our par jour et succinctement, les procédures dans chaque cause ou toute plainte portée devant cette cour.

Procédures non inscrites au long. Rôle des jugements.

638. Il n'est pas nécessaire pour le greffier d'inscrire au long les procédures, jugements et sentences de la cour. Il ne tient régulièrement qu'un rôle des dits juge-

ments, et un autre pour les sentences, dans lesquels sont énumérés, dans le premier, le nom du défendeur, la nature de la dette et la date du jugement, et dans le second. la nature de l'offense, l'amende et la date de la sentence,

Preuve des notes de la procédure.

Les notes de la procédure écrites à la marge de l'original de l'assignation ou plainte, sont des preuves satisfaisantes de telle procédure.

Proniso.

Toutefois les dispositions ci dessus ne s'appliquent pas dans le cas où le défendeur demanderait, avant l'audition de la cause, que les procédures fussent enregistrées comme ci-devant.

Pouvoire du sous-greffler en cas de

639. Dans le cas de décès du greffier de la dite cour. le sous-greffier continue d'agir comme tel jusqu'à ce mort du gret- qu'un autre greffier soit nommé par le conseil.

Au nom de qui 640. Les sommations, ordres, brefs ou mandats de les brefs, etc. quelque nature que ce soit, sont émis par la dite cour au nom de Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, et sont signes par le recorder ou le greffier.

1889.

641. Da ivrognerie police de l la présente de prendre faite sous s le constabl une plaint

642. Si prise en é la dite plai

643. Le les juges de dues, et déc juges de pa 178, quant conférés à que à la dit

644. Lo devant la d susdit, et soit par pro significatio sont prises demandeur tel jugemer

645. Si] plaidover à par les par justice.

646. Dan par la corr pas nécessai ment en ver est fondée; l'acte ou du

647. Tou tion de la pi du percepte des Statuts 1 lois qui ont l'amender, p un ou plusie charge, tous les loi au

2 VICT

redige onques,

u pourst dans es qui te cour, le nom-

er preserment cument

et effet, chaque

inscrire la cour. s jugeels sont la nasecond, entence, l'origisatisfai-

ent pas udition comme

e cour, lu'à ce

lats de e cour eurs, et 641. Dans tous les cas de personnes poursuivies pour Personnes ivrognerie ou d'arrestations à vue par un constable de la etc., plainte police de la cité, pour offense contre les dispositions de dans ce cas la présente loi, ou d'un règlement, il n'est pas nécessaire non par écrit de prendre la plainte par écrit; mais la plainte verbale faite sous serment, devant la dite cour du recorder, par le constable qui a fait l'arrestation, est considérée comme une plainte suffisante.

- 642. Si telle personne demande que la plainte soit Ordre peut prise en écrit, la cour ordonne au greffier de prendre l'écrire sur demande.
- 648. Les poursuites entendues devant le recorder ou Dispositions les juges de paix en vertu de la présente loi, sont enten-fédérales apdues, et décidées par eux, et tous les pouvoirs conférés aux juges de paix par les Statuts revisés du Canada, chapitre 178, quant aux ordres et convictions sommaires, sont conférés à la cour du recorder. Le dit chapitre s'applique à la dite cour.
- 644. Lorsqu'une personne est sommée de comparaître Défaut de devant la dite cour pour avoir commis une offense comme comparature de la susdit, et qu'elle ne comparaît pas, soit en personne, soit par procureur, dans ce cas, après preuve faite de la signification de la sommation, des procédures par défaut sont prises contre telle personne et, sur preuve faite par le demandeur des allégations de la plainte, la cour prononce tel jugement que de droit et adjuge sur les frais.
- 645. Si le défendeur comparaît, la cour fait entrer son Plaidoyer du plaidoyer à la plainte, elle entend les témoins produits défendeur. par les parties, et décide conformément à la loi et à la justice.
- 646. Dans toute action, poursuite ou plainte portée Enoncés dans par la corporation devant la cour du recorder, il n'est la plainte. pas nécessaire de reproduire la disposition ou le règlement en vertu desquels telle action, poursuite ou plainte est fondée; il suffit d'énoncer que c'est en vertu de l'acte ou du règlement à cet effet.
- 647. Toutes poursuites ou actions qui, avant l'adop-Poursuite tion de la présente loi, auraient pu être intentées au nom avant le pasdu percepteur du revenu, en veriu des articles 827 à 1093 loi. des Statuts refondus de la province de Québec, et de toutes lois qui ont pu ou qui pourront à l'avenir être passées pour l'amender, peuvent être intentées devant le recorder ou un ou plusieurs juges de paix résidant dans la cité au nom

de la "cité de Sorel," pourvu qu'elles soient intentées pour offenses commises dans les limites de la cité.

Incorporation de certaines dispositions

Les dispositions du chapitre cité à l'article 643, relatives aux dites offenses et à la manière de poursuivre et de dans cette loi, punir ceux qui s'en rendent coupables, et toutes procédures, ordres et convictions, permis et ordonnés par le dir chapitre et ceux qui l'amendent sont incorporés dans cette loi, avec telles modifications qui sont nécessaires à leur application.

Pouvoir de la police de conduire les débauchés, etc., devant la cour.

648. La police de la cité, ou tout constable ou officier de paix, peut conduire devant la dite cour, toute personne contrevenant comme susdit à une des dispositions de la présente loi ou aux dispositions ou règlements susdits. et toute personne vagabonde, débauchée, désœuvrée ou déréglée, et toute personne arrêtée comme susdit, pour être traitée là et alors suivant la loi, selon que la cour de recorder ou le recorder le juge et détermine.

Poursuites des co-propriétai-

649. Tout co-propriétaire ou co-occupant de terrain, maison, bâtisse ou autre propriété immobilière en la cité. contre qui il est porté plainte pour cause de violation d'un règlement du conseil ou pour toute autre offense contre les dispositions d'un règlement du conseil, peut être poursuivi seul ou conjointement avec ses co-propriétaires ou co-occupants devant la cour du recorder, ainsi que tout agent 'de tel co-propriétaire ou co-occupant.

de mentioner à l'action.

Pour intenter l'action, il suffit de mentionner le nom d'un co-propriétaire ou co-occupant, ou de tel agent en y Ce qu'il sumt ajoutant les mots " et autres," et la preuve orale de tel acte de propriété et occupation comme susdit, qu'elle soit individuelle ou conjointe, ou de telle agence, est suffisante nonobstant toute loi, usage ou coutume à ce contraires.

Déposition préalable non serment n'est requise du demandeur ou du plaignant; mais l'objet de la plainte ou de la demande doit être suffsamment énoncé dans le bref ou dans une déclaration annexée au bref.

Séances du tribunal.

651. La cour du recorder doit siéger autant de fois qu'il est nécessaire chaque jour, sans avis préalable, et peut fixer un temps pour entendre et juger sommairement les offenses commises par toute personne contrevenant aux dispositions de toute loi ou règlement, et pour entendre et juger sommairement les cas de toute personne vagabonde, débauchée, désœuvrée ou déréglée et autres délinquants arrêtés ou sous la garde de la

police de vue immé comme sus par le dit : trict de Ri

652. L honoraires huissiers.

653. Da la cour du civiles que spécial.

Les hontaxés dans

654. L en accorda chaque par

655. L juridiques celui du ra

dat, le rec de l'assign pour l'aud Il peut

656. A

juge de pa

657. L sont donné

658. L des notes o Ces note geant font

659. La deux mois rapport de

660. L sions de la sonnement durant ses ées pour

8, relativre et de procéduar le dit ans cette s à leur

u officier oute perpositions s susdits, uvrée ou lit, pour cour du

e terrain, n la cité, cion d'un contre les oursuivi co-occuagent 'de

le nom cent en y le de tel 'elle soit est suffice con-

ble sous aignant; tre sufficlaration

t de fois alable, et ommairee contrement, et de toute ou déréde de la police de la cité, ou les cas de toute personne arrêtée à vue immédiatement après la perpétration d'une offense comme susdit, ou par mandat émis par la dite cour, ou par le dit recorder, ou par un juge de paix pour le dit district de Richelieu.

- 652. Le conseil peut faire et établir un tarif des Tarif d'honohonoraires qui peuvent être exigés par le greffier et les officiers du huissiers, et changer de temps à autre ce tarif.
- 653. Dans toutes les causes qui sont instruites devant Frais. la cour du recorder, les frais sont les mêmes en matières civiles que ceux alloués par les juges de paix par tarif spécial.

Les honoraires des avocats ou procureurs ne sont pas Honoraires taxés dans les causes civiles ou pénales.

- 654. La cour du recorder peut user de sa discrétion Discrétion du en accordant ou refusant les frais, ou en ordonnant à tribunal au chaque partie de payer ses propres frais.
- 655. Le délai d'assignation est d'au moins deux jours Délai d'assijuridiques, entre le jour de la signification de l'ordre et gnation. celui du rapport.
- 656. Au jour du rapport de l'assignation ou du man-Pouvoir de dat, le recorder ou le juge de paix qui a signé l'ordre siéger seul de l'assignation ou le mandat, a droit de siéger seul pour l'audition et la décision de la cause.

Il peut néanmoins requérir l'assistance de tout autre Assistance juge de paix, ayant juridiction dans le district.

- 657. Les rapports de signification faits par un huissier Rapports de sont donnés sous son serment d'office.
- 658. Le recorder, le juge de paix ou le greffier prend Notes des des notes des parties importantes du témoignages.

Ces notes signées par le juge de paix ou le recorder sié-Elles font pargeant font partie du dossier.

- 659. La cour du recorder peut accorder un délai de Délais sur deux mois à tout défendeur confessant jugement après le jugement, rapport de l'action.
- 660. Le recorder maintient la paix durant les ses-maintien de sions de la cour, et peut punir par l'amende ou l'empri-l'ordre aux sonnement toute personne coupable de mépris de cour, durant ses séances.

Chap. 80.

Preuve de la passation d'un règlement non requise. 662. Dans toute action, instance ou plainte par la corporation, il n'est pas nécessaire d'alléguer ni de prouver que les formalités requises pour la passation d'un règlement ont été observées, ou que tel règlement a été transmis au lieutenant-gouverneur.

Prescription.

Ces formalités sont présumées avoir été remplies jusqu'à preuve du contraire

Présomption de la plainte.

663. Toute dénonciation ou plainte pour violation d'aucun règlement du conseil, doit être faite ou portée dans les trente jours qui suivent la commission de l'offense.

TITRE DIX-NEUVIÈME.

DES EXPROPRIATIONS.

Acquisition de terrain pour travaux publics.

664. Le conseil peut recevoir à titre gratuit, acquérir ou exproprier le terrain nécessaire à l'exécution des travaux ordonnés par lui dans les limites de ses attributions, notamment pour l'ouverture, l'agrandissement ou l'alignement de rues ou parties déterminées de rues, places publiques, parcs, canaux, égouts, la construction d'édifices à l'usage de la cité, pour tous objets relatifs à l'approvisionnement de l'eau dans la cité, à tout aqueduc avec dépenpendances, accessoires, y compris le déplacement ou changement de l'aqueduc actuel s'il y a lieu, et pour tous objets relatifs à l'éclairage de la cité, à toute usine à gaz ou appaappareil électric, avec dépendances et accessoires.

Propriétés exemptes de l'expropriation. 665. Le conseil ne peut, sans le consentement du propriétaire, prendre par voie d'expropriation les propriétés suivantes:

1º Les propriétés appartenant à Sa Majesté ou tenues en fidéicommis pour son usage:

2º Celles occupées par le gouvernement fédéral et le

gouvernement provincial;

3º Celles possédées ou occupées par des compagnies de chemin de fer, des fabriques, ou des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation;

4º Les cimetières, les évêchés, les presbytères et leurs

dépendances.

Indemnité à ceux qui occupent des biens de Sa Majesté. 666. Dans tous les cas où un terrain nécessaire pour des objets municipaaux, forme partie des terrains du gouvernement, occupés par des locataires, l'indemnité à payer

à ces locats par les esti

1889.

propriation le conseil en possessi ment conve propriétair

priétaire et civils, la va ce qui entre doit être es par le conse et un troisi s'entendent demande de

Si le prop droits civils cour supério

669. Les par eux, es moins dix jo

Les arbitrentendu les nistré par leur décision par la major du conseil.

Cette déci

670. Dar désignent le nu de ce te en vertu duc de l'indemni tent le refus.

671. Sur l'indemnité comme dit cosession du te

Si quelqu'i sion, un juga pécision des dépôt selon iles est

par la le prouon d'un it a été

ies jus-

2 VIOT.

iolation portée

ion de

cquérir des tracutions, aligneces pufices à evisiondépenu chans objets u appa-

ent du propritenues

et le nies de u cor-

leurs

our des a goupayer à ces locataires, s'il y a lieu, doit être déterminée et fixée par les estimateurs, à moins d'entente à l'amiable.

667. L'indemnité à payer, pour tout terrain sujet à ex-indemnité, propriation, peut être fixée et arrêtée par convention entre mode de la le conseil et le propriétaire de ce terrain s'il est majeur et en possession de ses droits civils ; et il peut être également convenu qu'aucune indemnité ne sera accordée au propriétaire exproprié.

priétaire est mineur ou n'a pas l'exercice de ses droits défaut d'encivils, la valeur du terrain en question, de même que tout les parties. ce qui entre en compensation de la valeur de ce terrain, doit être estimée par des arbitres nommés comme suit : un par le conseil, un autre par le propriétaire ou de sa part, et un troisième par les deux arbitres, ou si ces derniers ne s'entendent pas, par un juge de la cour supérieure, à la demande de l'une des parties intéressées.

Si le propriétaire mineur ou qui n'a pas l'exercice de ses Mineur qui droits civils, n'a pas de représentant légal, un juge de la u'a pas de cour supérieure peut nommer un arbitre de sa part.

669. Les arbitres procèdent aux temps et au lieu fixés procédures par eux, et dont ils ont donné un avis spécial d'au des arbitres, moins dix jours aux parties intéressées.

Les arbitres, après avoir examiné et évalué le terrain et Décision des entendu les parties et leurs témoins, sous serment admi-arbitres. nistré par l'un d'eux, s'ils le jugent à propos, donnent leur décision au moyen d'un certificat signé par eux ou par la majorité d'entre eux, et qu'ils déposent au bureau du conseil.

Cette décision est finale et sans appel.

Décision est finale.

670. Dans toute décision rendue par eux, les arbitres indications désignent le terrain pris, indiquent le propriétaire con-requises dans nu de ce terrain et le règlement ou l'ordre du conseil en vertu duquel ce terrain est pris, et fixent le montant de l'indemnité, s'ils en accordent une, sinon ils en constatent le refus.

671. Sur le paiement ou l'offre légale du montant de Prise de l'indemnité convenue ou accordée, ou sur le dépôt fait possession des comme dit ci-après, le conseil a droit de prendre possession du terrain.

Si quelqu'un résiste ou s'oppose à la prise de posses-Résistance à la sion, un juge de la cour supérieure, sur preuve de la prise de pécision des arbitres et du paiement ou de l'offre ou du dépôt selon le cas, peut adresser son mandat à un huis-

sier ou au shérif pour mettre la corporation en possession du terrain, et faire cesser toute résistance ou opposition; ce que le shérif ou l'huissier doit faire, en prenant avec lui l'assistance suffisante.

Dépôt de l'indemnité si le propriétaire est inconnu. 672. Si le propriétaire est inconnu, ou si le conseil, par crainte de réclamation ou autre cause, juge à propos d'en agir ainsi, il dépose le montant de l'indemnité avec les intérêts pour six mois au bureau du protonotaire du district de Richelieu, avec une copie de l'acte d'arrangement ou de la décision des arbitres.

Ratification de titre.

Des procédures sont prises pour la ratification de tel acte ou décision en suivant les mêmes procédures et avec les mêmes effets que dans les demandes ordinaires en ratification de titre.

TITRE VINGTIÈME.

DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS RENDUS CONTRE LA CORPORATION.

Acquittement des montants auxquels la corporation est condamnée.

673. Lorsqu'une copie d'un jugement, condamnant la corporation au paiement d'une somme de deniers, a été signifiée au bureau du conseil, le secrétaire-trésorier doit aussitôt en acquitter le montant à même les fonds à sa disposition, sur autorisation du conseil ou du maire, suivant l'article 88.

S'il n'y a pas de fonds.

674. S'il n'y a pas de fonds, ou si ceux à la disposition du secrétaire-trésorier ne sont pas suffisants, le conseil doit, aussitôt après la signification du jugement de la cour, ordonner, par résolution, au secrétaire-trésorier, de prélever, sur les biens imposables de la cité, une somme suffisante pour le mettre en état d'acquitter le montant des deniers dus, avec intérêts et frais.

Délai peut être accordé par le tribunal.

675. Le tribunal qui a rendu le jugement peut, sur requête à cet effet, en terme ou en vacance, accorder de temps à autre, au conseil, tout délai qu'il croit des saire pour lui donner le temps de prélever le montant des deniers requis.

Bref d'execution faute de paiement. 676. S'il n'a pas été satisfait au jugement, dans les deux mois aurès la signification qui en a été faite au bureau du conseil, on à l'expiration du délai accordé par la cour, ou contre les parties, la personne qui l'a obtenu peut, en produisant le rapport de la signification du jugement au bureau du conseil, faire émaner de la cour, sur réquisition par écrit à cet effet, un bref d'exécu-

tion contribunal a jugement

de la cou adressé au enjoint en

1º De possible, l

2º A dé de réparti les biens i telle que p voirs et ob conseil et droit relat

3º De dr 4º De pr requise pa

5º D'exig spécial de prescrits a

par lui ou p bref, ou par

tribunal.

679. Le valuation, rau bureau officiers mu que si ces s

680. Il ation et de saires pour

essession sition; ce avec lui

conseil, propos ité avec taire du d'arran-

on de tel s et avec s en rati-

TRE LA

nnant la eniers, a trésorier es fonds lu maire,

sposition e conseil nt de la corier, de e somme montant

nt peut, accorder it accorder ntant des

dans les e faite au cordé par e qui l'a nification ner de la f d'exécution contre la corporation, rapportable devant ce même tribunal aussitôt après le prélèvement du montant du jugement et des frais

677. Ce bref est attesté et signé par le protonotaire Attestation du de la cour supérieure, scellé du sceau de la cour, et préfetce qu'il adressé au shérif du district de Richelieu; auquel il enjoint entre autre choses:

1º De prélever de la corporation, avec toute la diligence possible, le montant de la dette, des intérêts et des frais

tant du jugement que de la saisie-exécution ;

2º A défaut de paiement immédiat par la corporation, de répartir le montant des deniers à prélever sur tous les biens imposables de la cité, à proportion de la valeur telle que portée au rôle d'évaluation, avec les mêmes pouvoirs et obligations et sous les mêmes pénalités que le conseil et le secrétaire-trésorier auquel il est substitué de droit relativement au prélèvement de ces deniers;

3º De dresser sans délai un rôle spécial de perception;
4º De publier ce rôle spécial dans la cité en la manière

requise par l'article 544;

5º D'exiger et de percevoir les sommes portées au rôle spécial de perception de la manière et dans les délais

prescrits aux articles 545 et suivants.

- 6 À défaut du paiment de ces sommes par les personnes obligées, de les prélever avec dépens sur leurs biens meubles, en la manière prescrite aux articles 545 et suivants, de vendre les biens-fonds affectés à ces sommes à défaut de paiement, de la même manière et avec les mêmes effets, que s'il agissait en vertu d'un bref de terris émis par la cour supérieure du district de Richelieu; de faire rapport à la cour des deniers prélevés et de ses procédures, aussitôt que le montant de la dette, des intéréts et des frais a été perçu, ou de temps à autre par ordre du tribunal.
- 678. Il est du devoir du shérif d'exécuter, sans délai, Exécution du par lui ou par ses officiers, ce qui lui est enjoint par ce bref par le bref, où par tout autre ordre subséquent émané de la cour.
- 679. Le shérif a libre accès aux registres, rôles d'é-Libre accès du valuation, rôles de perception, et autres documents déposés shérif aux reau bureau du conseil, et peut requérir les services des officiers municipaux de la cité, sous les mêmes pénalités que si ces services étaient requis par le conseil lui-même.
- 680. Il doit se mettre en possession du rôle d'évalu- Mise en possession et de tous les autres documents qui lui sont néces- d'évaluation. saires pour l'exécution du jugement et des ordres de la

cour; sur refus ou négligence du conseil ou des officiers municipaux de lui remettre ces documents, il est autorisé à en prendre possession.

Evaluation des biens imposables par le shérif.

681. S'il est impossible à l'officier saisissant de se procurer le rôle d'évaluation qui doit servir de base à la perception des deniers, ou s'il n'y a pas de rôle d'évaluation, le shérif procède, sans délai, à faire l'évaluation des biens imposables; et il est autorisé à baser le rôle spécial de perception des deniers à prélever sur cette évaluation, comme si elle était le rôle d'évaluation en vigueur.

Frais d'évaluation.

Les frais encourus pour cette évo aution, tels que taxés par la cour d'où est émané le broi, font partie des frais d'exécution et sont recouvrables contre la corporation.

Taxation des

682. Les honoraires, frais et déboursés du shérif sont honoraires etc. taxés par le juge de la cour d'où a émané le bref d'exécution, à sa discrétion.

Remise au burean du conpie du rôle spécial.

683. Le shérif doit remettre au bureau du conseil une seil d'une co. copie de son rôle spécial de perception et tout autre rôle ou document dont il s'est mis en possession, après avoir prélevé tout le montant porté au bref d'exécution avec intérêts et frais.

Recouvrement des arrérages dus en vertu de ce rôle.

684. Les arrérages dus en vertu du rôle spécial de perception du shérif appartiennent à la corporation et peuvent être recouvrés par elle, comme toute autre redevance municipale.

Surplus.

Le surplus, s'il y en a entre les mains du shérif, appartient à la corporation.

Ordre pour l'exécution du bref.

685. Le shérif peut obtenir de la cour tout ordre propre à faciliter et à assurer la parfaite exécution du bref qui lui a été adressé.

TITRE Se

TITRE Sec

Sec

Sec Sec

Sec

Sec

TITRE I

Sect

Sect Sect

TITRE II

TITRE I

Sect.

Sect.

TITRE V. Sect. Sect.

Sect.

a des officiers il est autorisé

ant de se prode hase à la rôle d'évaluavaluation des paser le rôle er sur cette valuation en

els que taxés tie des frais rporation.

u shérif sont le bref d'exé-

u conseil une out autre rôle après avoir écution avec

le spécial de orporation et e autre rede-

shérif, appar-

r tout ordre exécution du

TABLE DES MATIÈRES

—: o :——

	PAGE
Titre préliminaire.—Dispositions diverses Sect. I.—Dispositions déclaratoires et interprétatives Sect. II.—Dipositions transitoires	. 3
TITRE I.—De l'organisation de la corporation Sect. I.—De la constitution de la cité de Sorel Sect. II.—Des pouvoirs généraux de la corporation Sect. III.—De la délimitation de la corporation	. 7
quartiere de la cite.—Sa division en	1
§ 1.—Du conseil	. 9
8.—Des sessions du conseil	. 11
§ 1.—Dispositions générales	15
3.—Des anditeurs	17
, 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5.	19
Titre II.—Des personnes habiles ou inhabiles aux charges mu- nicipales, et de celles exemptes de les remplir Sect. I.—Des personnes habiles à remplir les charges mu- nicipales	20
Sect. II.—Des personnes inhabiles à remplie les ab-	20
Sect. III.—Des personnes exemptes des charges municipales.	$\frac{20}{22}$
Titre III.—Des avis municipaux	22
Titre IV.—Des électeurs municipaux	25
Sect. I.—Des qualités requises pour être électeur	25 25
Sect. I.—De l'époque des élections Sect. II.—De l'époque des élections	27
Sect. II.—De l'époque des élections	27 28
§ 1.—De la convocation des électores	28 28
§ 2.—Du président et du secrétaire de l'élection	28

ra.	CrEs.
§ 3.—De la présentation des candidats et de leur élec- tion par acclamation	20
Sect. IV.—De la votation	30
§ 1.—Des officiers d'élection	30
§ 2.—Des omeiers d'election § 2.—Des bureaux de votation	31
§ 3.—Des bureaux de votation § 3.—Du bon ordre dans les élections	33
§ 4.—Du bon ordre dans les elections § 4.—Du cas où les élections n'ont pas lieu au jour fixé.	33
	33 34
Sect. V.—Du scrutin	34 34
	34 35
§ 2.—Du vote	
§ 3.—Du dépouillement du scrutin	41
§ 4.—De la clôture de l'élection	43
§ 5—Dispositions finales	44
TITRE VI.—Des vacances dans la charge du maire ou d'éche-	
vin	44
TITRE VII.—De la vérification du scrutin par un juge	46
TITRE VIII.—De la demande en invalidation des élections mu-	
nicinales	46
nicipales	46
Sect. II.—De la procédure	47
§ 1.—De la procedure	47
§ 2.—De la requete en invalidation	47
§ 3.—Du cautionnement	47
§ 4.—Du rapport et de l'instruction	48
§ 5.—Du jugement et des incidents	48
§ 5.—Du jugement et des mordenes	40
TITRE IX.—De la corruption électorale	49
TITRE X.—Des attributions du conseil	50
Sect. I.—Dispositions générales	50
Sect. II.—Dispositions generales	51
§ 1.—De la promulgation des règlements et de leurs	01
, VI.—De la promutgation des regioniones et de reals	51
amendements	91
§ 2.—De l'approbation des électeurs propriétaires re-	53
quises pour certains règlements	
Sect. III.—Des pouvoirs de faire certains règlements	55 55
§ 1.—Pouvoirs généraux	55 55
§ 2.—Règlements divers	5 5
1º Gouvernement du conseil et de ses officiers	55 56
2º Sûreté publique	56 50
3º Voie publique	5 9
4º Améliorations des rues et places publiques	62
5º Trottoirs	64
6º Marchés publics	66

T'ITRE

TITRE TITRE

TITRE Se Se Se

Н

TITRE TITRE

TITRE

TITRE:

TITRE

PA	GE.		141
		PA	GE.
eur élec-	90	7º Vente du pain	
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •		8º Santé publique	67
	30	8º Santé publique	68
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	30	9º Fossés et cours d'eau	68
	31	10° Charretiers	6 9
	33	11º Décence et bonnes mœurs	69
our fixé.	33	12 Natsances publiques	70
	34	15 maintien de la paix.—Exécution des rècles	•
	34	ments	71
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	35	14 Subventions	75
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	41	10 Indemnites.—Secours — Recompansos	78
	43	10 Termis pour la vente des houeurs	79
	44	17º Autres matières	
•••••	77		80
		TITRE XI.—De l'aqueduc	•
u d'éche-	4.4	and ac another in the second s	83
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	44	TITRE XII.—De l'éclairage	
		Titre XII.—De l'éclairage	87
9	46	TITRE XIII.—Du rôle d'évaluation et de estimation	
		TITRE XIII.—Du rôle d'évaluation et de cotisation	88
ions mu-			
	46	Titre XIV.—Des taxes	90
	46	Dect. 1.—Des propriètes non imposables	90
	47	bect. 11.—De i imposition des laxes.	91
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	47	bect. III.—De la perception des taxes	95
		y 1.—Du mode de perception.—Dispositions divorces	
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	47	§ 2.—Dispositions particulières concernant la vente	95
•••••	47	des immeubles grevés de taxes	0.0
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	48	and difficulties gieves de taxes	99
	48	TITRE XV.—Des finances de la cité —Du budget	
		TITRE XV.—Des finances de la cité.—Du budget municipal 1	102
	49	TITRE XVI.—Des emprunts	
		TITRE XVI.—Des emprunts 1	03
	50		
	50	Titre XVII.—Du recouvrement des amendes 1	05
••••	51		
de leurs		TITRE XVIII.—Du tribunal municipal de la cité 1	08
••••	51		
aires re-	7.	TITRE XIX.—Des expropriations 1	14
allos lo-	53		4.4
ts	55	TITRE XX —De l'exécution des jugements rendus contre la	
	55	corporation 1	10
		1	10
	55		

bliques..

ABA

ABR

ABR

ABU

ACC

ACQ

ACTI

ACTI

ADJO

000

AFFI

AGEN

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Les chiffres renvoient anx articles, et non aux pages.)

A

ABATTOIRS.—Taxe ou licence sur, 530.

ABREUVOIRS public, 476.

ABROGATION des règlements, 291.

ABUS préjudiciables à l'agriculture, 472.

ACCUSATION contre un membre du conseil, 55.

ACQUÉREUR d'immeubles vendus pour taxes, 567, 568.

ACTION.—En recouvrement de taxes, 559 —Prescription de l'action en annulation de vente pour taxes, 576.—Action en recouvrement d'amendes, 603 et s.—Prescription de certaines actions, 9.—Action en reddition de comptes contre les comptables de la corporation, 80.

ACTIONNAIRE d'une compagnie, est-il éligible aux charges municipales, 99.

ADJOINT.—Ce que signifie ce mot, 1.—Comment nommé, 30.—Quand préside le conseil, 56.—En certains cas, donne l'avis public convoquant les électeurs, 147.

AFFICHAGE, 334.

AGENT.—Agents de compagnies, cirques, théâtres, etc., taxe ou licence, 519. 529.—De colporteurs, commerçants, fabriquants, etc., taxe ou licence, 530, 533.—Taxe ou licence sur agents de change, 530.—Agent d'un contribuable absent, 14 et s.—Agents des candidats: peuvent se tenir dans la salle de votation, 198.—A défaut d'agents, deux électeurs peuvent représenter un candidat, 198.—Les agents ou représentants prètent serment, 199.—Ils assistent au dépouillement du scrutin, 226. Ainsi qu'à l'ouverture des boîtes, 236.—(V. Scrutin.)

AGRICULTURE.- (V. Sociétés d'agriculture Abus.)

AJOURNEMENT du conseil, 59 et s.

ALLEGATIONS inutiles, leur effet, 5.

AMENDE ET EMPRISONNEMENT.—Amende contre un témoin en défaut, 47.—Contre les membres, 60, 61.—Contre le secrétaire-trésorier en certains cas, 90.—Am nde et emprisonnement contre les sous-présidents et greffiers de votation, 167.-Contre les électeurs qui votent plus d'une fois, 173.-En cas de vote illégal, 615.—Contre ceux qui tiennent ouverts, pendant l'élection, des magasins ou maisons où l'on vend des liqueurs, 183.—Amende contre les échevins, à défaut de fixer la date des élections en certains cas, 185.—Contre un électeur qui emporte son bulletin de vote, 218.-En matière electorale. 223, 224, 235.—En cas de corruption, 274.—Amende à défaut de ramonage, 312.—Contre les compagnies de chemins de fer en certains cas, 321.—Contre les pompiers, 325.—En cas de désobéissance des constables, 410.-En cas de résistance aux constables, 420.—Contre ceux dont les chevaux ne sont pas munis de clochettes, 459 — Dans le cas d'animaux errants. 473, 474.—Pour usag- illégal de l'eau de l'aqueduc, 489.— Dans le cas de refus de répondre aux questions des estimateurs, 510.—A défaut de licence, 535.—Ce qui est fait du produit des amendes, 543.—Amende contre les membres dans le cas de dépenses non autorisées, 578.—Contre le secrétaire trésorier à défaut de procéder à la vente des immeubles pour taxes, 565.—Contre les membres et officiers du conseil et contre les juges de paix, à défaut de rempllr leurs devoirs. 611 et s.—Autres amendes, 613 et s.—Amende pour infractions aux règlements, 621.—Versement des amendes, 616.—Remise des amendes, 616 et s .- (V. Recouvrement des amendes.)

AMENDEMENT des règlements, 291, 304.

AMUSEMENTS, taxe ou licence, 529.

ANNEXION de territoire, 25 et s.

ANIMAUX.—Cruauté envers eux, 466.—Animaux errants, 471, 473 et s.—Vente des animaux mis à l'enclos public, 473.

APPROBATION, par les électeurs de certains règlements, 292 et s.

AQUEDUC.—Pouvoirs du conseil y relatifs, 480 et s.—Nuisances, 484.—Travaux, 485.—Expropriations. 486.—(V. Eau.)

ARBRES.—Plantations, 337.

ARB

ARC

ARP

ARR

ARTS

ASSI

ASSI

ASSU

ATTE

AUBA

AUBE

AUDI

AVIS.

AVOCA

ARBITRES.—En matière d'expropriation ; procédure et décisions, 668 et s.

ARCHIVES du conseil.—Sont sous la garde du secrétaire-trésorier, 84, 91.

ARPENTEURS .—Taxe, 533.

ARRESTATIONS, 412 et s., 421.

ARTS.—Taxe, 533.

ASSEMBLÉE.—Des électeurs pour l'approbation de certains règlements, 293 et s.—Règlementation des assemblées publiques, 460.—Assemblées du conseil.—(V. Sessions du conseil.—Assemblées spéciales, 65 et s.—Ce qui y est pris en considération, 67.—Assemblee des électeurs, 147 et s.

ASSIGNATION en cour du recorder, délai, 655.

ASSURANCE.—(V. Compagnies.)

ATTRIBUTIONS du conseil, 275 et s.—(V. Règlements.)

AUBAINS.—Inéligibles, 99.

AUBERGES.—Les constables peuvent s'y introduire, 414, 415.— Leur augmentation. 454, 456.

AUDITEURS.—Leurs fonctions, 94 et s.—Cens requis, 100.

AVIS.—D'ajournement, 60.—De convocation d'assemblées spéciales, 65 et s.—Pour réclamer l'exemption à une charge, 108.—Avis publics et spéciaux, 109 et s.—Par qui signifiés. 417.—Avis du dépôt de la liste des électeurs, 129.—Avis public convoquant les électeurs, 147, 148.—Avis d'election donné aux membres élus. 175 et s.—Avis de publication des règlements, 286 et s.—Avis de convocation des électeurs pour l'approbation de cerlains règlements, 293.—Avis du dépôt du rôle, 511.—Avis d'homologation du rôle, 544.—Avis spécial pour le paiement des redevances municipales, 544.—Avis de vente d'immeubles pour taxes, 564.—Avis du dépôt du plan du tracé des rues, etc., 345.—Amende contre ceux qui déchirent les avis, 614.

AVOCATS.—Taxe, 533.

25.—En cas de résistance aux ne sont pas imaux errants, queduc, 489.—
us des estimaest fait du proembres dans le le secrétairenmeubles pour du conseil et leurs devoirs, pour infractions

616.—Remise

nendes.)

tre un témoin

ontre le secréet emprisonne-

rotation, 167.— , 173.—En cas couverts, pen-

l'on vend des défaut de fixer

tre un électeur

tière electorale.

nende à défaut

chemins de fer

c, 473.

nents, 292 et s.

t s.—Nuisances, V. *Eau*.)

B

BAINS PUBLICS .- Prohibés, 400.

BALANCES.—Taxe ou licence, 583.

BANQUES ET BANQUIERS.—Taxe ou licence, 580

BATAILLES DE COQS, etc.—Prohibées, 899.

BATEAUX.—Subventions, 430.

BIÈRE de gingembre, etc.—Taxe ou licence, 583.

BILLARDS.—Taxe ou licence, 529.

BILLETS.—Emission par le conseil, 586, 587.—Comment signés, 589

BOITES DE SCRUTIN .— (V. Clôture de l'élection.)

BONNES MŒURS, 391,et s.

BOUCHERS.—Taxe ou licence, 531.

BOULANGERS.—Règlementation, 376 et s.—Taxe ou licence 581

BRASSEURS.—Taxe ou licence, 531.

BUDGET MUNICIPAL, 578 et s.

BUREAUX.—De santé, 380.—De votation.—(V. Election.)

CAHIER DE VOTATION, 209.—(V. Scrutin.)—Dans le cas de vote sur règlement, 298, 302.

CANDIDAT.—Peut démissionner, 162.—Leurs agents.—(V. Agents)

CARAVANES.—Taxe ou licence, 529.

CASSATION des règlements, prescription, 9.

CAUTION.—Pour un employé du conseil, est inéligible, 33, 102

CAUTIONNEMENT.—Des officiers du conseil, 71.—Pour frais en matière de contestation d'élection, 261 et s.

CAVE

CENS

CERT

CHAN

CHAF

CHAF

CHAF

CHAR

CHAF

CHAU

CHAU

CHEN

CHEM

CHEV

CHIE

CIME

CIRCU

CIRQU

CITÉ.-

CAVES .- Nettoyage, 402.

CENS.—D'éligibilité, 100, 101.—Comment constaté, 174.

CERTIFICAT du relevé du scrutin, 234,

CHANGEURS.—Taxe ou licence, 530.

CHARBON.—Pesée du charbon, 373.

CHARCUTIERS.—Taxe ou licence, 531.

CHARGES MUNICIPALES.—Qui est habile à les remplir, 98.—
Qui est inhabile à les remplir, 99 et s.—Qui en est exempt, 106 et s.—Ce que doit faire un membre qui devient inhabile, 103.—(V. Vacance.)

nent signés, 589

CHARRETIERS.—Règlementation, 388 et s.

CHARTE de la cité.—Quand exécutoire, 1.

CHAUSSÉES.—Subventions, 432.

CHAUX.—Pesée de la chaux, 373.—Chaux vive, 314.

CHEMIN.—Chemins de glace, 339.—Chemins de fer.—Les compagnies astreintes à certaines obligations, 321, 329.—Subventions pour chemins, 431, 432.—Subventions aux chemins de fer, 427, 429.

CHEMINÉES. - Règlementation, 312.

CHEVAUX.—Taxe, 527.—Le conseil peut régler leur vitesse, 459.—
Ils doivent être munis de clochettes ou grelots, 459.

CHIENS.—Batailles de chiens, 399.—Chiens errants, 475.—Taxe ou licence, 528.

CIMETIÈRE.—Profanation, 465.

CIRCULAIRES.—386.

CIRQUES.—Règlementation, 396.—Taxe ou licence, 529.

CITÉ.—Ce que signifie ce mot, 1—Cité de Sorel constituée, 19, 20.
—Ses pouvoirs généraux, 21.—Délimitation, 22.—Division en quartiers, 23 et s.

ou licence 531

ction.)

le cas de vote

ts.-(V. Agents.)

gible, 99, 102

-Pour frais en

CITOYENS.—Leur protection, 321.

CLERCS DE MARCHÉ.—Leurs pouvoirs, 375.

CLOCHETTES .— (V. Chevaux.)

CLOS A BOIS OU A CHARBON.—Taxe ou licence, 580.

CLOTURE DE L'ÉLECTION.—Ouverture des bottes de scrutin, 236 —Proclamation de l'élection, 237.—Ce qui est fait du contenu des bottes, 238.—Cas où les bottes ont disparu, 239 et s.—Cas où il y a égalité de voix, 248.—Clôture de l'élection sur règlements, 300 et s.

CLOTURES, 330.

COCHONS, 403.

COLPORTEURS.—Taxe ou licence, 530, 532.

COMITÉ.—Comités du conseil, leurs pouvoirs et devoirs, 40 et s.— Ils doivent faire un état des dépenses prévues. 578.—Comité des finances soumet un état du revenu probable, 578.

COMMERÇANTS.—Taxe ou licence, 530.—Taxe ou licence sur commerçants de bois, 533.

COMMERCE.—Taxe, 533.

COMMISSIONNAIRES.—Taxe ou licence, 530.

COMMUNE, 477.

COMPAGNIES.—Subventions, 433, 434.—Compagnies d'assurances, de télégraphe, de téléphone, sujettes à une taxe ou licence, 530.—Taxe ou licence sur compagnies commerciales, 531.—Compagnies de pompiers, 325.

COMPENSATION speciale pour l'eau, 501.

COMPTES DE TAXES, 550, 551.

CONFISCATION d'articles en certains cas, 374.—En faveur des pauvres, 467.

CONSEIL.—Ce que signifie ce mot, 1.—Dispositions transitoires, 14.—Change les quartiers, 24.—Peut étendre les limites de la cité, 25 et s.—Fixe le nombre des échevins, 24.—Où siège-t-il, 27.—Sa composition, 28.—Quorum, 29.—Ses comités, 40 et s.—

CONS:

CONST

CONT

CONT

CONTI

CONTI

CONV

COQS.-

CORPO

CORPS

CORRI

COTISA

COUR

]

Pouvoirs du conseil et des comités, 45—Témoins, 46, 47.—Le conseil fixe le lieu de ses sessions, 48.—Ses séances sont publiques, 58.—Peut sièger à huis-clos, 54.—Ajournements, 59 et s.—Nomme ses officiers.—(V. Officiers du conseil.)—Son recours contre ces officiers, 77.—Le conseil nomme un greffier ou secrétaire-trésorier.—(V. Secrétaire-trésorier.)—Il nomme deux auditeurs, 94.—Des estimateurs, 97.—Peut nommer une force de police, 407 et s.—Peut démettre les constables, 411.—Etablit un lieu de détention temporaire, 426.—Il nomme un président des élections, 149.—Des sous-présidents, 164.—Comment il doit gérer les finances, 578.

CONSEILLERS.—Prennent le titre d'échevins, 15.

- CONSTABLES.—Leurs pouvoirs, 408 et s.—Peuvent être démis, 411. Arrestations, 412 et s.—Peuvent s'introduire dans certains lieux, 414, 415, 422.—Doivent obéir aux ordres du conseil, 423.—Ils exécutent les mandats de saisie pour taxes, 546, 547, 557.
- CONTRAINTE PAR CORPS, contre les officiers de la corporation, 78, 80.
- CONTRAT.—Ce que comprend ce mot, 1.—Contrat de vente d'immeubles pour taxes, 573 et s.
- CONTRIBUABLE.—Ce que signifie ce mot, 1.
- CONTRIBUTIONS, taxes ou licences diverses, 519 et s.—Contribution pour l'entretien des rues, etc., 341, 342.
- CONVOCATION des électeurs, 147 et s.—D'assemblées spéciales du conseil, 65 et s.
- COQS.—Batailles de coqs, 399.
- CORPORATION.—Ce que signifie ce mot, 1.—Taxe sur les corporations commerciales, 519.
- CORPS DE MUSIQUE.—Subvention, 436.
- CORRUPTION ÉLECTORALE, 273 et s.
- COTISATIONS.—Comment perçues, 557.—(V. Perception des taxes.)
 —Cotisation spéciale.—(V. Taxes.)—Pour cours d'eau, 387.
- COUR DU RECORDER, 623 et s.—Qui nomme le recorder, 625.— Greffier de la cour, 626.—Serment des recorder, recorder suppléant, greffier et sous-greffier, 627, 636.—Recorder suppléant,

39 et s.—Cas ion sur règle-

escrutin, 236

it du contenu

0.

rs, 40 et s.— 578.—Comité 578.

nce sur com-

d'assurances, ou licence, iales, 531.—

faveur des

nsitoires, 14. mites de la Où siège-t-il, ès, 40 et s.— 628 et s.—Traitement du recorder, 630.—Juridiction, 631.— Sous-greffier, 632 et s.-Procédure, 638 et s.-Séances de la cour, 651.—Frais, 653 et s.

COURS.—Nettoyage, 401,

COURS D'EAU.—Leur ouverture, etc., 382 et s.—Frais d'égouttement, 383 et s.

COURSES, 397.

T

DÉBARCADÈRES, 840.

DÉBATS DU CONSEIL, 306.

DÉBENTURES.—Emission, 588, 591 et s.—(V. Obligations.)

DÉCENCE ET BONNES MŒURS, 391 et s.

DELAIS.—Pour signification d'avis spéciaux, 119.—Pour le rapport des élections, 180.—Délai d'assignation à la cour du recorder, 655.—Délai que peut accorder le tribunal au conseil pour acquitter un jugement, 675.

DÉLIMITATION de la cité, 22.

DENIERS de la corporation.—Leur emploi, 541, 542.

DENTISTES.—Taxe, 533.

DÉTENTION.—Lieu de détention temporaire, 426.

DÉPENS.—En matière de contestation d'élection, 267.

DÉPENSES D'ÉLECTION.—Comment payées, 180.

DÉPOT.—De la liste des électeurs, 128, 129.—Du rôle, 511.

DÉPOUILLEMENT DU SCRUTIN, 226 et s.—Quand et en présence de qui il a lieu, 226.—Bulletins écartés, 227.—Etat des suffrages, 228.—Rapport du sous-président, 228.—Objections aux bulletins, 229.—Relevé des bulletins. 230.—Ce qui est mis dans les boites, 231.—Remise des boites, 222, 223.—Certificat du nombre des bulletins donnés aux candidats, 234 — Le secret doit être gardé, 235.

DIMANCHE.—Fermeture des magasins, 398.

DIST

DOM

DRO

EAU

ÉCH.

ÉCLA

ÉCU!

ÉDIF

ÉGO1 ÉGO1

ÉLAF

ÉLEC

ÉLEC

liction, 631.— Séances de la

rais d'égoutte-

tions.)

Pour le rapport ar du recorder, conseil pour

511.

det en présence Etat des suffra-Objections aux de qui est mis 223.—Certificat 234—Le secret DISTILLATEURS.—Taxe on licences, 531.

DOMMAGES.—Causés par les animaux errants, 473.—Causés à l'aqueduc, 488, 497.

DROITS—Pour débarcadères, 840.—Sur voitures, etc., 867.—Des marchés, 463.—Pour enclos publics, 474.

H

EAU.—Usage illégal de l'eau de l'aqueduc, 489.—L'eau ne doit pas être salie, 493.—Introduction de l'eau dans les maisons, 494 et s. --Prix de l'eau, 492, 496, 499, 500.—Compensation spéciale pour l'eau, 501.—Eaux stagnantes, 403.

ÉCHEVINS.—Ce que signifie ce mot, 1.—Leur nombre, 24, 28.—
Personnes inéligibles, 99 et s.—Cens d'éligibilité, 100 et 101.
Un échevin peut il être candidat à la mairie, 105.—Les échevins sont élus pour deux ans, 140.—Comment ils sont remplacés, 141.—Amende pour refus d'agir, 610.—Ils sont juges de paix ex-officio, 33.—Leurs fonctions sont gratuites, 37.—
Deux échevins peuvent signer un mandat de saisie pour taxes, 546, 547, 557, 562.

ÉCLAIRAGE.—Travaux nécessaires, 504.—Usine à gaz, 505.—Prix du gaz, 506.

ECURIES.—Nettoyage, 401.

ÉDIFICES en bois, 318.

ÉGOUTTEMENT des eaux, 382 et s., 404, 405,

ÉGOUTS, 348, 386 et s.-Leur nettoyage, 402.

ÉLARGISSEMENT des rues, 346.

ÉLECTEUR.—Ce que signifie ce mot, 1.—Constatation du cens, 174. (V. *Election.*)—Electeurs municipaux, 125, 126.—Où ils votent, 170 et s.—Ne votent qu'une fois, 173.—Electeurs propriétaires, 292 et s., 444.

ÉLECTIONS.—Quand elles ont lieu, 144.—Quand a lieu la présentation, 145—Quand a lieu la votation, 146.—Le président et le secrétaire d'élection, 149 et s.—Présentation des candidats, 155 et s.—Election par acclamation, 159, 162.—Votation, 160.—Un candidat peut donner sa démission, 162.—Officiers d'élection, 163 et s.—Rapport d'élection, 180.—Dépenses d'élec-

tion, 180.—Bon ordre aux élections, 181 et s.—Cas où les élections n'ont pas lieu au temps fixé, 184 et s.—Du scrutin.—(V. Scrutin.)—Clôture de l'élection, 236 et s.—Invalidation des élections, 255 et s.—Amende pour vote illégal, 615.

ÉMEUTE, 460.

EMPIERREMENT des chemins, 348.

EMPIÈTEMENT dans les rues, 331.

EMPLOYÉS.—Taxe ou licence, 530.

EMPRISONNEMENT.—Des témoins en défaut, 47.—En cas de désordre dans une séance, 63.—En cas de rébellion à justice, 82.—(V. Amende et emprisonnement.)

EMPRUNTS, 582 et s.—Fonds d'amortissement, 583 et s.—Restrictions des dépenses, 596.

ENCAN.—Taxe ou licence, 534.

ENUANTEUR.—Taxe ou licence, 531.

ENCLOS PUBLICS, 473.

ENQUETES.—En cas d'incendie, 326.

ENSEIGNES.—Règlementation, 335, 336.

ÉTAUX.-Louage, 364.

ENTERREMENTS, 464.

ENTREMETTEURS.—Taxe ou licence, 530.

ENTRETIEN.—Des rues, 341.—Des trottoirs, 355 et s.—Pendant l'hiver, 461.

ÉPICIERS.-Taxe ou licence, 531.

ESTIMATEURS.—Leurs droits et obligations, 97, 507 et s.—Cens requis, 100.

ÉVALUATION.—Mode de la faire, 507.—Sa base, 508.—Evaluation par le shérif en cas d'exécution de jugements contre la corporation, 681 et s.

EXECUTION.—Des règlements, 407 et s.—Des jugements.—(V. Jugements.)

EXE

EXP

EXF

EXPI

FABR

FABR

FERM

FEU.-

FEUX

FINAL

FOIN.

FONC'

FONDS

FORM

FOSSÉ

FOUR:

FOUR

s où les élecscrutin.—(V. alidation des 5.

En cas de

s.—Restric-

s.—Pendant

et s.—Cens

-Evaluation atre la corpo-

gements.—(V.

EXEMPTION DE TAXES.—Comme aide aux industries, 434, 435.— En faveur des pauvres, 449.—(V. Taxes.)

EXPRESSIONS INUTILES.—Leur effet, 5.

EXFROPRIATION.—Pour les fins de l'aqueduc, 486.—Pour les objets municipaux, 664 et s.—Propriétés exemptes, 665.—Indemnités, 666 et s.—Procédure et décision des arbitres, 668 et s.—Prise de possession des terrains extropriés, 671.—Dépôt de l'indemnité en certains cas, 672—Ratification de titre, 672.

EXPULSION.—Des membres du conseil en certains cas, 64.

F

FABRIQUANTS.—Taxe on licence sur certains fabriquants, 533.

FABRIQUES.—Insalubres, 320.—Taxe ou licence sur les fabriques, 533.

FERMETURE des rues, 351.

FEU.—Règlementation s'y rapportant, 312 et s.—(V. Incendie.)

FEUX D'ARTIFICE, 316.

FINANCES DE LA CITÉ, 578 et s.

FOIN.—Pesée, 373.

FONCTIONS.—Illégalement remplies, 39.—Fonctions des officiers du conseil durent à bon plaisir, 72.—Comment se terminent les fonctions des membres du conseil, 142, 143.

FONDS D'AMORTISSEMENT, 583 et s.

FORMULES, 13.—En matière électorale, 244.

FOSSÉS ET COURS D'EAU, 382 et s.

FOURRIÈRE.—(V. Enclos publics.)

FOURS ET FOURNEAUX.—Règlementation, 309

G

GARES de chemins de fer, 321.

GÉOLIER.—Ses obligations quant à la garde des personnes arrêtées, 425.

GLACE.—Coupe de la glace, 469.

GRAINS.-Mesurage et pesée, 373.

GREFFIER.—De la cité.—(V. Secrétaire-trésorier.)—De la cour du recorder.)—De votation ; il prête serment, 195.—(V. Officiers d'élection.)

H

HOTELS.—(V. Auberges.)

HUILE.—Dépôt et emmagasinage de l'huile et autres liquides inflammables, 315.

HUIS-CLOS.—Quand le conseil peut siéger à huis-clos, 54.

HUISSIER.—Taxe sur les huissiers, 533.—Leur responsabilité en cas d'exécution de mandat de saisie, 546, 547.

I

IMPOSITION des taxes, 518 et s.

INCAPACITÉ des personnes nommées aux charges municipales, 104.

INCENDIE.—Règlements y ayant rapport, 310 et s., 322 et s.

INDEMNITÉS.—Le conseil peut en accorder en certains cas, 445 et s.—Pour démolition en cas d'incendie, 324.—En cas d'ouverture, etc., des rues, etc., 345.—En matière d'expropriation, 666 et s.—Dépôt de l'indemnité en certains cas, 672.

INDICTEMENT.—Recours par indictement en certains cas, 420.

INDUSTRIES.—Subventions, 433.

INSCRIPTIONS indécentes, 334.

INS

INS

INV

JET

JE

jot

JUC

JUG

JUI

LAT

LIC

LIQ

LIQ

LIS

INSPECTEURS agraires, 69.—De voirie, 612.

INSPECTION.—Des maisons, 308.—Des machines à vapeur, 320.

INVALIDATION des élections.—Cas où elle peut être demandée, et par qui, 255.—Procédure, 256 et s.—Du cautionnement pour les frais, 261 et s.—Jugement et incidents, 266 et s.

J

JETÉES.—Subventions, 432.

JEUX.—Règlementation, 391 et s.—Taxe ou licence, 529.

JOURS non juridiques, 10.

JUGES DE PAIX.—Leur pouvoir en cas de saisie, etc., 81.—Amende pour refus d'agir, 611.

JUGEMENT.—En matière de contestation électorale, 266 et s.— Exécution des jugements de la cour du recorder, 361.—Exécution des jugements rendus contre la corporation, 673 et s.— Cas où il n'y a pas de fonds, 674 et s.—Bref d'exécution faute de paiement, 676 et s.—Délai d'exécution étendu, 675.—Exécution du bref, 678 et s.—Droits et devoirs du shérif, 678 et s.

JURIDICTION.—Du conseil, 275.—De la cour du recorder, 631.

L

LATRINES.—Nettoyage, 401.

LICENCES.—Pour la vente des liqueurs enivrantes, 454 et s., 457 et s.—Pour maisons de tempérance, 458.—Licences, taxes et contributions diverses, 519 et s.—Montant de certaines licences, 535.—Peine encourue, à défaut de licence, 535.—Droit conféré par les licences, 536.—Licence pour passage d'eau, 538 et s.—Ce qui est fait du produit des licences, 543.—Comment prélevées, 557.—(V. Perception des taxes.)—Emploi du revenu des licences, 616.—Licence des ramoneurs, 313.—Pour affichage, 334.—De charretiers, 388.—Pour cirques, théâtres, etc., 396.

LIQUEURS ENIVRANTES .- (V. Licences, vente.)

LIQUIDES INFLAMMABLES, 315.

LISTE DES ARRÉRAGES de taxes, 563.

e la cour du il prête ser-

rsonnes arrê-

liquides in-

. 54.

onsabilité en

municipales,

22 et s.

ns cas, 445 et a cas d'ouverexpropriation, 672.

as cas, 420.

LISTE DES ÉLECTEURS, 127 et s.—Sa révision, 132 et s.

LOCATAIRES.—Sont tenus aux taxes, 554.—Service d'eau aux locataires, 499.—Taxe sur les locataires, 523.

LOTS VACANTS.—Comment cotisés, 508.—Taxe sur les lots vacants, 522.

LOUEURS DE CHEVAUX.—Taxe ou licence, 531

M

MACHINES A VAPEUR, 320.

MAGASINS.—Leur fermeture le dimanche, 398.—Magasins où l'on vend des liqueurs enivrantes, doivent être fermés durant les élections, 183.—Nettoyage des magasins, 402.

MAIRE.—Ce que signifie ce mot, 1.—Ses pouvoirs 31 et s.—Est juge de paix, 33.—Fait partie des comités, 43.—Préside le conseil, 56, 57.—Le maire ou président maintient l'ordre aux séances, 63, 64.—Peut faire expulser les membres en certains cas, 64. Convoque les assemblées spéciales, 65.—Peut faire ouvrir les portes en cas de saisie, etc., 81.—Il signe les procès-verbaux, 86.—Qui est éligible, 99 et s.—Il est élu pour un au, 139.—Son indemnité, 139.—Donne l'avis public convoquant les électeurs, 147.—Nomme en certains cas un sous-président et un greffier de votation, 164.—Signe les règlements, 279.—Préside l'assemblée des électeurs pour l'approbation de certains règlements, 294.—Donne sa voix prépondérante en cas d'égalité de votes sur les règlements, 301.—Peut démettre les constables, 411.—Ses pouvoirs en cas d'incendie, 324.—Il signe les mandats de saisie pour taxes, 546, 547, 557, 562.

MAISONS.—Règlementation sur leur construction, 308.—Maisons sujettes à être visitées, 327, 381.—Leur construction, 349.—Maisons suspectes, 415.—Numérotage, 468.—Suppression des maisons de prostitution, 395.

MAITRE ET SERVITEURS, 470.

MALADIES CONTAGIEUSES, 379 et s.

MANDAT DE SAISIE pour taxes, 546, 547, 557, 562.

MANUFACTURES.—Taxe ou licence, 530.—Manufactures insalubres, 320.—Nettoyage, 402.

MARCHANDS.—Taxe ou licence, 530, 531.

MAR

MAR

MAT

MÉD

MEM

MEN

MEST

MÉTI

MEU

MŒU

MOUI

MUR

NEIG

NIVE.

NOMI

NOTA

NUISA

NULL

et s.

l'eau aux loca-

count and loca-

s lots vacants,

gasins où l'on nés durant les

et s.—Est juge ide le conseil, e aux séances, tains cas, 64 dire ouvrir les rocès-verbaux, un an, 139.—envoquant les s-président et ments. 279.—eation de cerérante en cas t démettre les adie, 324.—Il

308.—Maisons action, 349. ppression des

557, 562.

ctures insalu-

MARCHANDISES.—Taxe, 524.

MARCHÉS PUBLICS, 363 et s.-2Droits sur les marchés, 463.-(V. Etaux, pesées publiques.)

MATIERES INFLAMMABLES, 312 et s.—Explosibles, 313

MÉDECINS,—Taxes, 533.

MEMBBES DU CONSEIL.—Ce que signifie ce mot, 1.—Peuvent assigner des témoins, 34.—Ne peuvent exercer certaines charges, 38.—Accusations personnelles, 55.—Ne peuvent délibérer quand ils sont personnellement intéressés, 58.—Membres absents, 6.—Comment se terminent leurs fonctions, 142, 143.—Peuvent ordonner l'arrestation de certaines personnes, 419.—Amende pour refus d'agir, 611.—Leur responsabilité quant à la gestion des finances, 578.

MENDIANTS, 394.

MESURAGE du bois, 373.

MÉTIERS.—Taxe, 533.

MEUBLES.—Saisie et vente pour taxes, 545 et s.

MŒURS.—Règlements concernant les bonnes mœurs. 391 et s

MOULINS.—Taxe ou licence, 533.

MURS menaçant ruine, 317.

N

NEIGE.—Son enlèvement, 319, 360, 361.

NIVEAU.—Des rues, 350.—Des trottoirs, 359.

NOMINATION .- (V. Présentation)

NOTAIRES.—Taxes, 533.

NUISANCES PUBLIQUES, 401 et s.

NULLITÉ.—Certaines erreurs n'entrainent pas nullité, 7, 8.

OBJECTIONS à la forme, 8.

OBLIGATIONS, 18, 21.—Leur émission, 587.—Leur rachat, 598.

OBSTRUCTION.—Des rues, 321.—Des cours d'eau, 384.

OCCUPANTS.—Des terrains du gouvernement, sont tenus aux trottoirs, 362.—Taxe sur les occupants, 523.—Sont tenus aux taxes sur les immeubles, 554.

OFFICIERS.—Du conseil, 16, 68 et s.—Prêten and ent, 70.—Leur cautionnement, 71.—Leur démission, 72.- glements qui les concerne, 73.—Leurs devoirs, 74 et s.—Leurs rapports, 79.— Leurs devoirs règlementés, 306.—Amende pour refus d'agir. 611 et s.—Amende contre ceux qui les molestent, 613.—Officiers d'élection, président d'élection, 163.—Secrétaire d'élection, 163.—Sous-président, 164.—Greffiers de votation, 164.— Cas où le président ne peut remplir sa charge, 165.—Les fonctions du président sont gratuites, 166,-Salaire des sousprésidents et greffiers, 167.—Responsabilité de ces derners, 167.—Officiers de santé, 381.

OPÉRATEURS de télégraphe ou de téléphone.—Taxe, 530.

OPPOSITION à la vente pour taxe, 549.

OPTION.—Au cas d'élection comme maire et échevin, 178.—Au cas d'élection dans plusieurs quartiers, 179.

ORDRE.—Pour l'expédition des affaires du conseil, 62.—Ordre aux séances, 63, 64.—Règlement concernant le bon ordre au conseil. 306.—Ordre dans les élections, 81 et s.—Le président peut assermenter des constables, 181.—Il peut requérir assistance, 182.

OUVERTURE DES RUES, etc., 343 et s.—Des cours d'eau, 382 ets.

OUVRAGES PUBLICS.—Subventions, 432.—Taxes spéciales, 520.

P

PAIN.—Vente, 376 et s.

PAIX.—Maintien de la paix, 407 et s.

PAUVRES.—Le conseil peut les assister, 449.—Confiscations à leur profit, 467.—La corporation se charge de leurs travaux, 478. PENA

PERC

PESÉ PHAI

PLAI

PLAN

PLAN

POLI

POME

PONT

POSS!

POUL

POUR

POUV

PRÉL

PRES

PENALITE.—Dans le cas d'obstruction aux cours d'eau, 384.—En

cas de nuisance publique, 406.—Contre l'huissier ou constable chargé d'un mandat de saisie, 546, 547.—(V. Amende et

emprisonnement.)

84. nt tenus aux

achat, 598,

Sont tenus aux

ent, 70.—Leur ements qui les apports, 79. r refus d'agir, nt, 613.—Offierétaire d'élecotation, 164.-165.—Les foncire des souse ces derners.

, 530.

, 178.—Au cas

2.—Ordre aux ordre au con--Le président requérir assis-

d'eau, 382 ets.

spéciales, 520.

scations à leur travaux, 478.

PERCEPTION DES TAXES.—Quand les taxes sont exigibles, 544. -Saisie et vente des meubles, 545.-Mandat de . sie, 546 et s.—Prélèvement des taxes prélevées par voie de licences, 547. -Comptes de taxes, 550.-Etat subséquent, 551.-De qui sont recouvrées les taxes, 554.—Certains frais ajoutés, 552.— Subrogation, 555.—Comment sont perçues les taxes, 557, 559.

—Les meubles et immeubles vendus pour taxes sont mis à l'enchère, 561.

PESÉES PUBLIQUES, 366, 373, 374.

PHARMACIENS.—Taxe, 533.

PLAINTES.—Contre la liste des électeurs, 130, 131.—Contre le rôle, 512 et s.—Devant la cour du recorder, 640 et s.

PLANS.—Pour l'ouverture, etc., des rues, etc., 345.

PLANTATIONS D'ARBRES, 337.

POLICE, 407 et s.—(V. Constables.)

POMPES A INCENDIE.—Achat, 325.

PONTS.—Subventions, 432.

POSSESSEUR —Est tenu aux taxes, 554.

POUDRE.—Règlementation, \$13.

POURSUITES.—En recouvrement d'amendes, 603 et s.—Qui peut poursuivre, 622.—Devant la cour du recorder, 640 et s.—Pour cause de violation de règlements, 662 et s.

POUVOIRS DU CONSEIL, 621, 304 et s.—Des employés du marché. 374, 370.—Des constables, 408 et s.

PRÉLÈVEMENT DES TAXES, 518 et s.—(V. Perception des taxes.)

PRESCRIPTION.—De certaines actions, 9.—De l'action en annulation de vente d'immeubles pour taxes, 576.—Des poursuites en recouvrement d'amendes, 604.—Des actions pour violation de rèmlements, 663.

10

PRÉSENTATION, 145 et s.

PRÉSIDENT D'ÉLECTION, - Est inéligible, 99. - Ses devoirs, 149 et s., 155, 158, 159, 181 et s.—Nomme un secrétaire, 150.—Un sous-président et un greffier, 164.—Etablit les bureaux de votation, 168.—Donne des avis d'élection, 175.—Fait un rapport d'élection, 180.—Son vote prépondérant, 243.—(V. Election, etc.)

PRETEURS.—Taxe ou licence, 580.

PRIMES pour l'arrestation des criminels, 451

PRIX DE L'EAU, 492.—Du gaz, 506

PRIVILÉGE.—Pour prix du gaz, 553,—Pour les taxes, 558.

PROCÉDURES du conseil, comment publiées, 278.—Procédure devant la cour du recorder, 638 et s.

PROCES-VERBAUX, 17, 85, 86.

PROCUREURS des contribuables absents, 114 et s.

PROFESSIONS.—Taxe, 533.

PROMULGATION des règlements, 279.

PROPRIÉTÉS non imposables, 517.

PROSTITUÉES, 394 et s.

PUBLICATION des règlements, 287 et s.

QUAIS.—Subventions, 432.—Quais des bateaux, 321

QUARTIERS de la cité, 23 et s.

QUILLES.—Taxe ou licence, 529.

QUORUM du conseil, 29.

R

RACHAT des obligations, 598.

RAMONEURS, 312.

RAPI

REBE

RÉCC

RECC

RECO

REDE

REGL

REGR

REMIS

RÉPA

devoirs, 149
ire, 150.—Un
bureaux de
Fait un rap
3.—(V. Elec-

, 558.

.-Procédure

RAPPORTS.—Des comités, 44.—Des officiers du conseil, 79.—Du secrétaire-trésorier 93.—Des auditeurs, 96.—Du président d'élection, 180.—I es sous-présidents, 228.

REBELLION A JUSTICE, 82.

RECOMPENSE pour des actes méritoires, 447.

RECORDER—Signe les mandats de saisie pour taxes, 546, 547, 557, 562.—(V. Cour du recorder.)

RECOUVREMENT DES AMENDES.—Devant quelles cours, 600.—
Frais de poursuite, 601.—Amende ou emprisonnement décrétés par règlements, 602.—Prescription des poursuites, 604.
—Un témoin suffit, 606.—A qui appartiennent les amendes, 607.—Emprisonnement à défaut de paiement, 608.—Comment sont recouvrées les amendes, 609.—Infliction d'amendes en différents cas, 610 et s.—Emploi du revenu des licences, 616.

REDEVANCES MUNICIPALES.—Ce que signifie ce mot, 1.—Quand sont exigibles, 544.—(V. Taxes.)—Doivent être payées par les électeurs, 125.—Ou pour être éligible, 99.—Elles portent intérêt, 556.—Elles sont privîlégiées, 558.

REGLEMENTS.—Prescription de l'action en cassation, 9-Règlement pour étendre les limites de la cité, 25.—Pour obliger les membres à remplir leurs devoirs, 61.—Pour déterminer l'ordre des procédures du conseil, 62.—Concernant les officiers du conseil, 73.—En matière de formules électorales, 244.—Comment passés, 276.—Leur promulgation et amendement, 279 et s.— Certificat qui accompagne les règlements soumis à approbation, 280.—Leur lecture, 281.—Leur traduction, 282.—Certificat du secrétaire-trésorier, 283.—Un reglement peut contenir plusieurs objets, et une seule approbation suffit. 284.—Quand les règlements sont exécutoires, 285, 286.—Leur amendement et abrogation, 291.—Approbation des électeurs propriétaires requise pour certains règlements, 284, 292 et s., 442.—Règlements généraux, 304.—Règlements divers, 305 et s.—Concernant l'aqueduc, 480.—L'éclairage, 503 et s.—Les taxes, 519 et s. -Comportant une dépense en dehors des crédits, 581.-Contravention punie, 621.—Poursuites, 662 et s.

REGRATTIERS.—Règlementation, 370.—Taxe ou licence, 531.

REMISE DES AMENDES, 617 et s.

RÉPARTITION SPÉCIALE des deniers pour ouvrages publics, 520.

—Pour autres objets, 521.

REPRÉSENTATIONS, spectacles, etc.—Règlementation, 396.

REQUETE.—Pour l'annexion de territoires, 25.—En invalidation d'élection, 258 et s.

RÉSOLUTIONS.—Comment passées, 276.—Accordant une diminution de taxe en certains cos, 560.—Pour ajouter les frais et pertes aux taxes, 587.—Pour la remise des amendes, 618.— Pour réunir les taxes en un seul état, 550.—Comportant une dépense en dehors des crédits, 581.

REVENDEURS.—Taxe ou licence, 531.

RÉVISION.—De la liste des électeurs, 132 et s.—Du rôle, 507.

RIVIÈRES.—Défense d'y déposer des matières infectes, 406.

ROLES D'ÉVALUATION.—Sa révision, 507.—Son dépôt, 511 et s.— Plaintes et corrections, 512 et s.—Clôture, 514.—Cas d'omissions, 515.—Cas de mutations de propriété, 516-Avis de son homologation, 544.—Le shérif en prend possession en cas d'exécution de jugements contre la corporation, 680.

RUES ET PLACES PUBLIQUES.—Arrosage, 328.—Empiètement, 331.—Affichage, peintures indécentes, etc., 334.—Enseignes, pavillons, etc., 335, 336.—Leur entretien, 341.—Etablissement et amélioration des rues, etc., 343 et s-Elargissement, 346 et s.-Egoûts, etc., et taxe, 348.-Leur niveau, 350.-Leur fermeture, 351.

SAISIE ET VENTE des meubles pour taxes, 545.—(V. Vente.)

SALAIRES ANNUELS.—Taxe, 526.

SANCTION des règlements soumis à l'approbation, 303.

SANTÉ PUBLIQUE, 379 et s.—Bureaux de santé, 380.—Officiers de santé, 381.

SAPEURS-POMPIERS, 325.

SCEAU de la corporation, 21.

SCRUTIN.—Le président d'élection fournit les listes et boîtes de scrutin, 188.—Ainsi que des bulletins de vote, 189.—Ainsi que des instructions, 193.—Vote des électeurs, 196 et s., 201

SÉAN

SECF

SECF

SECF

SEL.-

SERM

SESSI

SHÉR.

ion, 396.

n invalidation

t une diminuter les frais et mendes, 618. omportant une

rôle, 507.

es, 406.

épôt, 511 et s.— L.—Cas d'omisdes de son session en cas , 680.

-Empiètement, 34.—Enseignes, -Etablissement gissement, 346 au, 350.—Leur

V. Vente.)

103.

0.—Officiers de

es et boîtes de te, 189.—Ainsi 196 et s., 201 et s., 207, 214 et s.—Qui est admis dans la salle de votation, 198.—Ouverture du bureau de votation, 209, 210.—Assistance donner à certains électeurs, 210.—Qui peut voter dans un quartier étranger, 211, 212—Défense de communiquer des renseignements, 221, 222.—Peine contre ceux qui déposent des papiers autres que des bulletins, 224.—Clôture de la votation, 226.—Dépouillement du scrutin, 226 et s—Vérification du scrutin, 250 et s.

SÉANCES DU CONSEIL.—(V. Sessions.)—De la cour du recorder, 651.

SECRET .- (V. Vote secret.)

SECRÉTAIRE D'ÉLECTION, 150.—(V. Officiers d'élection.)

SECRÉTAIRE—TRÉSORIER.—Ce que signifie ce mot, 1.—Signe les contrats, etc., 32.—Convoque les assemblées spéciales, 65 et s.—Ses fonctions, devoirs et obligations, 84 et s.—Ses rapports, 93.—Fait la liste des électeurs, la dépose et en donne avis, 127 et s.—Est secrétaire de la révision des listes, 133.—Revise la liste en certains cas, 134.—En certains cas, il donne l'avis public convoquant les électeurs, 147.—Quand agit comme président d'élection, 149.—Il publie le nom des candidats, 161.—Signe les règlements, 279.—Agit comme secrétaire de l'assemblée des électeurs pour l'approbation de règlements, 294.—Fait la liste des arrérages de taxes, 563.—Il la fait insérer dans la Gazette Officielle, 564.—Donne un avis des ventes d'immeubles pour taxes, 565.—A acquitte les jugements sur autorisation, 673.—Ne peut acquitter certains mandats sans autorisation, 579.

SEL.—Mesurage et pesée, 373.

SERMENT.—Devant qui prêté, 11.—Des membres du conseil, 35, 36.

—Des officiers du conseil, 70.—Des officiers d'élection, 164.—
Du sous-président et du greffier de votation, 195.—Des agents des candidats, 199.—Serment de l'électeur qui se présente pour voter, 204 et s.—Serment de ceux à qui on remet la botte du scrutin, 232.—Serment des recorder, recorder suppléant, greffier et sous-greffier de la cour du recorder, 627, 636.

SESSIONS DU CONSEIL, 48 et s.—Première séance, ouverture, 50. —époque des assemblées, 51.—Séances, 52 et s.—Sessions spéciales, 65 et s.—Fixation de leur durée, 306.

SHÉRIF.—Ses devoirs quant à la garde des personnes arrêtées, 425.
—Ses devoirs et pouvoirs quant à l'exécution des jugements rendus contre la corporation, 678 et s.

SIGNIFICATIONS que peuvent donner les constables, 416 et s.

SOCIETES.—D'agriculture, subventions, 427, 428. —De constructions, taxe ou licence, 530.

SOREL .- (V. Cité de Sorel.)

SOUS-GREFFIER de la cour du recorder.—(V. Cour du recorder.)

SOUS-PRÉSIDENT d'élection, prête serment, 195.—(V. Officiers d'élection.)

SPECTACLES, 396.

SUBROGATION.—Pour paiement de taxes, 555.

SUBVENTIONS, 27 et s.—Exemption de taxes, 434.—Comment accordées, 437 et s.—Règlements y relatifs, 440 et s.

SURETÉ PUBLIQUE, 370 et s.

T

TANNERIES.—Nettoyage, 402.

TARIF.—Des charretiers, 389.—Des droits des marchés, 463.—Des droits et amendes pour enclos publics, 474.—De l'eau, 492.—De péage pour passages d'eau, 539.—De la cour du recorder, 652.

TAXES.—Pour l'égoût des rues, 348.—Pour subventions, 439.—Pour dommages causés dans des émeutes, 445.—Propriétés non imposables, 517.—Imposition des taxes, 518 et s.—Taxes, contributions et licences diverses, 519 et s.—Taxe personnelle, 525. Addition aux taxes pour couvrir certains frais, 537.—Perception des taxes, 544 et s.

TÉLÉGRAPHE.—Posage des fils, 339.

TÉMOIN.—Qui peut l'être, 12.—Témoins assignés devant le conseil ou ses comités, 34, 46, 47, 326.

TEMPÉRANCE.-Maisons de, 458.

THÉATRES, 396.

TRAITEMENTS.—(V. Salaires.)

TRA

TRII

TRO

USIN

VAC.

VAG

VAL

VEN'

VÉRI

VOIE

VOIR

VOITI

VOTA

TORY

VOTE.

s, 416 et s.

constructions,

du recorder.)

.- (V. Officiers

34.—Comment et s.

hés, 463.—Des e l'eau, 492. r du recorder,

ons, 439.—Pour priétés non im-Taxes, contriersonnelle, 525. 537.—Percep-

vant le conseil

TRANSPORT.—Des bâtisses, 332.—Des licences, 455.

TRIBUNAL MUNICIPAL.—(V. Cour du recorder.)

TROTTOIRS, 354 et s.—Leur entretien, 355.—Construction, 356 et s.—Niveau, 359.—Enlèvement de la neige, 360 et s.—occupants tenus aux tottoirs, 362.

U

USINE A GAZ, 505

V

VACANCE.—Dans le cas d'incapacité de l'élu, 104.—Dans le cas d'option, 179.—Vacances dans les charges de maire ou d'échevins, 245, 246.—Comment elles sont remplies, 247.

VAGABONDS, 394.

VALEUR RÉELLE des biens-fonds.—Ce que comprennent ces mots, 509.

VENTE.—Vente de denrées, 365, 367, 369, 371, 372.—Du pain, 376 et s.—Des liqueurs enivrantes, 452 et s.—Des animaux mis à l'enclos, 473.—D'articles de commerce, licence, 534.—Taxe ou licence sur vente par encan, 534.—Vente de meubles pour taxes, 545 et s.—Vente d'immeubles pour taxes, 562 et s.—Liste des arrérages, 563.—Son insertion dans la Gazette Officielle, 564.—Avis de vente, 564.—Délais de la vente, 565.—Le secrétaire-trésorier adjuge au plus haut enchérisseurs, 566.—Défaut de paiement du prix d'adjudication, 568.—Ajournement de la vente à défaut d'enchères, 569.—Droit de retraire, 571 et s.—Contrat de vente, 573 et s.

VÉRIFICATION du scrutin, 250 et s.

VOIE PUBLIQUE, 328 et s.—(V. Rues.)

VOIRIE.—Amende contre les officiers de voirie pour défaut d'accomplir leurs devoirs, 611, 612.—(V. Rues.)

VOITURES.—Droits, 367.—Voitures d'hiver, 462, 463.—Taxes sur voitures, 527.

VOTATION.—Quand elle a lieu, 146.—Dans le cas d'approbation de ... règlements, 296 et s

VOTE.—Vote secret, 199 et s.—216 et s., 285.—Vote prépondérant du président, 243.